



Forum mondial
de la
Démocratie
Strasbourg 2015

**LIBERTÉ
VS
CONTRÔLE**
POUR UNE
RÉPONSE
DÉMOCRATIQUE
16 → 21/11/2015

PROGRAMME



www.forum-mondial-democratie.org

■ Comment concilier libertés individuelles et droit à la sécurité?

C'est à cette question, inhérente à tout système démocratique, que se trouvent désormais confrontées les démocraties du monde entier. Aujourd'hui plus que jamais, elles doivent faire face aux menaces que sont l'extrémisme violent et la terreur, et à certaines, plus diffuses, telles que les discours de haine sur Internet et la cybercriminalité. Dans ce domaine, les réponses passent donc aussi par le recours aux nouvelles technologies.

Il s'agit de rester vigilant et de trouver le juste équilibre entre la liberté et la prévention des dangers.

Comment et sous quelle forme l'Etat peut-il exercer ce contrôle ?

A partir de quand prend-il le risque d'empiéter sur les libertés individuelles ?

Pour prévenir la radicalisation, la constitution de réseaux terroristes et le risque d'attentats, faut-il renoncer à certains de nos droits élémentaires au nom de la sécurité ?

Certains cas justifient-ils une entorse aux règles du droit ?

Est-il concevable par exemple de bloquer un réseau social ou d'interdire des sites web ?

Y a-t-il une limite à la liberté d'expression ?

Doit-elle être absolue ou bien peut-on considérer qu'elle peut constituer une incitation à la violence ?

Autant de questions qui seront au cœur de cette quatrième édition du Forum mondial de la démocratie de Strasbourg, qui traitera d'une thématique en prise totale avec l'actualité et les grandes interrogations qui bouleversent notre monde : *Liberté vs Contrôle : pour une réponse démocratique.*

En effet, la dimension planétaire de ces menaces et la nécessité d'y répondre de manière globale, nous enjoignent de revenir aux principes universels, notamment ceux de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Organisé conjointement par le Conseil de l'Europe, le Parlement européen, les autorités françaises, la Région Alsace et la Ville de Strasbourg, le Forum mondial de la démocratie de Strasbourg est à présent devenu un rendez-vous incontournable dans l'agenda des rencontres internationales. Des personnalités du monde entier s'y retrouvent pour réinterroger la démocratie à l'aune des sujets d'actualité. Cette édition ne déroge pas à la règle en faisant directement écho aux préoccupations majeures des Etats ainsi qu'à l'inquiétude croissante des citoyens.

Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères de la France
Philippe Richert, Président du Conseil Régional d'Alsace, ancien Ministre
Roland Ries, Maire de Strasbourg

LIBERTÉ VS CONTRÔLE:

POUR UNE RÉPONSE DÉMOCRATIQUE

DÉFI

■ Dans le monde entier, les démocraties font face à un sentiment croissant de vulnérabilité face à des menaces de nature très diverse - extrémisme violent, risques économiques, technologiques, environnementaux et géopolitiques. La peur, en particulier la peur générée par les attaques violentes, telles que celles intervenues en 2015 à Paris, à Copenhague et ailleurs dans le monde, est déstabilisatrice pour les sociétés. Elle exacerbe les clivages. Le manque de garanties entourant la protection des données personnelles accroît les inquiétudes. Dans ce contexte, la tension croissante entre le besoin de sécurité et la protection des libertés constitue l'un des défis majeurs auxquels sont confrontées les démocraties.

Comment maintenir l'équilibre entre sécurité et liberté dans une société démocratique menacée ? Les démocraties peuvent-elles résister à l'escalade de la peur et proposer des réponses fondées sur la responsabilité civique et la citoyenneté active ? Peuvent-elles faire efficacement face aux risques sécuritaires sans que ne soient compromis les droits et libertés des individus, les bénéfices de la révolution numérique et les institutions démocratiques ?

Ces problématiques seront au cœur du Forum mondial de la Démocratie 2015.

OBJECTIF

■ L'objectif du Forum 2015 est d'identifier les moyens de renforcer le contrôle démocratique sur la réponse sécuritaire, de maîtriser les peurs et de garantir un exercice libre des médias dans un contexte sécuritaire dégradé.

Des décideurs, leaders d'opinion et innovateurs sociaux débattront sur les approches à adopter aux niveaux international, national, régional et local pour assurer la protection des libertés en démocratie dans un contexte de montée de la violence et de l'extrémisme.

Les échanges seront nourris par des initiatives et idées sélectionnées suite à un appel à candidatures. Elles seront soumises à l'examen critique des participants au Forum.

Des lignes directrices seront ensuite dégagées pour inspirer les Etats, les autorités locales et les organisations à travers le monde, et ouvrir la voie à de nouveaux projets du Conseil de l'Europe et d'autres organisations dans ce domaine.

Les initiatives les plus prometteuses présentées lors du Forum seront incluses dans un « incubateur d'innovations démocratiques » développé par le Conseil de l'Europe. Le réseau grandissant des « anciens » du Forum ayant participé aux éditions précédentes contribuera également à la diffusion des idées et des innovations.

FORMAT

■ Le Forum se déroulera en séances plénières avec la participation d'intervenants de haut niveau. Trois séances plénières sont prévues :

1. Surveillance : quel est le bon dosage dans des sociétés démocratiques ?

2. Lever le voile de la peur : construire la confiance et la résilience dans des sociétés diverses

3. Responsabilité des médias dans le contexte des menaces terroristes

Une dernière séance plénière est prévue à titre de synthèse et de conclusion.

Outre ces séances plénières, des sessions de travail en groupes plus restreints (19 laboratoires) analyseront de manière critique des initiatives déjà réalisées ou des idées nouvelles correspondant aux thèmes du Forum. Les conclusions et les principales leçons tirées des labs seront présentées lors de la dernière plénière afin de préparer les conclusions générales du Forum.

Une session spécifique sera dédiée aux jeunes : des enfants de la Région Alsace et de la ville de Strasbourg échangeront des idées pour favoriser plus de tolérance et un vivre ensemble apaisé. Ils voteront dans l'hémicycle pour la meilleure proposition, qui sera incluse dans les conclusions du Forum.




Le Forum proposera également un Hackathon (expression forgée à partir des mots anglais hack et marathon) pour la création de l'incubateur d'innovation démocratique du Conseil de l'Europe. Cet Hackathon permettra des discussions spontanées, l'émergence de nouvelles idées et alliances entre les anciens du Forum et des innovateurs sociaux. L'objectif est de développer des stratégies pour augmenter l'impact et la portée des innovations démocratiques dans la prise de décision institutionnelle.

Des caricaturistes illustreront les sessions en direct.

La partie artistique du Forum comprendra une performance de graffitis.

PROGRAMME

Mercredi **18** novembre 2015

Matinée				
PAUSE DÉJEUNER >				
Après-midi		Présentation du Rapport de FRA Salle 1 (14:15-15:00)	Présentation du Rapport de Pew Salle 7 (14:15-15:00)	
	Lieu	Conseil de l'Europe (15:30 - 19:45)		
	Salle	Hémicycle, Retransmission en Salles 10 & 11		
	Interprétation	FR/EN/RU/DE/AR		
		Ouverture officielle		
		Session plénière 1 Surveillance - quel est le bon dosage ?		
	Session plénière 2 Lever le voile de la peur			
Réception de bienvenue - Restaurant bleu du Conseil de l'Europe				

Jeudi 19 novembre 2015

Lieu	Conseil de l'Europe (9:00 - 10:30)										
Room	Hémicycle										
Interprétation	FR/EN/RU/DE										
▶	Session plénière 3 Responsabilité des médias à l'ère de la terreur»										
DEFI 1 : Assurer la sécurité et mettre la surveillance sous contrôle											
Lieu	Conseil de l'Europe (11:00 - 12:30)										
Salles	5	1	2	10	9	11	7				
Interprétation	FR EN DE	FR EN	FR EN RU	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN				
LAB	1	2	3	4	5	6					
▶	Réponses juridique	Réponses Technologiques	Surveillance des citoyens	Réponses de la société civile	Réponse des réseaux	Réponses des procureurs	Story Telling				
PAUSE DÉJEUNER (12:30 - 14:00)											
DEFI 2 : Libérer la société de la peur et la nourrir du désir de liberté											
Lieu	Hôtel de ville	Conseil de l'Europe (14:00 - 15:30)									
Salles	9 rue Brulée	1	3	9	10	5	11	2	7		
Interprétation	FR EN	FR EN GR	FR EN	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN	FR EN	FR EN		
LAB	7	8	9	10	11	12	13	14			
▶	Réponses inter- confessionnelles	Réponses contre la haine	Réponses interculturelles	Les leaders contre l'extrémisme	Jeux de liberté	Lutter contre la radicalisation	Protection des migrants	Protéger l'espace civique	Story Telling		
DEFI 3 : La liberté de l'information à «l'ère de la terreur»											
Lieu	Conseil de l'Europe (16:00 - 17:30)										
Salles	9	2	10	11	5	1	projection				
Interprétation	FR EN RU	FR EN	FR EN	FR EN RU	FR EN						
LAB	15	16	17	18	19						
▶	Protection des lanceurs d'alerte	Protection des journalistes et liberté de l'information	Encadrer la liberté d'expression	Action citoyenne pour la liberté des médias	Qui contrôle l'internet ?	Film et débat The Good American	Film et débat The Land between				
Lieu	Conseil de l'Europe (18:00 - 19:00)										
Salle	Hémicycle										
Interprétation	FR/EN/RU/DE										
▶	Dialogue avec des leaders internationaux sur LIBERTÉ VS CONTRÔLE										

GRAFFITI WALL - Lobby of the Committee of Ministers (09:00 - 18:00)

Vendredi 20 novembre 2015

Lieu	Conseil de l'Europe (09:00 - 12:30)									
Room	Hémicycle									
Interprétation	FR/EN/RU/DE									
▶	Session plénière 4 La réponse démocratique Compte-rendu des thèmes et débats									
▶	Session de clôture									
▶	Prix de l'innovation démocratique									
PAUSE DÉJEUNER (12:30 - 14:00)										
Lieu	Conseil de l'Europe (13:30 - 16:00)									
Room	Hémicycle Retransmission en salle 1									
Interprétation	Sans interprétation									
▶	«L'École, facilitateurs de démocratie et du vivre ensemble» Participation de 1200 élèves de la Région Alsace									

HACKATHON - Centre européen de la jeunesse (sur invitation)

APERÇU DU PROGRAMME

■ **Mardi, 17 novembre 2015**

19.00 REMISE DU PRIX REPORTERS SANS FRONTIÈRES

Odyssée, 3 rue des Francs-bourgeois

■ **Mercredi, 18 novembre 2015**

14.15 / 15.00 SIDE EVENTS :
PRÉSENTATION DU NOUVEAU RAPPORT MONDIAL DE PEW RESEARCH CENTER SUR L'OPINION DU GRAND PUBLIC SUR LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS CIVILES.
PRÉSENTATION DE L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA SURVEILLANCE PAR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS : SAUVEGARDE DES DROITS FONDAMENTAUX ET RECOURS DANS L'UNION EUROPÉENNE.

15.30 / 16.00 OUVERTURE OFFICIELLE

Mots de bienvenue des organisateurs du Forum mondial de la Démocratie, Hémicycle du Conseil de l'Europe

16.00 / 16.30 DISCOURS D'OUVERTURE

Hémicycle du Conseil de l'Europe

16.30 / 16.45 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

16.45 / 18.15 SESSION PLÉNIÈRE 1: SURVEILLANCE – QUEL EST LE BON DOSAGE ?

Hémicycle du Conseil de l'Europe

18.15 / 18.30 PAUSE

18.30 / 19.45 SESSION PLÉNIÈRE 2: LEVER LE VOILE DE LA PEUR – CONSTRUIRE LA CONFIANCE ET LA RÉSILIENCE DANS DES SOCIÉTÉS DIVERSES

Hémicycle du Conseil de l'Europe

19.45 RÉCEPTION DE BIENVENUE

Restaurant bleu du Conseil de l'Europe

■ **Jeudi, 19 novembre 2015**

09.00 / 18.00 RÉALISATION DE GRAFFITI EN DIRECT

Foyer du Comité des Ministres

9.00 / 10.30 SESSION PLÉNIÈRE 3: RESPONSABILITÉ DES MÉDIAS À "L'ÈRE DE LA TERREUR »

Hémicycle du Conseil de l'Europe

10.30 / 11.00 PAUSE

11.00 / 12.30 LIBERTÉ ET CONTRÔLE : DES JEUNES RACONTENT LEUR HISTOIRE

11.00 / 12.30 LAB SÉRIE 1 – DÉFIS ET RÉPONSES

Défi 1 : Assurer la sécurité et mettre la surveillance sous contrôle

12.30 / 14.00 PAUSE DÉJEUNER**14.00 / 15.30 LIBERTÉ ET CONTRÔLE : DES JEUNES RACONTENT LEUR HISTOIRE****14.00 / 15.30 LAB SÉRIE 2 – DÉFIS ET RÉPONSES**

Défi 2 : Libérer la société de la peur et la nourrir du désir de liberté

15.30 / 16.00 PAUSE**16.00 / 17.30 LAB SÉRIE 3 – DÉFIS ET RÉPONSES**

Défi 3 : La liberté d'information à "l'ère de la terreur"

16.00 / 18.00 SIDE EVENTS :**PROJECTION DU FILM « THE LAND BETWEEN » (2014)
DE DAVID FEDELE ET DÉBAT AVEC LE RÉALISATEUR****PROJECTION DU FILM « A GOOD AMERICAN » (2015)
DE FRIEDRICH MOSER ET DÉBAT AVEC LE RÉALISATEUR
ET DES LANCEURS D'ALERTE****17.30 / 18.00 PAUSE****18.00 / 19.00 DIALOGUE AVEC DES LEADERS INTERNATIONAUX SUR LIBERTÉ
VS CONTRÔLE – PARRAINÉ PAR INTERNATIONAL IDEA**

Hémicycle du Conseil de l'Europe

**18.00 REMISE DU PRIX ALSACIEN DE L'ENGAGEMENT DÉMOCRATIQUE
ET PARRAINAGE DES PERSONNALITÉS EN DIFFICULTÉ**

Maison de la Région

■ Vendredi, 20 novembre 2015**09.00 / 18.00 HACKATHON SUR L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE**

Sur invitation uniquement

**09.00 / 11.00 SESSION PLÉNIÈRE 4: LA RÉPONSE DÉMOCRATIQUE – COMPTE RENDUS
DES THÈMES ET DÉBATS AVEC LES PANÉLISTES****11.00 / 11.30 PAUSE****11.30 / 12.30 SESSION DE CLÔTURE ET PRIX DE L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE**

Hémicycle du Conseil de l'Europe

12.30 / 14.00 PAUSE DÉJEUNER**12.45 / 13.45 LANCEMENT DU GUIDE PRATIQUE DE DROIT EUROPÉEN RELATIF
AUX DROITS DE L'ENFANT, RÉALISÉ PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE,
Y COMPRIS LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME,
ET L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE****14.00 / 16.00 FORUM DES ENFANTS**

Hémicycle du Conseil de l'Europe

PROGRAMME

■ Mardi, 17 novembre 2015

19.00 REMISE DU PRIX REPORTERS SANS FRONTIÈRES

La plus importante organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté d'information dans le monde décerne un prix international chaque année depuis 1992. En partenariat avec TV5 Monde, son objectif est d'encourager, de soutenir et de faire connaître le travail de journalistes, de médias et de netcitoyens ayant contribué de manière notable à la défense ou à la promotion de la liberté dans le monde. Un jury prestigieux élit les lauréats parmi les nominés sélectionnés par les équipes de Reporters sans frontières et ses 130 correspondants. La cérémonie de remise des prix, ouverte au public, se déroule pour la troisième fois à Strasbourg, en présence des lauréats, d'élus et de personnalités des médias.

PRÉSENTÉ PAR : **Bernard DE LA VILLARDIERE** en présence de :

M. Thorbjørn JAGLAND

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

M. Roland RIES

Maire de Strasbourg

M. Philippe RICHERT

Président du Conseil Régional d'Alsace, ancien ministre

M. Christophe DELOIRE

Secrétaire général de RSF

M. Eric CHOL

Président de RSF

■ Mercredi, 18 novembre 2015

14.15 / 15.00 SIDE EVENTS : PRÉSENTATION DU NOUVEAU RAPPORT MONDIAL DE PEW RESEARCH CENTER SUR L'OPINION DU GRAND PUBLIC SUR LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS CIVILES

Salle 7, Palais de l'Europe

A l'occasion du Forum mondial pour la démocratie Pew Research Center dévoilera son nouveau rapport mondial sur l'opinion du grand public sur la démocratie et les libertés civiles. Le rapport, qui est basé sur une nouvelle enquête dans 38 pays à travers le monde, étudie les différents points de vue sur l'importance de divers droits et institutions démocratiques, et examine ce que les gens pensent de la liberté

d'expression et de la liberté de la presse. Comment les avis sur la liberté d'expression varient-ils en fonction du type de discours ? Y a-t-il des situations pour lesquelles les gens estiment que les gouvernements devraient être en mesure d'empêcher les organisations de médias de publier des informations sur la politique, l'économie, ou la sécurité nationale? Richard Wike, Directeur de Global Attitudes research chez Pew Research Centre présentera les résultats de l'enquête, et discutera de la façon dont les résultats diffèrent entre les pays et au sein même des pays.

MODÉRATRICE : **Mme Claudia LUCIANI**

Directrice de la Gouvernance démocratique, Conseil de l'Europe

PRÉSENTATEUR : **M. Richard WIKE**

USA, Directeur de Global Attitudes Research, Pew Research Center

INTERVENANT : **M. Jan KLEIJSEN**

Directeur de la Société de l'information et de l'action contre la criminalité, Conseil de l'Europe

PRÉSENTATION DU RAPPORT DE L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE SUR : LA SURVEILLANCE PAR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS : SAUVEGARDE DES DROITS FONDAMENTAUX ET RECOURS DANS L'UNION EUROPÉENNE

Salle 1, Palais de l'Europe

Les révélations de Snowden ont déclenché un tollé dans le monde entier en 2013. Dans de nombreux pays, l'opinion publique a remis en question l'ampleur et l'étendue des programmes de surveillance de masse menés par les services de renseignement. Qui contrôle ces programmes ? Quels sont les contrôles et les équilibres ? Que faire si ces droits sont violés ? FRA abordera ces défis lors des discussions au Forum mondial pour la démocratie à l'occasion du lancement de son rapport sur les cadres juridiques à travers les 28 États membres de l'UE. Ce rapport est le premier rapport comparatif de ce type qui se penche sur les garanties des droits fondamentaux et des recours. Il se concentre spécifiquement sur les mécanismes de contrôle et les voies de recours disponibles pour les particuliers à l'égard des pratiques de surveillance menées par les services de renseignement des États membres dans le cadre du projet d'envergure de FRA sur les garanties de surveillance et les recours.

MODÉRATRICE : **Mme Sophie KWASNY**

Conseil de l'Europe Chef de l'Unité protection des données

PRÉSENTATEUR : **M. Mario OETHEIMER**

Chef du Secteur Société de l'information, vie privée et protection des données, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

PROGRAMME

 **Mercredi, 18 novembre 2015**
15.30 / 16.00 OUVERTURE OFFICIELLE

Hémicycle du Conseil de l'Europe
Mots de bienvenue des organisateurs du Forum mondial de la Démocratie

16.00 / 16.30 DISCOURS D'OUVERTURE

Hémicycle du Conseil de l'Europe
Représentant de la République française

Mme Michaëlle JEAN

Canada, Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie

16.30 / 16.45 PRÉSENTATION GÉNÉRALE**Mme Faiza PATEL**

Pakistan/USA, Co-directrice, Programme Liberté et sécurité nationale, Brennan Center for Justice, Faculté de droit, Université de New-York

16.45 / 18.15 SESSION PLÉNIÈRE 1 "SURVEILLANCE– QUEL EST LE BON DOSAGE ?"

Hémicycle du Conseil de l'Europe

INTERVENANTS : Représentant de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

M. Jacob APPELBAUM

USA, Chercheur indépendant en sécurité et journaliste, développeur et fondateur du logiciel Tor

M. William BINNEY

USA ancien officier du renseignement, Agence nationale de Sécurité des Etats Unis (NSA)

M. George BRANDIS

Australie, Procureur Général pour l'Australie

Mme Michèle CONINSX

Belgique, Présidente d'Eurojust

M. Christian FLISEK

Allemagne, Député et Président de la Commission parlementaire en charge de l'enquête sur la NSA

MODÉRATRICE : **M^{me} Anne BRASSEUR**

Luxembourg, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

18.15 / 18.30 PAUSE

18.30 / 19.45 SESSION PLÉNIÈRE 2 : LEVER LE VOILE DE LA PEUR – CONSTRUIRE LA CONFIANCE ET LA RÉSILIENCE DANS DES SOCIÉTÉS DIVERSES

INTERVENANTS : **M. Ahmad IRAVANI**

Iran/USA, Ayatollah et Président du Centre des Etudes de l'Islam et du Moyen Orient, Washington D.C.

M^{me} Tawakkol KARMAN

Yemen, Prix Nobel de la paix 2011

M. Dick SCHOOF

Pays-Bas, Coordinateur national pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme des Pays-Bas

MODÉRATRICE : **M^{me} Carolin MAYER**

Allemagne, Rédactrice en chef, Radio Berlin-Brandenburg

19.45 RÉCEPTION DE BIENVENUE

Restaurant bleu du Conseil de l'Europe

PROGRAMME

■ **Jeudi, 19 novembre 2015****09.00 / 18.00 RÉALISATION DE GRAFFITI EN DIRECT**

Foyer du Comité des Ministres

9.00 / 10.30 SESSION PLÉNIÈRE 3: RESPONSABILITÉ DES MÉDIAS À "L'ÈRE DE LA TERREUR", HÉMICYCLE DU CONSEIL DE L'EUROPE

INTERVENANTS : **Mme Nadezda AZHGKHINA**

Fédération de Russie, Vice-Présidente de la Fédération européenne de journalistes, Secrétaire exécutive de l'Union russe des journalistes

M. Philippe BILGER

France, Juge honoraire, Président de l'Institut de la Parole

Mme Rita CHINYOKA

Zimbabwe, Editrice/PdG de Alpha Media Holdings

M. Hans-Wilhelm SAURE

Allemagne, Reporter pour le journal Bild

MODÉRATRICE : **Mme Katrin NYMAN-METCALF**

Estonie, professeur, chef du département droit et technologie à la faculté de droit de Tallinn, Université de Technologie de Tallinn

10.30 / 11.00 PAUSE

11.00 / 12.30 LIBERTÉ ET CONTRÔLE : DES JEUNES RACONTENT LEUR HISTOIRE

Salle 7, Palais de l'Europe, interprétation FR/EN

A travers des histoires personnelles vécues, réelles et poignantes, 4 jeunes proposent de revisiter le paradigme «liberté vs. contrôle» en proposant de nouvelles perspectives afin de montrer la complexité de cette polarité, et de rappeler à tous que, derrière ces termes, se cachent avant tout des jeunes humains, citoyens du monde avec des parcours, des expériences, des opinions et des points de vue différents.

M. Mourad BENCHELLALI

France, ex prisonnier de Guantanamo

A l'âge de 19 ans, Mourad, conseillé par son frère, va en Afghanistan. Il pense qu'il va dans un camp d'aventure et se trouve dans les camps d'entraînement de terroristes en Afghanistan. Il est ensuite emprisonné à Guantanamo; où il passera 4 ans avant d'être transféré dans les prisons françaises. Aujourd'hui, Mourad témoigne modestement de ses expériences, tâche de dissuader des jeunes candidats au jihad et tire des leçons dans lesquelles le dilemme liberté vs. contrôle sont tout sauf simples.

«J'essaie d'être plus intelligent - faire le tour de la question, voir les différents angles, pas seulement celui des émotions immédiates. L'injustice, en tout cas, l'excès de la punition ont eu ce curieux effet sur moi : je me rends encore mieux compte que le monde est plus compliqué que ce que j'aurais pu croire.»

M. Thierno DIALLO

Guinée, migrant mineur isolé

Rescapé des massacres du stade de Conakry en septembre 2009, emprisonné pendant des semaines, ayant perdu sa mère, Thierno Diallo quitte la Guinée à 15 ans pour sauver sa vie. Après une traversée clandestine en cargo, il débarque sur une île grecque et se rend à Athènes. Là, il survit dans un parc public avec d'autres Africains et goûte à la prison locale. Avec de faux papiers il s'envole vers la France pour rejoindre l'Allemagne, mais échoue à Strasbourg. Et c'est par le plus grand des hasards qu'il intègre un goyer pour migrants mineurs isolés, dans le nord de l'Alsace.

Il relate dans son livre sa découverte du mode de vie français, son initiation enthousiste à la langue et la culture françaises, son goût pour l'écriture, ses succès scolaires, ses démêlés souvent absurdes avec les autorités pour obtenir des papiers, mais aussi le soutien sans faille de certains adultes qui l'entourent

MODÉRATRICE: **Mme Nadine LYAMOURI-BAJIA**

France, psychologue interculturelle et formatrice/consultante internationale.

11.00 / 12.30 LAB SÉRIE 1 – DÉFIS ET RÉPONSES

DÉFI 1: ASSURER LA SÉCURITÉ ET METTRE LA SURVEILLANCE SOUS CONTRÔLE

-
- La tension croissante entre le besoin de sécurité et la protection des libertés est l'un des défis majeurs auxquels sont confrontées les démocraties actuelles. Les révélations des écoutes des agences de renseignement sur les réseaux numériques ont sapé la confiance dans la capacité du gouvernement à contrôler ses agences. Quel degré de liberté sommes nous prêts à abandonner pour défendre nos sociétés contre le terrorisme ? Comment les démocraties peuvent-elles gérer les risques de sécurité liés à la révolution numérique sans compromettre les valeurs démocratiques ?

LAB
 19/11/2015
 11.00 - 12.30
 SALLE 5
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN/DE

1

RÉPONSE JURIDIQUE

L'un des grands principes de la démocratie est l'égalité des citoyens devant l'État et la loi. Comment pouvons-nous nous assurer que la loi et le système judiciaire protègent efficacement les citoyens contre les atteintes à leur vie privée et à la liberté par les entreprises et le gouvernement ?

PRÉSENTATEURS

Mme Jennifer "Tangerine" BOLEN
 USA, Directrice exécutive, Revolution Truth

M. Mattew RICE
 Avocat, Privacy International, Royaume Uni

INTERVENANTS

M. Nils MUIZNIEKS
 Commissaire aux Droits de l'homme
 du Conseil de l'Europe

M. Kaoru OBATA
 Japon, Professeur de droit international,
 Université de Nagoya

MODÉRATEUR

M. Rudolf LENNKH
 Autriche, Ambassadeur extraordinaire
 et plénipotentiaire, Représentant
 permanent de l'Autriche auprès
 du Conseil de l'Europe

CAMPAGNES JURIDIQUES, REVOLUTION TRUTH, USA

Revolution Truth présentera les « Legal campaigns » (campagnes juridiques) dont l'objectif est d'agir contre les acteurs gouvernementaux et les entreprises qui mettent à mal la démocratie. Les trois grands axes sont les libertés civiles, les droits de l'homme et le transfert du pouvoir souverain vers des entreprises qui verrouillent l'accès des citoyens et des agences vers l'autonomie. Legal Campaigns consiste en des recours collectifs déposés devant les tribunaux fédéraux américains et la Cour Européenne des droits de l'Homme, financés par les membres de Revolution Truth. Les campagnes financeront des poursuites afin de promouvoir la « cause », pour inspirer un grand nombre de personnes à rechercher de manière collaborative le pouvoir réel et à approfondir le sens du devoir civique.

LES AGENCES DE RENSEIGNEMENT DOIVENT RÉPONDRE DE LEURS ACTES DEVANT LA JUSTICE INTERNATIONALE, PRIVACY INTERNATIONAL, ROYAUME UNI

L'idée de l'initiative de Privacy International est de responsabiliser davantage les agences de renseignement en mentionnant explicitement dans un maximum de pays, que toutes les personnes, indépendamment de leur nationalité, bénéficient du même niveau de protection quand il s'agit d'opération d'espionnage. Dans certains pays, des procédures judiciaires peuvent être entamées, dans d'autres où la réforme de la loi sur le renseignement est en cours, la défense peut être utilisée pour atteindre l'objectif. Le champ d'application est celui qui peut être adopté, avec suffisamment de participation, en tant que norme internationale. Les participants peuvent être des individus volontaires ou des organisations de la société civile.

LAB
19/11/2015
11.00 - 12.30
SALLE 1
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

2

Parrainé par l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe

RÉPONSES TECHNOLOGIQUES

La surveillance de masse est souvent dépeinte comme un élément important pour la lutte contre le terrorisme international et le crime organisé. Le cryptage est-il la réponse ultime à la surveillance de masse et quel en est le prix à payer ?

PRÉSENTATEURS

M. Nadim KOBEISSI

Canada/France, Chercheur et développeur de Cryptocat

M. Pieter OMTZIGT

Pays-Bas, Député et membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (à confirmer)

INTERVENANTS

Mme Nighat DAD

Pakistan, Directrice exécutive, Fondation Digital Rights

M. Thomas DRAKE

USA, Lanceur d'alerte pour la sécurité nationale, ancien officier des renseignements américains NSA

M. Christian KARAM

Liban, Chercheur principal d'Europol spécialisé dans les cybermenaces

MODÉRATEUR

M. Christopher CHOPE

Royaume Uni, Parlementaire et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

CRYPTOCAT, INRIA, FRANCE

Cryptocat est un logiciel gratuit et open source (FL/OSS), extension d'un moteur de recherche qui utilise les technologies internet qui permet au grand public de communiquer de manière impromptue, accessible et chiffrée. Il mise sur les compétences et la portabilité proposés par les technologies du web pour permettre une messagerie sociale instantanée cryptée. L'objectif est d'étudier la faisabilité de la mise en œuvre de système utilisant le cryptage dans des médias hautement accessible, et de relever les défis techniques et sociaux pour rendre la messagerie instantanée cryptée accessible et portable.

**SURVEILLANCE DE MASSE VS CRYPTAGE,
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

L'objectif principal de cette idée/initiative est de favoriser l'usage généralisé du cryptage en le rendant plus facile à utiliser par des non-experts, plus accessible et plus sûr contre les intrusions illicites par des tiers, y compris les services de renseignement.

LAB
19/11/2015
11.00 - 12.30
SALLE 2
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

3

SURVEILLANCE DES CITOYENS

Les jurys citoyens permettent aux autorités politiques d'inclure dans leur processus décisionnels les données des citoyens, qui sont le résultat d'une délibération par un micro public éclairé. Un jury citoyen peut servir d'assurance pour garantir un contrôle démocratique sur la définition des menaces extrêmes et les raisons qui justifient des pouvoirs exceptionnels, ou bien des questions de sécurité nationale peuvent-elles être confiées uniquement à des experts en matière de sécurité et au législateur ?

PRÉSENTATEURS

M. Jean Pierre CHABOT

Canada, Directeur de Programme, GOPAC

M. Iain WALKER

Directeur exécutif de la
Fondation NewDemocracy

INTERVENANTS

Mme Marcelline GBEHA-AFOUDA

Bénin, Présidente de la Haute-
Cour de Justice du Bénin

M. Robert SPANO

Islande, Juge à la Cour européenne
des droits de l'homme

MODÉRATEUR

M. Ulrich BUNJES

Allemagne, Représentant spécial du
Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
pour les questions relatives au Roms

JURY DUTY REVISITED ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION (GOPAC)

L'idée de Jury Duty Revisited (Réexaminer la fonction de jury) est essentiellement de tester des hypothèses et d'explorer la faisabilité des "jurys de citoyens" en leur octroyant la possibilité de donner leur accord pour des surveillances de la même manière qu'ils rendent actuellement des jugements dans les procédures pénales. Dans de nombreuses juridictions, les cas peuvent être examinés au tribunal par un jury, un juge ou les deux. Peut-être est-il utile d'avoir des comités de surveillance parlementaire qui déterminent les règles et lignes directrices pour savoir si l'accord pour une surveillance doit être donné par un jury, un juge ou les deux. L'octroi de ces responsabilités et rôles respectivement aux parlementaires ou aux citoyens pourrait augmenter le contrôle démocratique et le soutien des personnes impliquées dans des activités de surveillance.

JURYS CITOYENS – ETABLIR DES NORMES POUR LES LOIS SUR LA LIBERTÉ, FONDATION NEWDEMOCRACY, AUSTRALIE

Les gouvernements élus subissent des pressions déraisonnables pour éliminer tous les risques ou sont fustigés s'ils échouent. Quelles que soient les mesures prises, un public cynique les accusera de « faire de la politique » ou de « créer une culture de la peur ». La position de la Fondation newDemocratie est que cette position non-gagnante peut être résolue en partageant les décisions avec un groupe de citoyens choisis au hasard et qui ne pourront pas être accusés de vouloir se faire élire. Un processus de délibération sur une période de 3-5 mois a la capacité de présenter une décision éclairée commune et raisonnable au citoyen lambda. Si ces personnes peuvent trouver un terrain commun, alors les « demos » qui font notre démocratie vivront avec ce niveau de contrôle.

LAB
19/11/2015
11.00 - 12.30
SALLE 10
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

4

Parrainé par la Conférence des
OING du Conseil de l'Europe

RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La société civile et l'espace public sont de plus en plus mis sous pression. De nombreuses organisations de promotion de la démocratie, de la primauté du droit et des droits de l'homme sont confrontées au harcèlement, à la censure, et sont parfois stigmatisés comme «terroristes» afin de justifier une législation répressive qui affecte leur travail. Quelles contre-mesures peuvent-elles être prises pour arrêter la tendance inquiétante de restriction de la marge de manœuvre des organisations de la société civile ?

PRÉSENTATEURS

M. Henry MUGISHA BAZIRA

Ouganda, Directeur exécutif de l'Institut de gouvernance de l'eau

Mme Ruhat Sena AKSENER

Turquie, Directrice de campagne et de sensibilisation, Amnesty International, Turquie

INTERVENANTS

Mme Maryna GONOSHYLINA

Ukraine, Membre du Conseil d'administration de Avtomaindan, observateur anti-corruption, Responsable national de Enactus Ukraine

M. Rajith KEERTHI TENNAKOON

Sri Lanka, Directeur exécutif du Centre for Human Rights and Research

Mme Alexandrina NAJMOWICZ

Roumanie, Directrice du Forum civique européen

MODÉRATEUR

Mme Anne-Marie CHAVANON

France, Présidente de la commission démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux de la Conférence des OING

COALITION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ, INSTITUT DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU, OUGANDA

La Coalition de la société civile sur le pétrole et le gaz (GSCO) est un réseau lâche d'organisations de société civile (OSC) actives dans le domaine du pétrole et du gaz. Elle a été créée pour mettre en commun les ressources professionnelles et financières de diverses OSC afin de renforcer le programme de recherche, de travailler collectivement et parler d'une même voix sur les questions liées à l'exploitation pétrolière et gazière en Ouganda et ainsi influencer la politique nationale, la gouvernance et la prise de décision. Le réseau se veut également être le garant pour éviter que des OSC individuelles se sentent isolées et victimisées par des agences gouvernementales et des fonctionnaires sans scrupules, comme se fut le cas pour l'industrie pétrolière émergente en Ouganda qui a été très politisée et considérée comme une questions sensible/confidentielle. Ce fut aussi le cas quand l'espace des OSC pour fonctionner individuellement et librement et parler librement de l'industrie émergente a été réduit, à cause d'un environnement politique qui tendait vers plus d'intolérance face aux opinions divergentes par rapport au régime politique et l'installation d'une surveillance de télécommunication pour surveiller les flux d'information « subversives ».

PERMETTRE L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA PROTÉGER, AMNESTY INTERNATIONAL, TURQUIE

Ces dernières années, les organisations des droits de l'homme ont observé des infractions sans précédent par des Etats sur la société civile avec de plus en plus de restrictions de la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'association, et davantage de répression des défenseurs des droits de l'homme – non seulement en Turquie, mais dans toutes les régions du monde. Cette restriction de l'espace d'expression de la société civile et le ciblage des défenseurs des droits de l'homme a un impact sérieux. Les défenseurs et les organisations des droits de l'homme se sentent menacés et sous pression, à la fois au niveau législatif et quotidien. Ceci est également vital pour de nombreuses organisations des droits de l'homme et Amnesty dans certains pays en particulier. Si cette tendance n'est pas inversée, les conséquences seront dévastatrices pour des millions de personnes qui comptent sur les défenseurs des droits de l'homme et autres défenseurs de la société civile, l'autonomisation des autres pour apprendre à connaître et à exercer leurs droits. Le résultat pourrait être très probablement des sociétés caractérisées par une plus grande inégalité, une marginalisation, une instabilité sociale et politique, une croissance au point mort ou une pauvreté plus profonde,

LAB
 19/11/2015
 11.00 - 12.30
 SALLE 9
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN

5

RÉPONSES DES RÉSEAUX

Comment pouvons nous nous assurer que la vie privée, la protection des données et la liberté d'expression sont respectées dans les réseaux sociaux en ligne et par les entreprises de l'internet et que les utilisateurs prennent davantage conscience des termes de services qu'ils acceptent ?

PRÉSENTATEURS

Mme Jamila VENTURINI

Brésil, chercheuse, Centre pour la Technologie et la Société, FGV Rio Law School

M. Eric LÉANDRI

France, co-fondateur de Qwant et Directeur général

INTERVENANTS

Mme Nadia KAYYALI

USA, militante de la Fondation Electronic Frontier

Mme Raegan MCDONALD

Canada, Gestionnaire des politiques de l'UE chez Mozilla

MODÉRATEUR

M. Dirk VAN EEKHOUT

Belgique, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe

TERMES DE SERVICE ET DROIT DE L'HOMME, CENTRE POUR LA TECHNOLOGIE ET LA SOCIÉTÉ, FGV RIO LAW SCHOOL & REPRÉSENTANTS DE TWITTER ET FACEBOOK

Le projet Termes de Service et droits de l'homme géré par le Centre pour la Technologie et la Société de la Faculté de droit Fundação Getúlio Vargas à Rio de Janeiro a développé une méthodologie pour analyser le degré de protection de la vie privée, la liberté d'expression proposés par les Termes de Service de plusieurs plateformes en ligne. Les normes identifiées comme la base d'une méthodologie proviennent de documents internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris le fameux Guide du Conseil de l'Europe des Droits de l'Homme pour les utilisateurs d'Internet. Le projet a analysé des politiques d'un corpus de 50 plateformes en une expérience pilote visant à améliorer la méthodologie et à identifier les principales pratiques adoptées par les fournisseurs de plateformes. Parmi les principaux objectifs du programme on peut noter déclencher un débat international sur le rôle des fournisseurs de plateformes en ligne comme cyber régulateurs et assumer leur responsabilité pour le respect des droits de l'homme, produire des preuves sur l'impact des termes de services sur les droits de l'homme, et suggérer des propositions politiques concrètes visant à renforcer le respect des droits des utilisateurs.

QWANT, FRANCE

Qwant est un moteur de recherche européen lancé en juillet 2013 qui respecte la vie privée et offre une nouvelle vision du web au travers 5 colonnes (web, actualités, social, shopping, media). Qwant ne traque pas les utilisateurs ni ne crée de profils. En décembre 2014, nous avons annoncé Qwant Junior le 1er moteur de recherche sécurisé pour enfants de 5 à 13 ans sans tracking, publicités et contenus inappropriés.

LAB
19/11/2015
11.00 - 12.30
SALLE 11
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

6

RÉPONSES DES PROCUREURS

Quel est le rôle du procureur dans la reconnaissance et l'enquête sur la surveillance de masse et quelle est pour lui l'utilité de la surveillance pour l'identification de criminels et de terroristes ?

PRÉSENTATEURS

M. Harald RANGE

Allemagne, ancien Procureur général d'Allemagne

INTERVENANTS

Mme Yvonne ATAKORA OBUOBISA

Ghana, Directrice des poursuites pénales, Ministère de la Justice et Service du Procureur Général

M. Rintaro KURAMOCHI

Japon, Avocat de droit constitutionnel à la Japan Federation of Bar Associations, et Maître de conférence de droit constitutionnel à la faculté de droit de l'Université Keio

M. Christoph PARTSCH

Allemagne, Avocat spécialisé dans la liberté d'information

M. Cédric VISART DE BOCARME

Belgique, Président du Conseil consultatif de procureurs européens du Conseil de l'Europe

MODÉRATEUR

M. Alexander SEGER

Chef de la Division Cybercriminalité, Conseil de l'Europe

ENQUÊTE SUR LA SURVEILLANCE DE MASSE ET POURSUITE DE CYBER CRIMES - DÉFIS OU ATTENTES DÉÇUES ?

Divulgations d'Edward Snowden, enregistrements illégaux de conversations de téléphones mobiles, pas seulement des personnalités politiques, et probables activités des services secrets qui utilisent des méthodes de surveillance de masse, le public a réclamé une enquête et des poursuites. De plus, les unités chargées des enquêtes soulignent la nécessité de collecter de nombreuses bases de données pour interdire et détecter les criminels et les terroristes. Ces deux aspects seront présentés, expliqués et débattus.

PROGRAMME

■ **Jeudi, 19 novembre 2015****12.30 / 14.00 PAUSE DÉJEUNER****14.00 / 15.30 LIBERTÉ ET CONTRÔLE : DES JEUNES RACONTENT LEUR HISTOIRE**

Salle 7, Palais de l'Europe, interprétation FR/EN/DE

A travers des histoires personnelles vécues, réelles et poignantes, 4 jeunes proposent de revisiter le paradigme «liberté vs. contrôle» en proposant de nouvelles perspectives afin de montrer la complexité de cette polarité, et de rappeler à tous que, derrière ces termes, se cachent avant tout des jeunes humains, citoyens du monde avec des parcours, des expériences, des opinions et des points de vue différents.

M. Steven HARTUNG

Allemagne, ex néo-nazi

A l'âge de 14 ans, Steven a rejoint un groupe du mouvement néo-nazi en Thuringe (Allemagne), dont il devient, plus tard, l'un des leaders. Au bout de 10 ans au sein de l'idéologie, Steven commence à se questionner, à interroger son mouvement et finit pour le quitter, avec l'aide de l'ONG Exit. Quitter un mouvement neo-nazi n'a rien d'évident. Cela demande de changer de vie, de lieu, de rebâtir une identité, une appartenance. Aujourd'hui, Steven est étudiant et salarié, et impliqué dans le mouvement Exit pour aider d'autres jeunes à s'en sortir. Son témoignage honnête et touchant montre les nombreuses perspectives et interprétations possibles de la liberté et du contrôle.

Mme Eleonora ZBANKE

Fédération de Russie, Activiste des droits de l'homme

Activiste des droits de l'homme et fortement impliquée dans la lutte pour les droits et la protection des personnes LGBT en Russie, Eleonora connaît la répression, le contrôle. En tant que réalisatrice de films, métisse et lesbienne, Eleonora a fait le choix de poursuivre ses projets, toujours aussi critiques et investis, en France, où elle vit depuis quelque temps. Elle nous apporte un regard lucide sur la limite fragile entre contrôle, surveillance et liberté.

MODÉRATION : M. Dariusz GRZEMNY

Pologne, travailleur jeunesse, formateur/ consultant dans des projets pédagogiques sur les thèmes de la violence, la discrimination, le discours de haine, le racisme, la paix et les droits de l'homme

14.00 / 15.30 LAB SÉRIE 2 – DÉFIS ET RÉPONSES

DÉFI 2: LIBÉRER LA SOCIÉTÉ DE LA PEUR ET LA NOURRIR DU DÉSIR DE LIBERTÉ

■ Il existe un sentiment croissant de vulnérabilité face à diverses menaces dans les démocraties du monde entier. En particulier, la peur générée par des attaques violentes motivées par l'idéologie peut accentuer les clivages sociétaux, aiguïser les conflits latents et déstabiliser la société. La peur est-elle enracinée dans l'ignorance de la culture de l'autre ? Comment pouvons-nous proposer à l'opinion public un idéal d'une société ouverte et inclusive et rendre l'imagination publique moins vulnérable aux idéologies extrêmes et violentes qui exploitent la peur, incitent à la haine, au sectarisme et au nationalisme ? La meilleure défense d'une société démocratique contre les menaces, ce sont des citoyens éduqués, qui partagent des valeurs humanistes et qui ont une grande confiance entre les citoyens et dans les institutions publiques. Un Etat démocratique devrait informer les citoyens sur l'étendue et les causes des menaces auxquels ils sont confrontés. Il devrait lutter contre les discriminations, ségrégation et stigmatisation qui peuvent générer un sentiment de non-appartenance et augmenter l'attrait du populisme et des idéologies extrémistes.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
HÔTEL DE VILLE,
9 RUE BRÛLÉE, STRASBOURG
FR/EN

7

Parrainé par la ville de Strasbourg
et la Conférence des OING
du Conseil de l'Europe

RÉPONSES INTERCONFESSIONNELLES

La peur est-elle ancrée dans l'ignorance de la culture de «l'autre»? Comment pouvons-nous créer des relations de coopération positive entre les personnes de différentes religions ou croyances? Les Initiatives interreligieuses sont-elles capables de combler le fossé d'incompréhension qui existe entre les différentes religions ?

PRÉSENTATEURS

Mme Robin SCLAFANI

Belgique, Directrice de CEJI- Une contribution juive pour une Europe inclusive

M. Victor GREZES

France, Directeur de développement de Coexister

Mme Claudia UNGER

Autriche, Chef de l'Institut Afro-Asiatique/ Graz

INTERVENANTS

M. Vladimir GRADEV

Bulgarie, professeur et Chef du Département Théorie et Histoire de la Culture, Faculté de Philosophie, Université de Sofia

Mme Nawel RAFIK-ELMRINI

France, adjointe au Maire de Strasbourg

FACING FACTS!, CEJI – UNE CONTRIBUTION JUIVE POUR UNE EUROPE INCLUSIVE

Facing Facts! est un effort concerté d'ONG visant à démasquer la réalité des crimes de haine en Europe et tenir les gouvernements responsables de leurs engagements internationaux. 50 formateurs ont été formés par des juifs, musulmans, roms, organisations LGBT, anti-racistes, organisations de sensibilisation aux handicaps partout en Europe. Facing Facts! est partisan d'une plus grande coopération entre les gouvernements, les forces de l'ordre et les ONG. Il a été reconnu comme la meilleure pratique par plusieurs organisations intergouvernementales. Facing Facts! est actuellement développée en Formation en ligne ouverte à tous, avec un module traitant spécifiquement du discours de haine.

INTERFAITH TOUR, COEXISTER, FRANCE

De juillet 2013 à juin 2014, cinq jeunes de confessions différentes: Ilan (juif), Samuel (chrétien), Ismaël (musulman), Victor (athée) et Josselin (agnostique) ont décidé de réaliser ensemble le premier tour du monde des initiatives interreligieuses. Par nature, le projet InterFaith Tour était destiné à se perpétuer. Chaque année, une nouvelle équipe participera donc à documenter une partie du monde de l'interreligieux de plus en plus grande. L'InterFaith Tour 1 était le projet pilote d'observation de l'interreligieux à échelle mondiale. Comme pour l'édition précédente, l'InterFaith Tour 2 documentera son passage dans chacun des pays, produisant des documents à visée pédagogique ou journalistique. Cette année, l'équipe produira des infographies et un web-documentaire en plus des articles écrits et des vidéos hebdomadaires produites par la première équipe.

COMUNITYSPIRIT – INTERRELIGIOUS DIALOGUE », INSTITUT AFRO-ASIATIQUE / GRAZ

L'un des objectifs de « ComUnitySpirit – Interreligious Dialogue » est de promouvoir une coexistence pacifique et une compréhension mutuelle. La conférence internationale d'experts interreligieux en 2013 a abouti à la création du projet « ComUnitySpirit – Interreligious Dialogue » qui inclut la promotion des activités durables continues en faveur du dialogue, le réseautage ainsi que la coordination du Conseil interreligieux de la ville de Graz. Cette année, l'accent est mis sur la prévention de la radicalisation. Parallèlement, le projet « ZusammenHalt ! » a été mis en œuvre auprès des jeunes adultes et parmi les groupes de jeunes pour prévenir de la radicalisation et des projets extrémistes.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 1
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/GR

8

Parrainé par l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe

RÉPONSES CONTRE LA HAINE

Le discours de haine et les préjugés sont une menace pour les principes démocratiques car ils sapent les droits fondamentaux et notamment la liberté d'expression, en les utilisant comme prétexte pour insulter et humilier les individus et les groupes. Le discours de haine vise souvent la diversité et représente un puissant obstacle à la cohésion sociale. Ce laboratoire met en valeur les initiatives novatrices visant à prévenir les discours de haine et les préjugés dans des sociétés diverses.

PRÉSENTATEURS

Mme Milena SANTERINI

Députée, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, rapporteure générale sur la lutte contre le racisme et l'intolérance

M. Antonios ZIKOS

Grèce, directeur de la prison « Saint Stefan » de Patras

INTERVENANTS

Dr Qanta AHMED

USA, professeure associée en médecine, Université d'Etat de New-York, USA, Auteur de «In the Land of Invisible Women», Journaliste et défenseur des droits de l'homme

Mme Kiran BEDI

Inde, Femme politique, militante sociale, ancienne officier de police et ancienne conseillère de police civile des Nations Unies

M. Paul GIANNASI

Royaume Uni, Superintendent de Police et dirigeant du programme intergouvernemental de prévention des crimes de haine

Mme Cécile KYENGE

Italie, Députée européenne

MODÉRATEUR

M. Pierre-Yves LE BORGNI

France, Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

L'ALLIANCE PARLEMENTAIRE CONTRE LA HAINE, ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

L'Alliance parlementaire contre la haine est composée de parlementaires qui s'engagent à prendre des positions publiques contre le racisme, la haine et l'intolérance quels qu'en soient les motifs et la manière dont ils se manifestent. L'Alliance a été lancée en janvier 2015. 41 membres de l'Assemblée parlementaire y ont adhéré jusqu'ici. Ses principaux objectifs sont de sensibiliser les politiciens et la société civile contre le racisme et l'intolérance et promouvoir la non-discrimination et le respect de la diversité. Les partenaires de l'Alliance comprennent les parlements et les commissions nationales du Mouvement contre le discours de Haine du Conseil de l'Europe.

FORMATION CONTRE LES PRÉJUGÉS DANS LES PRISONS

L'objectif de l'atelier mis en place pour les prisonniers (hommes) de la prison « Saint Stefan » de Patras (ouest de la Grèce) était de lutter contre les stéréotypes en appliquant un modèle anti-rumeurs. Il visait à contester les idées fausses et les préjugés existants sur les migrants, à rompre le silence dans les cas de discrimination, à contribuer à la promotion des bonnes pratiques entre les différents groupes, à promouvoir les avantages de l'égalité des droits et des chances pour tous, à renforcer la compréhension par l'interaction, et explorer les stéréotypes qui contribuent à propager la discrimination sur la base de l'éthnicité et de la religion.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 3
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

9

Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

RÉPONSES INTERCULTURELLES

Les politiques efficaces d'intégration peuvent-elles prévenir la radicalisation des migrants et des minorités et combattre de ce fait le terrorisme? Les politiques interculturelles, qui mettent l'accent sur l'intérêt de la diversité pour la société, sont-elles simplement utilisées comme un symbole ou sont-elles la voie à suivre pour éviter une nouvelle aggravation de l'écart de l'incompréhension et de l'ignorance entre les cultures ?

PRÉSENTATEURS

Mme Pascale MOMPOINT-GAILLARD

France, Psychosociologue, formatrice, consultante

M. Pacifique NDAYISHIMIYE

Rwanda, fondateur et président, Youth Service Organization

INTERVENANTS

M. Mohammad AL ABDALLAH

Syrie, militant dans le domaine de Droits de l'homme

Mme Amina BOUAYACH

Maroc, Secrétaire Générale de la Fédération internationale des droits de l'homme

Mme Dusica DAVIDOVIC

Serbie, membre du parlement de la ville de Nis, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

MODÉRATEUR

M. Denis HUBER

France, chef du service «Coopération, administration et relations extérieures», Secrétaire exécutif de la Chambre des Régions du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

COMPÉTENCES POUR UNE CULTURE DE LA DÉMOCRATIE, SERVICE DE L'ÉDUCATION, CONSEIL DE L'EUROPE

La démocratie se définit en termes d'institutions et de lois, mais celles-ci ne fonctionneront que si les citoyens adoptent, dans la pratique, les attitudes et les comportements nécessaires. L'éducation contribue de façon déterminante à la création et au maintien des valeurs interculturelles de la démocratie – aucune culture n'est fondée sur l'ignorance. Le Service de l'Éducation du Conseil de l'Europe est en train d'élaborer un cadre visant à définir les principales compétences nécessaires aux citoyens pour participer de manière effective à la société diverse et démocratique, et que les États membres pourront utiliser et adapter au sein de leur système éducatif, à tous les niveaux de l'éducation.

INTERCULTURAL DIALOGUE AWARENESS RAISING FOR COOPERATION, YOUTH SERVICE ORGANISATION (YSO), RWANDA

“Intercultural Dialogue Awareness Raising for Cooperation” (Sensibilisation au dialogue interculturel pour la coopération) – IDARC – a été initié pour créer un espace de dialogue interculturel pour les Rwandais, pour faire face à l'instabilité politique du passé, à la guerre et à la migration durable depuis 1959 qui a précédé le génocide contre les Tutsis en 1994, qui a anéanti la tolérance, l'éducation sociale, culturelle et civique et affaibli les efforts de développement. Grâce aux danses traditionnelles, l'expression la plus spectaculaire des Rwandais, YSO rassemble des indigènes Rwandais, des Rwandais nés à l'étranger et Congolais migrants qui ont obtenus la nationalité rwandaise pour une expression libre, la promotion de l'unité dans une communauté diversifiée, afin de promouvoir le pluralisme au Rwanda. Le Projet IDARC est fortement intégré dans la vie sociale des jeunes rwandais, pour qu'ils puissent influencer sur les principes de citoyenneté active, le dialogue interreligieux et interculturel, ainsi que la compréhension mutuelle et la coopération.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 9
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

10

Parrainé par le Club de Madrid

LES LEADERS LUTTENT CONTRE L'EXTRÉMISME

Ce laboratoire tentera de relever les défis de la radicalisation et de l'extrémisme violent à travers l'expérience de deux chefs d'Etat qui ont œuvré pour la prévention ou la lutte contre l'extrémisme violent dans leurs pays, et de proposer des politiques et des outils nécessaires pour prévenir et combattre ce phénomène croissant dans la société d'aujourd'hui.

PRÉSENTATEURS

M. Sadiq AL-MAHDI

Soudan, Premier Ministre du Soudan (1966-1967; 1986-1989)

M. Andrés PASTRANA

Colombie, Président de Colombie (1998-2002)

INTERVENANTS

M. Fouad AHIDAR

Belgique, 1^{er} Vice-Président du Parlement bruxellois

M. Damian DRAGHICI

Roumanie, Député européen

M. Richard HOROWITZ

Israël, avocat et ancien officier de l'armée de défense d'Israël

MODÉRATEUR

Lord John ALDERDICE

Royaume Uni, membre de la Chambre des Lords

MADRID +10, CLUB DE MADRID

Il y a dix ans, le Club de Madrid avait convoqué une conférence unique, le Sommet sur la démocratie, le terrorisme et la sécurité, rassemblant des dirigeants et des experts du monde entier pour analyser les causes du terrorisme et trouver des moyens plus durables d'un point de vue démocratique pour relever ces défis. Ce sommet a eu un profond impact sur le débat mondial sur le terrorisme et l'extrémisme violent. En réponse à la menace croissante de la radicalisation et de l'extrémisme violent, le Club de Madrid, en partenariat avec le Centre international des études sur la radicalisation (ICSR) organise « Madrid+10 : Le dialogue politique mondial sur la lutte contre l'extrémisme violent », une initiative en trois phases qui réunira des dirigeants, des leaders d'opinion et des experts de différentes régions du monde autour de discussions pragmatiques visant à échanger les bonnes pratiques aux niveaux local et national, et en créant un espace de dialogue et d'échanges au moyen d'une plateforme en ligne.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 10
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

11

Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

JEUX DE LIBERTÉ

La meilleure défense d'une société démocratique contre les menaces ce sont des citoyens formés, un sens des valeurs humanistes partagées, et un niveau élevé de confiance entre les individus et dans les institutions publiques. Il faut s'efforcer de construire une culture du vivre ensemble dans la diversité et une vision partagée de l'avenir. Mais l'apprentissage de la culture démocratique peut-il être mesuré ? Faut-il le repenser et si oui, comment ?

PRÉSENTATEURS

Mme Katrin BANNACH

Allemagne, directrice de projet pour la Thaïlande et la Birmanie, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est

Mme Pimrapa DUSADEEISARIYAKUL

Thaïlande, Gestionnaire de Projet, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est

Mme Traon PONGSOPON

Thaïlande, assistante de projet, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté

M. Seth SELLECK

Suède, coordinateur jeunesse, Municipalité de Simrishamn, Suède

INTERVENANTS

Mme Andrée BUCHMANN

France, Conseillère régionale d'Alsace et conseillère municipale de Schiltigheim

Mme Francesca TRALDI

Italie, Secrétaire Générale de la Fondation Magna Carta

M. Steven WAGENSEIL

USA, Président a.i. du Conseil pour la Communauté des démocraties

MODÉRATEUR

M. Andreas KIEFER

Autriche, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

DREAM THAILAND, FONDATION FRIEDRICH NAUMANN POUR LA LIBERTÉ, THAÏLANDE

Dream Thailand est une campagne en ligne pour que les citoyens thaïlandais puissent exprimer leurs avis et recommandations sur la Thaïlande de leur rêve. Cette plateforme permet aux décideurs du gouvernement et aux partis politiques de toucher la jeune génération. Dream Thailand est devenu un mouvement qui a généré de l'inspiration citoyenne et amené les jeunes à « agir », à viser la Thaïlande de leurs rêves. Il a été utilisé comme une plateforme pour permettre la participation des populations dans les réformes en cours dans le pays.

MORE THAN ONE STORY, SERVICE DE LA CULTURE ET DES LOISIRS DE LA MUNICIPALITÉ DE SIMRISHAMN, SUÈDE

More Than One Story (Plus qu'une seule histoire) est un jeu de cartes unique et puissant qui relie des personnes de tous âges, origines et cultures et s'est révélé être un outil précieux pour les enseignants, les travailleurs sociaux, les chefs religieux, les organisateurs d'événements et les jeunes dirigeants. Partout où les peurs et les préjugés isolent les personnes qui semblent différentes, More than One Story est utilisé pour faciliter le processus d'intégration et d'inclusion, l'ouverture des cœurs et des esprits. Le jeu de cartes éveille la compassion ; il réunit les étrangers et autonomise les individus et les organisations dans plus de 20 pays pour qu'ils puissent travailler dans un monde plus harmonieux.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 5
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

12

Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

LUTTER CONTRE LA RADICALISATION

Les communautés qui marginalisent leurs populations immigrées risquent de radicaliser les éléments les plus vulnérables, et également de manquer de nombreuses possibilités qui s'offrent quand tous les membres de la communauté se sentent les bienvenus. Comment les sociétés peuvent-elles tirer pleinement parti du potentiel de la diversité et de bénéficier de l'esprit d'entreprise, de la créativité et de la variété des compétences associées à la migration? Ce laboratoire traite de nouvelles stratégies pour prévenir la radicalisation et à améliorer les résultats pour tous les résidents en les intégrant au mieux dans la société.

PRÉSENTATEURS

M. Sten SORENSEN

Danemark, Superintendent en chef adjoint, chef de l'Unité de prévention du crime, Police du Jutland de l'Est, Police danoise

Mme Rachel PERIC

USA, Directrice adjointe de Welcoming America

INTERVENANTS

M. Hans BONTE

Belgique, Maire de Vilvoorde

M. Karl DEAN

USA, ancien Maire de Nashville

M. Leen VERBEEK

Pays-Bas, Commissaire du roi de la Province de Flevoland, Vice-Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

MODÉRATEUR

Mme Jocelyne CABALLERO

France, Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

PRÉVENIR LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT À AARHUS, DANEMARK

L'essence du modèle Aarhus est de prévenir la radicalisation en travaillant avec des citoyens dits à risque afin d'améliorer leur possibilités d'intégration dans la société et les aider à affronter la vie. Les travaux dans ce domaine ont débuté en 2007 afin de prévenir la radicalisation à la fois politique et religieuse. La municipalité d'Aarhus a mené ses travaux en coopération avec la Police du Jutland de l'est et en complément des efforts de prévention du crime existants. Pour cette initiative, la prévention de la radicalisation est considérée comme la prévention du crime, incitant les autorités à jongler entre les droits constitutionnels des citoyens, l'activisme religieux et les règles du code pénal. Cette initiative traite de la prévention précoce de la radicalisation, que ce soit pour les individus ou les groupes grâce à différentes méthodes qui seront examinées dans ce lab.

L'APPROCHE ACCUEILLANTE POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Nashville est une ville américaine qui a refusé de céder à la tentation de marginaliser sa population croissante de migrants. Dirigée par un maire visionnaire, et une communauté à but non lucratif et une communauté d'affaires qui ont reconnu le potentiel inhérent à la communauté immigrée croissante, Nashville est devenue l'une des villes les plus accueillantes des États-Unis. Grâce à ses efforts, Nashville s'est développée économiquement, et la communauté immigrée - y compris une population musulmane importante - en a tiré parti.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 11
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

13

Parrainé par les Ecoles d'Etudes politiques du Conseil de l'Europe

APPEL À DES POLITIQUES DE MIGRATION PLUS EFFICACES ET JUSTES EN EUROPE

Il n'y a jamais eu autant de monde cherchant à fuir la violence politique, l'oppression, la misère et les changements environnementaux dans leurs pays. L'Europe est confrontée à des défis majeurs en matière d'asile et de politique de migration, mais ne dispose pas de cadre explicite qui garantisse la protection et la prise en compte des craintes découlant de la diversité ethnique et culturelle grandissante.

PRÉSENTATEURS

Mme Denitsa BOEVA

Bulgarie, ancienne de l'Ecole d'Etudes politiques de Bulgarie

M. Driss EL YAZAMI

Maroc, Président du Conseil national des Droits de l'Homme

M. Ljubisa VRENCEV

Grèce, Symβiosis, responsable des programmes

M. Gert WESTERVEEN

Pays-Bas, Représentant de l'UNHCR auprès des institutions européennes à Strasbourg

INTERVENANT

M. Ahmed DRISS

Tunisie, Directeur de l' Ecole politique de Tunis

MODÉRATEUR

Mme Despina SYRRI

Grèce, Directrice de l'Ecole d'études politiques de Grèce

RECHERCHER DES POLITIQUES MIGRATOIRES JUSTES ET EFFICACES

Dans le contexte de la crise des réfugiés qui se déroule en Europe depuis l'été 2015, ce lab étudiera les processus de migration et les options politiques disponibles pour introduire des politiques de migration efficaces et justes et pour lier leur mise en œuvre avec les droits de l'homme et l'Etat de droit, et l'avenir de l'Europe. Il présentera également des initiatives spécifiques en faveur des réfugiés dans les pays de transit et les pays de destination et d'un point de vue de l'Afrique du Nord.

LAB
19/11/2015
14.00 - 15.30
SALLE 2
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

14

PROTÉGER L'ESPACE CIVIQUE DANS LES MILIEUX INTERGOUVERNEMENTAUX

L'espace de la société civile est mis en danger dans les Etats où les organisations non-gouvernementales (ONG) sont considérées comme un danger pour la sécurité et la souveraineté et où l'insécurité est utilisée comme prétexte pour interdire la liberté d'association, de rassemblement et d'expression. Ce lab cherche des solutions pour suivre et analyser la situation, en lançant des alertes et en réglant les problèmes grâce à des politiques, la défense, le dialogue et la coopération.

PRÉSENTATEURS

M. Antoine MADELIN

Belgique, Directeur Plaidoyer International, Fédération Internationale des Droits de l'Homme

Mme Suehila ELKATEB

Canada, Directrice adjointe, Division Démocratie, Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement, Gouvernement du Canada

INTERVENANTS

Mme Bea BODROGI

Hongrie, militante des droits de l'homme

M. David MOORE

USA, Vice-Président, Affaires juridiques, the International Center for Not-for-Profit Law

Mme Maria POMAZKOVA

Fédération de Russie/France, membre du Conseil d'experts sur le droit en matière d'ONG de la Conférence des OING

Mme Herdis Kjerulf THORGEIRSDOTTIR

Islande, Vice-Présidente de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), Conseil de l'Europe, Professeur à la Faculté de Droit, Université de Bifrost

MODÉRATEUR

Mme Anna RURKA

Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

OBSERVATOIRE POUR LA PROTECTION DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME (FIDH) ET DE L'ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE (OMCT)

Le FIDH et l'OMCT ont créé l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des droits de l'homme en 1997 pour intervenir, prévenir ou remédier à des situations de répression à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme. Il s'agit d'un programme mondial de suivi et de soutien destiné à renforcer la protection et la sécurité des défenseurs des droits de l'homme. L'observatoire offre une protection d'urgence aux défenseurs des droits de l'homme (intervention d'urgence, missions internationales et assistance matérielle) mobilise la communauté internationale, la société civile et les médias pour protéger les défenseurs (rapport sur les violations des droits et libertés des défenseurs des droits de l'homme) et coopère avec des organes de protection intergouvernementaux à l'échelle régionale, nationale ou internationale dans le but de promouvoir et renforcer ces mécanismes.

GROUPE DE TRAVAIL DE LA COMMUNAUTÉ DES DÉMOCRATIES PORTANT SUR L'AVANCEMENT ET LA PROTECTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Groupe de travail portant sur l'avancement et la protection de la société civile vise à favoriser la collaboration entre Etats, organisations internationales et de la société civile pour contrer la tendance mondiale qui est de restreindre les organisations de la société civile et limiter leur champ d'action en usant des moyen légaux. Depuis sa création en 2009, le Groupe œuvre pour soutenir le rôle essentiel que jouent les organisations de la société civile pour le bon fonctionnement de la société démocratique. Le Groupe s'implique dans la démocratie discrète, les activités de défense et d'assistance technique pour éviter l'adoption de lois restrictives qui ciblent la société civile et encourage les lois qui permettent l'expansion de la société civile. Il a démontré son efficacité en coordonnant des actions diplomatiques pour contrer la législation qui restreint la société civile de manière excessive, et ses travaux ont contribué à retirer ou amender des lois trop restrictives dans plusieurs pays.

PROGRAMME

■ **Jeudi, 19 novembre 2015****15.30 / 16.00 PAUSE****16.00 / 18.00 SIDE EVENTS :
PROJECTION DU FILM "THE LAND BETWEEN" (2014) DE DAVID
FEDELE ET DÉBAT AVEC LE RÉALISATEUR, PARRAINÉ PAR LE FESTIVAL
INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME DE STRASBOURG**

Salle de Projection du Conseil de l'Europe

The land between se déroule dans les montagnes au nord du Maroc et permet au public d'avoir un aperçu de la vie des migrants illégaux du Subsahara. La plupart d'entre eux rêvent d'aller en Europe – un périple qui les conduits à travers une zone militarisée près de Melilla, une enclave en Afrique du Nord. Le film aborde plusieurs thèmes, dont les raisons qui poussent les individus à abandonner leur pays et leurs familles pour de meilleures conditions de vie.

**PROJECTION DU FILM « A GOOD AMERICAN », SUIVI D'UN DÉBAT
AVEC LE RÉALISATEUR FRIEDRICH MOSER, THOMAS DRAKE, LANCEUR
D'ALERTE, ANCIEN OFFICIER DE LA NSA ET KIRK WIEBER, ANCIEN
ANALYSTE À LA NSA**

Salle 1 du Conseil de l'Europe

16.00 / 17.30 LAB SÉRIE 3 – DÉFIS ET RÉPONSES

DÉFI 3: LA LIBERTÉ D'INFORMATION À "L'ÈRE DE LA TERREUR"

-
- Quelle devrait être la réponse adéquate des médias à la violence idéologique et au terrorisme? Quel est l'impact de la propriété des médias, et le contrôle des grandes entreprises de l'Internet sur les données personnelles et autres, sur la liberté et le débat démocratique? Si la dénonciation est un élément nécessaire du contrôle démocratique sur les institutions, comment les lanceurs d'alertes peuvent-ils être protégés par le risque de poursuites abusives?

LAB
 19/11/2015
 16.00 - 17.30
 SALLE 9
 PALAIS DE L'EUROPE
 FR/EN/RU

15

PLATEFORME DE PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE

L'alerte est-elle une menace pour la démocratie ou un élément nécessaire du contrôle démocratique sur les institutions? Comment les lanceurs d'alertes peuvent-ils être protégés par le risque de poursuites abusives? Ce laboratoire présentera les plateformes qui permettent aux journalistes de se connecter avec les lanceurs d'alertes et de préserver l'anonymat des lanceurs d'alertes.

PRÉSENTATEURS

Mme Ruth KRONENBURG

Pays-Bas, Directrice exécutive de Free Press Unlimited

M. Claudio AGOSTI

Italie, Co-fondateur, avocat, développeur et formateur de GlobalLeaks

INTERVENANTS

Mme Nica DUMLAO

Philippines, coordinatrice de programme, Droits d'internet, Foundation for Media Alternatives

M. Faheem HUSSAIN

Corée du Sud, professeur assistant, Département Technologie et Société, Institut d'ingénierie et de sciences appliquées de l'Université d'État de New-York

M. Kirk WIEBE

USA, ancien analyste à l'Agence de sécurité américaine (NSA)

MODÉRATEUR

M. Erdoğan IŞCAN

Turquie, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe

PUBLEAKS, FREE PRESS UNLIMITED, PAYS-BAS

Free Press Unlimited soutient le journalisme d'investigation. Il n'est pas dans l'intérêt des gouvernements, des multinationales ou d'autres institutions que l'on enquête sur certains sujets, et même dans des démocraties bien établies, les journalistes peuvent se heurter à des obstacles ou pire. Publleaks est un projet open source lancé par un groupe de journalistes des professionnels des TIC aux Pays-Bas, qui ont créé une plateforme anonyme de lanceurs d'alerte, résistante à la censure. Elle procure un environnement en ligne sûr de communication entre les journalistes et leurs sources. Depuis la création de Publleaks en septembre 2013 au moins 34 nouveaux articles ont été publiés par les médias néerlandais par le biais de cette plateforme.

GLOBALEAKS, CENTRE HERMES POUR LA TRANSPARENCE ET LES DROITS HUMAINS NUMÉRIQUES, ITALIE

GlobalLeaks est une plateforme de soutien aux diverses initiatives des lanceurs d'alertes. Ces quatre dernières années, de nombreux domaines ont adopté les alertes comme solution à des problèmes dans les domaines de la démocratie et de l'économie. GlobalLeaks apporte des réponses aux besoins technologiques des lanceurs d'alerte, pour que ces derniers puissent davantage se concentrer sur le contenu.

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 2
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

16

Parrainé par la Région Alsace

PROTECTION DES JOURNALISTES ET LIBERTÉ DE L'INFORMATION

La liberté d'information et la liberté de la presse sont des piliers de la démocratie. Dans de nombreux pays du monde, cependant, les journalistes sont attaqués, harcelés, emprisonnés et même tués à cause de leur travail ou de leurs reportages.

Que peuvent faire les médias pour s'opposer à la menace qui pèse sur la liberté de l'information et jouer pleinement leur rôle d'instigateur du débat public ?

PRÉSENTATEURS

M. Mousa RAHIMI

Directeur Général, Centre palestinien pour le développement des médias et la liberté d'information et d'expression

INTERVENANTS

Mme Cristiana CASTELLOTTI

Italie, rédactrice en chef, Radiorai 3

M. Jean-Paul MARTHOZ

Belgique, journaliste au quotidien «Le Soir», professeur de journalisme international à l'Université catholique de Louvain, Conseiller auprès du Comité de Protection des journalistes (New York)

Mme Najiba SHARIF

Afghanistan, journaliste, Lauréate du Prix alsacien de l'engagement démocratique

MODÉRATEUR

M. Ricardo GUTIÉRREZ

Secrétaire Général, Fédération européenne des journalistes

Mme Işıl KARAKAŞ

Turquie, Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme

INITIATIVE 1 : PLATEFORME POUR RENFORCER LA PROTECTION DU JOURNALISME ET LA SÉCURITÉ DES JOURNALISTES, FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES JOURNALISTES / CONSEIL DE L'EUROPE

Cette plateforme est un espace public qui doit faciliter la compilation, le traitement et la diffusion d'information d'informations factuelles sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes dans les Etats membres du Conseil de l'Europe, tels que garantis par l'Art. 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Elle vise à améliorer la protection des journalistes, à mieux lutter contre les menaces et les violences à l'encontre des professionnels des médias et à encourager des mécanismes de lanceurs d'alerte au sein du Conseil de l'Europe. La plateforme doit permettre aux instances et institutions du Conseil de l'Europe d'être alertés à temps, de manière plus systématique et ainsi de prendre des actions coordonnées. Elle doit faciliter l'identification des tendances et proposer des réponses politiques adéquates à l'Organisation dans le domaine de la liberté des médias.

INITIATIVE 2 : HOW DO I KNOW, CENTRE PALESTINIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS ET LA LIBERTÉ D'INFORMATION ET D'EXPRESSION, AUTORITÉS NATIONALES PALESTINIENNES

L'idée a évolué au fil des ans passant du magazine "MADA El'Illam Magazine" à la plateforme numérique. L'objectif est de rendre les citoyens palestiniens vigilant sur l'érosion de leurs droits et libertés, à la diffusion d'information et à l'autonomisation de la participation active citoyenne en créant « HOW do I know » (Comme je sais), une plateforme en ligne palestinienne. Les Palestiniens ont le droit de savoir pourquoi et comment les choses progressent ou non, mais ils n'ont pas le pouvoir ni les moyens d'exiger leurs droits. La Palestine a un besoin urgent d'une loi sur l'accès à l'information, d'une sensibilisation à ce droit et comment bénéficier d'une loi moderne exhaustive qui protège leurs droits. Cette plateforme sera un outil pour les journalistes et les citoyens.

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 10
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

17

Parrainé par l'Organisation
Internationale de la Francophonie

**ENCADRER LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ?
ENTRE RÉGULATION DES MÉDIAS
ET PROTECTION DES DONNÉES
PERSONNELLES**

Ce laboratoire veut mettre
en perspective le rôle
de la régulation de la liberté
d'expression dans le contexte
actuel de la menace terroriste
et la diffusion de contenus incitant
à la haine et à la violence en ligne.

PRÉSENTATEUR

M. Nouri LAJMI

Tunisie, Président de la Haute
autorité indépendante
de la Communication Audiovisuelle

INTERVENANTS

Mme Muriel HANOT

Belgique, Directrice des études et
des recherches au Conseil supérieur
de l'Audiovisuel de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

Mme Drudeisha MADHUB

Maurice, Commissaire pour la
protection des données de Maurice

M. Bogdan MANOLEA

Roumanie, Directeur exécutif
de l'Association pour la
Technologie et l'Internet

Mme Marguerite OUEDRAOGO

Burkina Faso, Présidente de la Commission
Technologie de l'Information des Libertés,
Vice-Présidente de L'Association
francophone des autorités de protection
des données personnelles

MODÉRATEUR

M. Francis KPATINDÉ

France, journaliste et maître
de conférence à l'Institut d'études
politiques, Sciences Po Paris

ENTRE RÉGULATION DES MÉDIAS ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.

Ce laboratoire partira de l'initiative de l'autorité de régulation des médias de Tunisie (HAICA) de développer un index du discours de haine dans les médias audiovisuels tunisiens pour comparer ensuite plus largement les expériences d'autorités de régulation des médias (Belgique, Tunisie) et d'autorités de protection des données personnelles (Burkina Faso, Maurice) en termes de protection de la liberté d'expression dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, tout en incluant l'opinion de la société civile (APTI - Roumanie).

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 11
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN/RU

18

Parrainé par le Fonds européen
pour la démocratie

ACTION CITOYENNE POUR LA LIBERTÉ DES MÉDIAS

Dans de nombreuses parties du monde, journaliste est synonyme de militant. Les journalistes dans ces Etats risquent parfois leur vie pour vouloir informer leurs concitoyens. Ils demandent souvent un changement politique ou social. Comment les médias libres peuvent-ils être soutenus quand les gouvernements ou de puissantes sociétés exercent une pression sur les journalistes au nom de la sécurité nationale ?

PRÉSENTATEURS

M. Chamsy SARKIS

Syrie, cofondateur de SMART & ASML
Grani.ru, Fédération de Russie

Mme Yulia BEREZOVSKAYA

Fédération de Russie, PDG de Grani.ru

INTERVENANTS

Mme Salima GHEZALI

Algérie, journaliste, auteure et militante
des droits de la femme. Lauréate 1997
du Prix Sakharov pour la liberté de pensée

M. Emin MILLI

Azerbaïdjan, journaliste et directeur
exécutif de Meydan TV

MODÉRATEUR

Mme Livia RUSU

Roumanie, Chargée d'affaires a.i.,
Représentation permanente de la Roumanie
auprès du Conseil de l'Europe

SMART (SYRIAN MEDIA ACTION REVOLUTION TEAM), SYRIE

SMART est une organisation de la société civile créée au printemps 2011 pour soutenir le mouvement pacifiste contre le régime de Bachar AL-Assad. SMART qui coopère avec des centaines de volontaires en Syrie a lancé avec succès de nombreux infrastructures et projets médias pour construire une Syrie démocratique et pluraliste. Elle a créé un pool média en Syrie qui compte environ 150 employés à plein temps. En coopération avec ASML, une ONG syrienne enregistrée en France, elle a soutenu des médias libres et indépendants en Syrie, y compris de la presse écrite, des stations de radios et des médias pour enfants. Grâce à leur travail, davantage de Syriens ont accès aux informations indépendantes.

GRANI.RU, FÉDÉRATION DE RUSSIE

Créé en 2000, Grani.ru s'est imposé comme une source d'information majeure sur des sujets tels que les violations de la liberté d'expression, le sort des prisonniers politiques ou les actions de protestation. Sa couverture de la crise ukrainienne est à l'opposé de la propagande officielle russe. Depuis le mois de mars 2014 le site est sur la liste noire, il est bloqué par tous les fournisseurs d'accès en Russie. Néanmoins Grani.ru continue à opérer, à produire du contenu et à le faire accessible aux utilisateurs. Il agit de multiples façons contre le blocage.

LAB
19/11/2015
16.00 - 17.30
SALLE 5
PALAIS DE L'EUROPE
FR/EN

19

**QUI « CONTRÔLE » L'INTERNET ?
VERS UN MODÈLE TRANSNATIONAL
DE RESPONSABILITÉ DÉMOCRATIQUE**

En se concentrant sur de multiples parties prenantes et sur des modèles inclusifs de prise de décision démocratique, ce laboratoire discutera des cadres d'application pour une gouvernance d'internet inclusive, transparente et responsable.

PRÉSENTATEURS

M. Jean-Jacques SAHEL

Vice-Président, Europe & Société Civile (Global Stakeholder Engagement), ICANN

INTERVENANTS

Mme Lea KASPAR

Responsable de la gestion programmatique, Global Partners Digital

Mme Stefania MILAN

Italie, conseillère ICANN /Organisation de soutien aux politiques des noms génériques et Université d'Amsterdam

M. Julien NOCETTI

France, chercheur à l'Institut des Relations Internationales (IFRI)

MODÉRATEUR

M. Lee HIBBARD

Coordinateur du Conseil de l'Europe sur la politique de l'information

L'APPROCHE D'ICANN POUR UNE GOUVERNANCE MULTI-ACTEURS

L'Internet est une technologie à usage commun qui touche directement ou indirectement la vie quotidienne de chaque individu sur la planète, chaque économie, culture et société. Ce nouvel outil devrait être partagé et protégé, et les moyens de la gouvernance de l'Internet devraient servir la communauté mondiale dans son ensemble, plutôt que les intérêts particuliers d'un petit nombre d'acteurs tels que les entreprises ou les États, ou entraînées par des décisions prises par quelques initiés. La gouvernance de l'Internet devrait respecter les principes de la gouvernance démocratique. Ces principes de gouvernance ont été illustrés dans la pratique par l'émergence de modèles de gouvernance dits « multi-acteurs ». Cependant, certaines questions cruciales restent sans réponse: Quelle légitimité et quels processus garantiront-ils la transparence et la responsabilité de la gouvernance de l'Internet? Comment pouvons-nous nous assurer que les droits des utilisateurs d'Internet seront protégés dans ce nouvel environnement? Comment s'assurer de la responsabilité de la gouvernance Internet qui traitent des questions cruciales de politique ?, et avons-nous besoin de critères qui répondent spécifiquement et établissent des normes de responsabilité et de transparence dans la gouvernance de l'Internet ?

PROGRAMME

 **Jeudi, 19 novembre 2015**
17.30 / 18.00 PAUSE**18.00 / 19.00 RÉUNION AVEC DES LEADERS INTERNATIONAUX – PARRAINÉE PAR INTERNATIONAL IDEA**

Hémicycle du Conseil de l'Europe

Lancement de la publication d'International IDEA sur « Democratic Transitions: Conversations with World Leaders » et débat avec des leaders internationaux

INTERVENANTS : **M. Thorbjørn JAGLAND** Secrétaire Général du Conseil de l'Europe**M. Yves LETERME** Secrétaire Général d'International IDEA**M. Moncef MARZOUKI** Président de Tunisie (2011-2014)**M. Petre ROMAN** Premier ministre de Roumanie (1989-1991)MODÉRATRICE : **Mme Anne BRASSEUR** Luxembourg, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**18.00 REMISE DU PRIX ALSACIEN DE L'ENGAGEMENT DÉMOCRATIQUE ET PARRAINAGE DES PERSONNALITÉS EN DIFFICULTÉ**

Maison de la Région, 1 Place Adrien Zeller

Depuis la création du Forum Mondial de la démocratie de Strasbourg en 2012, la Région Alsace a souhaité mettre en lumière des personnalités du monde entier qui s'engagent pour la défense des droits de l'Homme et de la démocratie.

Pour cette 4ème édition, la Région Alsace reconduit deux actions fortes : le Prix alsacien de l'engagement démocratique et le parrainage de personnalités subissant des pressions ou des persécutions contraires aux droits de l'Homme.

Le Prix alsacien de l'engagement démocratique met à l'honneur une personnalité issue de la société civile engagée dans la défense des droits de l'Homme et de la Démocratie dans son pays.

L'an dernier, la Région Alsace a décerné le Prix alsacien de l'engagement démocratique à Najiba Sharif, journaliste afghane réfugiée à Mulhouse qui s'est engagée dans la défense des droits des femmes et des minorités dans son pays d'origine. En 2013, c'est Preethi Herman, responsable indienne du site de pétition Change.org, qui fut honorée et en 2012, la blogueuse tunisienne Lina Ben Mhenni.

Parallèlement, la Région Alsace confirme son engagement dans la promotion des droits de l'Homme à travers son parrainage de personnalités victimes d'atteintes graves à leurs droits fondamentaux, du fait de leurs opinions ou de leurs engagements en faveur de la démocratie.

Cette année, la Région Alsace s'associe à l'association Amnesty International pour alerter les médias et les autorités compétentes sur ces situations inacceptables.

■ Vendredi, 20 novembre 2015

09.00 / 11.00 SESSION PLÉNIÈRE 4 : LA RÉPONSE DÉMOCRATIQUE – RAPPORTS THÉMATIQUES ET DÉBATS AVEC LES PANELISTES

FACILITATRICE : **Mme Faiza PATEL** Pakistan/USA, Co-directrice, Programme Liberté et sécurité nationale, Brennan Center for Justice, Faculté de droit, Université de New-York

RAPPORTEURS THÉMATIQUES : **• Défi 1 : Assurer la sécurité et mettre la surveillance sous contrôle**
M. Georgios KOLLIARAKIS Grèce, Chercheur en matière de sécurité et de stratégie à l'université de Francfort, Allemagne
• Défi 2 : Libérer la société de la peur et la nourrir du désir de liberté
M. Manuel ARRIAGA Portugal, Professeur chercheur à l'Université NYU Stern
• Défi 3 : La liberté de l'information à «l'ère de la terreur»
M. Tim KARR USA, Directeur de la Stratégie, Free Press

PANELISTES : **Mme Donatella DELLA PORTA** Italie, professeur de sociologie à l'Institut universitaire européen

M. Christophe DELOIRE France, journaliste et Secrétaire général de Reporters sans frontières

M. Jerzy POMIANOWSKI Pologne, Directeur exécutif du Fonds européen pour la démocratie

M. Tim WILSON Australie, Commissaire australien aux droits de l'homme

11.00 / 11.30 PAUSE

11.30 / 12.30 SESSION DE CLÔTURE ET PRIX DE L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE

Hémicycle du Conseil de l'Europe

MODÉRATRICE : **Mme Anna RURKA** Pologne, Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Le Prix de l'innovation démocratique du Conseil de l'Europe est remis chaque année à l'initiative la plus populaire du Forum mondial de la démocratie qui a été présentée durant les laboratoires et plébiscitée par les participants du Forum

• Discours de clôture et remise du Prix de l'innovation démocratique

M. Thorbjørn JAGLAND Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

• Performance en danse et nouveau média « Hackocracy » par BANDART Productions

12.30 / 14.00 PAUSE DÉJEUNER

12.45 / 13.45 LANCEMENT DU GUIDE PRATIQUE DE DROIT EUROPÉEN RELATIF AUX DROITS DE L'ENFANT, RÉALISÉ PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE, Y COMPRIS LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME, ET L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Salle 11

PROGRAMME

■ Vendredi, 20 novembre 2015

14.00 / 16.00 FORUM DES ENFANTS

Hémicycle du Conseil de l'Europe

INTERVENANTE : **Mme Marja RUOTANEN** Directrice de la Dignité humaine et de l'Égalité, Direction Générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

Dans le cadre de l'Aventure Citoyenne et l'Odyssée citoyenne 2015/2016 des élèves de quarante-cinq classes du primaire d'Alsace, âgés de 8 à 10 ans, participeront le 20 novembre 2015 au Forum mondial de la démocratie au Conseil de l'Europe à Strasbourg. En ligne avec le thème du Forum « Liberté vs contrôle : pour une réponse démocratique », l'association Thémis a dégagé 3 thèmes qu'elle proposera aux enseignants dès la rentrée scolaire de 2015/2015, à savoir :

- le vivre ensemble, la participation (Comment faire entendre la voix de l'enfant dans les décisions qui le concerne à l'école ? A quoi servent les règles dans le prise de décision démocratique...)
- Citoyen d'internet (comment sensibiliser les enfants à la liberté d'expression, le partage d'information, la différence entre vie privée et vie publique)
- Tous différents, tous égaux (origine, culture, identité, quelles différents, quels sont les atouts de toutes ces différences au sein de la classe ?).

Chacune des classes travaillera sur un projet, une idée d'action concrète concernant l'un de ces 3 thèmes (ex : »Comment faire dans mon école pour améliorer soit le vivre ensemble, soit la liberté d'expression«, etc...)

Parmi les 45 propositions, 10 seront sélectionnées par un jury et seront présentées par les deux référents de chaque classe au Forum mondial de la démocratie. Tous les élèves voteront pour l'initiative qu'ils estimeront la plus innovante ou originale pour protéger les libertés démocratiques face à la violence, la discrimination et l'extrémisme.

09.00 / 18.00 HACKATHON DE L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE (SUR INVITATION)

Le terme « Hackathon » est la combinaison des mots anglais « Hack » (coup) et « Marathon », soit un long sprint pour créer quelque chose d'utile lors d'un seul événement. Le Hackathon du Forum a pour but de développer un incubateur d'innovation démocratique dans le but de mettre en œuvre des innovations démocratiques au niveau local afin d'accélérer leurs croissance et succès. Pour le coup d'envoi de la création de l'incubateur, le Hackathon rassemble les anciens et les décideurs politiques locaux pour élaborer le cadre de l'incubateur tout en cherchant des solutions concrètes pour augmenter l'impact et la portée des innovations démocratiques, en vue d'améliorer la participation citoyenne locale.

Parmi les innovateurs démocratiques des éditions précédentes participeront :

Mme Tanja AITAMURTO

Finlande, Université de Stanford

M. Róbert Viðar BJARNASON

Islande, Président et Directeur technique de Citizens Foundation

M. Steven CLIFT

USA, Fondateur et Directeur exécutif de E-Democracy.org

M. Daniel DE ANDRADE BITTENCOURT

Brésil, Cofondateur de Lung

M. Matt LEIGHNINGER, USA

Directeur exécutif de Deliberative Democracy Consortium

Mme Vanessa LISTON

Irlande, Cofondatrice de CiviQ

M. Tudor MIHAILESCU

Roumanie, Cofondateur de GovFaces

Mme Ana Lis RODRÍGUEZ NARDELLI

Argentine, Directrice de Recherche chez Fundación Democracia en Red/DemocracyOS Foundation

M. Iain WALKER

Australie, Directeur exécutif de NewDemocracy Foundation

M. Anthony ZACHARZEWSKI

Royaume Uni, Directeur de Democratic Society

FACILITATEURS : M. Hems ZWIER

Pays-Bas, Blogueur, Conseiller en médias sociaux

Mme Elisa LEWIS

France, Démocratie Ouverte Incubateur de l'innovation démocratique

Suite à un appel à manifestation d'intérêt, des villes se sont manifestées et ont été invitées à postuler pour le hackathon. Les villes suivantes ont été retenues : Amsterdam, Pays-Bas; Arnsberg, Allemagne; Bolton, Royaume Uni; Bonn, Allemagne; Bucarest, Roumanie; Falun, Suède; Gand, Belgique; Katowice, Pologne; Lisbonne, Portugal; Montréal, Canada; Madrid, Espagne; Neapoli-Sykies, Grèce; Nis, Serbie; Palerme, Italie; Paris, France; Reykjavik, Islande.

EVÉNEMENTS ARTISTIQUES

19 novembre

Tous les débats qui auront lieu lors des laboratoires seront illustrés par des dessinateurs. A l'issue des labs, vous pourrez admirer leurs réalisations dans le hall du Palais de l'Europe.

19 novembre, 09.00-18.00,

Graffiti en direct réalisés par Graffiti Life, Foyer du Comité des Ministres

20 novembre, 09.00-14.00

Exposition des Graffiti, Foyer du Comité des Ministres

20 novembre, 11.00-12.30

Session de clôture, performance artistique mêlant danse et nouveaux médias réalisée par BANDART Productions

EVÉNEMENTS SATELLITES

Les défis de la liberté de parole et de débat en ligne, Collège d'Europe, Bruges, Belgique

3 novembre 2015, 18:15

Collège d'Europe, Bruges, Belgique (sur invitation)

Les plateformes dédiées aux lanceurs d'alertes numériques : une bénédiction ou une malédiction ?

17 novembre 2015, 18:00-19:30

à la Hertie School of Governance, Berlin, Allemagne.

Se libérer de la peur dans une société diverse ? Etude de cas en Hongrie, Central European University, Budapest, Hongrie

19 novembre 2015, 10:00-15:00

Central European University, Budapest, Hongrie

Liberté vs contrôle, Windesheim, Université des Sciences appliquées, Zwolle

19-20 novembre 2015

Windesheim, Université des Sciences appliquées, Zwolle

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le Comité scientifique, mis en place en septembre 2014, apporte une contribution intellectuelle et académique à la préparation du Forum mondial de la Démocratie

Membres du Comité scientifique (en 2015) :

M. Andreas GROSS

Suisse, Président du Comité scientifique

Mme Irina ALEXIEVA

Bulgarie, Directrice exécutive de l'École d'Études politiques de Bulgarie "Dimitry Panitza"

M. Mostafa EL BIED

Belgique, Journaliste

M. Luca JAHIER

Italie, Journaliste, politologue et Président du Groupe III au Comité économique et social

Mr Norbert KERSTING

Allemagne, Professeur de politique comparée, gouvernance locale et régionale, Université de Muenster

Mme Patrizia NANZ

Allemagne, Professeure à l'Institut d'Études avancées en sciences humaines, Essen

M. Martin SCHAFFNER

Suisse, Professeur à l'université de Bâle

M. Sylvain SCHIRMAN

France, Professeur à l'université de Strasbourg

ANNEXE



M. Mohammad AL ABDALLAH

Syrie, Activiste dans le domaine de Droits de l'homme

Mohammad Al Abdallah est un chercheur et militant des droits de l'homme syrien. Il a obtenu une licence en droit de l'Université du Liban en 2007 et une maîtrise en droit public de l'université George Mason en 2014. Auparavant, il a travaillé comme assistant de recherche pour Human Rights Watch à Beyrouth d'où il a couvert toute la Syrie. M. Al Abdallah est un ancien prisonnier politique emprisonné à deux reprises pour son travail de défense des droits de l'homme et pour avoir fait pression pour la réforme politique.



M. Sadiq AL-MAHDI

Soudan, Premier Ministre du Soudan (1966-1967; 1986-1989)

Imam Sadiq al-Mahdi a été Premier ministre du Soudan. Il fut le premier à lancer un appel pour une solution politique à la question du Sud. En 1964, il publie « Southern Sudan Question » ; il a contribué à la chute du régime Aboud et à la réalisation de la révolution d'Octobre ; il a été élu président du parti Umma, fonction qu'il détient encore aujourd'hui. En 2003, il signe la Déclaration du Caire pour l'installation de la paix et de la transformation démocratique en coopération avec le mouvement/armée de Libération du peuple soudanais et le Parti unioniste démocratique. Imam Al Mahdi perpétue ses efforts pour rétablir la paix et la démocratie au Soudan.



M. Claudio AGOSTI

Italie, Membre du Comité directeur, avocat, développeur et formateur de GlobaLeaks

Claudio Agosti est un développeur de logiciel et analyste Accès à l'information et protection de la vie privée. Il y a 16 ans, Claudia a développé un logiciel sur la sécurité informatique. Maintenant, tout comme l'internet, il a grandi, et s'intéresse davantage à la question de la sécurité des être humains derrière l'ordinateur. Il dirige actuellement le projet Trackography chez Tactial Tech. Il est également le co-fondateur, développeur et formateur de GlobaLeaks.



M. Fouad AHIDAR

Belgique, 1er Vice-Président du Parlement bruxellois

Fouad Ahidar est le 1er Vice-Président du Parlement bruxellois et membre du parti socialiste flamand de la Région Bruxelles-Capitale. Engagé contre la discrimination, il fait partie de la commission sur l'égalité des chances entre hommes et femmes, de la commission des Affaires internes, de la commission des affaires européennes et du conseil du logement du parlement bruxellois. Actif depuis plus de vingt ans en politique belge, Fouad Ahida est également un spécialiste des questions d'immigration en Belgique et des droits des étrangers.



Mme Qanta AHMED

USA, Professeure associée en médecine, Université d'Etat de New-York, USA, Auteure de « In the Land of Invisible Women », Journaliste et défenseur des droits de l'homme

Mme le Dr Ahmed est musulmane pratiquante, médecin universitaire et journaliste. Son premier livre, « In the Land of Invisible Women » (Au pays des femmes invisibles) relate son séjour au Royaume d'Arabie saoudite. Elle écrit pour des dizaines de supports dans les médias britanniques, américains, australiens et israéliens et s'exprime devant un public universitaire et politique lors de conférences internationales. Ses articles ont été publiés dans The Guardian, The Wall Street Journal, The Spectator en Grande-Bretagne, et bien d'autres. Elle est chroniqueuse politique pour la télévision et la radio, y compris la CNN, BBC World, le réseau Fox et bien d'autres. Elle est engagée dans la défense des plus vulnérables contre l'islamisme.



Mme Ruhât Sena AKSENER

Turquie, Directrice de campagne et de sensibilisation, Amnesty International, Turquie
Ruhât Sena Aksener est la directrice de campagne et de sensibilisation de la section d'Amnesty International Turquie où elle occupe les fonctions de responsable de l'équipe campagnes / sensibilisation / Média-communication de la section. Diplômée en sciences politiques et administration publique de l'Université technique du Moyen Orient / Ankara, et en études sur le genre. Depuis 2005, elle met en œuvre et gère des campagnes d'Amnesty en particulier dans les domaines de la liberté d'expression, les droits des femmes, l'impunité, l'observation judiciaire, les procès équitables, les droits économiques et sociaux, la discrimination et les droits des LGBT. Ses intérêts se portent principalement sur les droits de l'homme, l'impunité, la discrimination et la liberté d'expression.



Lord John ALDERDICE

Royaume Uni, membre de la Chambre des Lords

Lord Alderdice est médecin, psychiatre et psychothérapeute, actif en politique depuis les années 1970. Il fut l'un des principaux négociateurs de l'Accord du vendredi saint. Il siège en tant que libéral-démocrate à la Chambre des Lords et possède une vaste expérience dans les domaines des conflits politiques et du terrorisme international et se concentre actuellement sur le Moyen-Orient. En 2006, il a été nommé à la Commission sur le respect et la compréhension du Commonwealth.



M. Jacob APPELBAUM

USA, Chercheur indépendant en sécurité et journaliste, Développeur et fondateur de logiciel Tor
Jacob Appelbaum est un journaliste américain indépendant, chercheur en sécurité informatique et hacker. Il a été employé par l'Université de Washington, et est un élément central du projet Tor, un réseau de logiciel libre conçu pour assurer l'anonymat en ligne. Il vit actuellement à Berlin et a largement contribué en tant que journaliste à la publication de documents révélés par Edward Snowden en juin 2013. Lors du Chaos Communication Congress en juin 2013 il a présenté des documents révélés par Snowden, montrant que la NSA peut détourner des iPhones pour en faire des outils d'écoute et a développé des dispositifs pour collecter l'information électronique à partir d'un ordinateur, même hors-ligne. Appelbaum, sous le pseudonyme «ioerror» est un membre actif du collectif Cult of the Dead Cow pirate depuis 2008, et est le co-fondateur de la hackerspace Noisebridge de San Francisco.



M. Manuel ARRIAGA

Portugal, Professeur chercheur à l'université NYU Stern

Manuel Arriaga est professeur-chercheur invité à l'Université de New York et membre de l'université de Cambridge. Il est l'auteur de "Rebooting Democracy: A Citizen's Guide to Reinventing Politic" (Redémarrer la démocratie : un guide destiné aux citoyens pour réinventer la politique) qui a été publié dans plusieurs pays européens et a reçu l'appui de personnalités aussi diverses que des spécialistes en sciences politiques, des journalistes primés et l'acteur américain, Russel Brand.



Mme Yvonne ATAKORA OBUOBISA

Ghana, Directrice des poursuites pénales, Ministre de la Justice et Service du Procureur Général
Yvonne Atakora Obuobisa est directrice a.i. des poursuites pénales depuis avril 2015. Auparavant, elle était procureur en chef et chef de l'Unité de coopération internationale au ministère de la Justice. Pendant dix-neuf ans, elle a occupé les fonctions de procureur et s'est spécialisée dans la poursuite des crimes économiques, y compris les infractions de blanchiment d'argent et la cybercriminalité. Elle a suivi une formation d'évaluateur dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le régime de financement des activités terroristes pour le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (GIABA). En 2010, elle était l'expert juridique de l'équipe qui a évalué le régime de LBC / FT du Libéria. Elle a également acquis une expérience considérable dans le traitement des affaires de droit pénal international. Elle est conseillère auprès de la Cour pénale internationale et professeur de procédure pénale à l'École de droit du Ghana.



Mme Nadezda AZHGHIKHINA

Fédération de Russie, Vice-Président de la Fédération européenne de journalistes, Secrétaire exécutive de l'union russe des journalistes
Nadezda est diplômée de l'université d'Etat de Moscou et a un doctorat en littérature russe et journalisme (MSU). Elle a travaillé comme journaliste et chef de rubrique au magazine national « Ogaryok », au quotidien national indépendant « Nezavisimaya Gazeta ». Depuis 2003, elle est secrétaire exécutive de RUJ, responsable de la coopération internationale, de la sécurité des journalistes et de la lutte contre l'impunité. Elle est membre de l'union des écrivains russes et membre du Conseil de l'égalité des genres de la Fédération Internationale des journalistes. Elle est la coordinatrice russe de nombreux projets et programmes internationaux sur la liberté des médias, la sécurité des journalistes, la culture, les droits de l'homme et des genres sous l'égide de l'UNESCO, UN WOMEN, UNFPZ, IFJ, SIDA, OSCE et autres organisations. Depuis 2012 elle est la vice-présidente de la FEJ. Elle est la coordinatrice russe du dialogue des organisations russe et ukrainienne des journalistes professionnels pour 2014-2015



Mme Katrin BANNACH

Directrice de projet pour la Thaïlande et la Birmanie, Fondation Friedrich Naumann pour la paix, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est
Katrin Bannach dirige la Fondation Friedrich-Naumann pour la liberté en Thaïlande et en Birmanie où la fondation travaille avec de nombreux partenaires de la société civiles, du parlement, du gouvernement et d'organismes indépendants. Spécialiste de la région, avant de s'installer à Bangkok il y a deux ans et demi, elle a travaillé pendant 5 ans au Bureau Régional de la Fondation en Inde, où elle était chargée du projet de dialogue Inde-Pakistan et sa promotion des droits de l'Homme. Elle est titulaire d'un Master en sociologie de l'Université de Hambourg, Allemagne. En outre, elle a étudié le droit international et la psychologie à Hambourg et à Stellenbosh en Afrique du Sud.



Mme Kiran BEDI

Inde, Femme politique, militante sociale, ancienne officier de police et ancienne conseillère de police civile des Nations Unies.

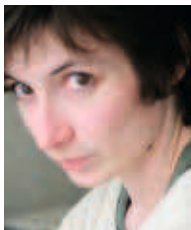
Kiran Bedi a obtenu le prix Nobel Asiatique, le prix Ramon Magsaysay au titre du service gouvernemental. Elle est la première femme à avoir intégré le police indienne (1972-2007). Elle est également championne nationale et asiatique de tennis. Kiran Bedi a travaillé pour les Nations Unies à New York comme conseillère du Secrétaire général pour les questions de police ainsi qu'au département des opérations de maintien de la paix. Elle a été élue femme la plus admirée (The Week) et la plus digne de confiance (Readers Digest) en Inde. Elle dirige aujourd'hui deux organisations à but non lucratif en faveur de l'éducation et de l'autonomisation, venant en aide à des milliers de personnes marginalisées de zones urbaines et rurales. Auteure de plusieurs ouvrages, et militante, elle intervient dans des émissions de radio et de télévision.



M. Mourad BENCHELLALI

France, ex prisonnier de Guantanamo

A l'âge de 19 ans, Mourad, conseillé par son frère, va en Afghanistan. Il pense qu'il va dans un camp d'aventure et se trouve dans les camps d'entraînement de terroristes en Afghanistan. Il est ensuite emprisonné à Guantanamo; où il passera 4 ans avant d'être transféré dans les prisons françaises. Aujourd'hui, Mourad témoigne modestement de ses expériences, tâche de dissuader des jeunes candidats au jihad et tire des leçons dans lesquelles le dilemme liberté vs. contrôle sont tout sauf simples.



Mme Yulia BEREZOVSKAYA

Fédération de Russie, PDG de Grani.ru

Iuliia Berezovskaia est directrice et cofondatrice de Grani.Ru. Avant de lancer ce projet en 2000, elle avait travaillé comme journaliste à la radio Echo de Moscou, ainsi que dans la presse écrite et dans un des premiers médias en ligne russes. Après le blocage de Grani.Ru en Russie elle s'est installée en France pour créer l'Association Grani qui a pour but de promouvoir la liberté de l'Internet.



M. Philippe BILGER

France, Juge honoraire, Président de l'Institut de la Parole

Philippe Bilger, est un magistrat français. Juge d'instruction, puis avocat général, il est resté au service de la justice pendant près de quarante. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et très présent sur la scène médiatique française. Président de l'Institut de la parole, aujourd'hui magistrat honoraire, il a exercé pendant plus de vingt ans la fonction d'avocat général à la cour d'assises de Paris. Amené à requérir dans un certain nombre d'affaires dont quelques-unes ont eu un fort retentissement médiatique : Christian Didier - l'assassin de Bousquet, Philippe Naigeon, Bob Denard, Emile Louis, Maxime Brunerie, Michaël Freminet (victime : Brahim Bouarram), François Besse, Hélène Castel... Philippe Bilger anime enfin sa propre chaîne youtube, « Les entretiens de Philippe Bilger » et le célèbre blog « Justice au Singulier ».



M. William BINNEY

USA, ancien officier du renseignement, Agence nationale de Sécurité des US (NSA)

William Binney est un ancien officier de l'Agence nationale de Sécurité des Etats-Unis, qui à la retraite en 2001 après 30 années de service a lancé une alerte sur les programmes de surveillance de la NSA. Sa critique virulente de la NSA pendant l'administration de George W. Bush lui a valu une enquête du FBI qui a donné l'assaut contre son domicile en 2007. Avant qu'Edward Snowden ne lance l'alerte sur la NSA, William Binney avait révélé publiquement que la NSA avait accès aux factures nationales et internationales des entreprises de télécommunication et que depuis le 11 septembre, l'agence avait intercepté quelque 15 à 20 milliards de communications nationales. Les informations de Snowden ont confirmé les dangers de la surveillance dont Binney – sans disposer des documents – avait mis en garde sous les administrations de Bush et d'Obama.



Mme Bea BODROGI

Hongrie, militante des droits de l'homme

Bea Bodrogi est militante des droits de l'homme en Hongrie. En 2000, elle a obtenu son Master en droit de la London School of Economics (LSE) avec une spécialisation en droits de l'homme, discrimination et résolution des litiges. Au cours des 15 dernières années, elle a été conseillère juridique auprès de tribunaux hongrois et internationaux pour la défense des Roms, les femmes, les membres des communautés LGBT, les journalistes et les personnes ayant pignon sur rue. Formatrice et médiatrice, elle a publié de nombreux ouvrages dans le domaine des droits de l'homme, et a également co-écrit un commentaire sur la loi de l'égalité de traitement. Elle a publié récemment un manuel couvrant toute la législation (hongroise) sur la liberté d'expression.



Mme Denitsa BOEVA

Bulgarie, ancienne de l'École d'Études politiques de Bulgarie

Denitsa Boeva est experte en gestion de projet pour une compagnie d'électricité en Bulgarie. Auparavant, elle a travaillé pendant sept ans comme expert en chef à la Commission nationale de lutte contre la traite des êtres humains. Denitsa est une ancienne participante de l'École d'études politiques de Bulgarie «Dimitry Panitza» (sélection 2015) et de l'Académie d'été 2015 sur «culture et sécurité» des anciens participants des écoles d'études politiques de Bulgarie, Tunisie et Maroc.



Mme Jennifer "Tangerine" BOLEN

USA, Directrice exécutive, Revolution Truth

Jennifer "Tangerine" Bolen est la fondatrice et directrice exécutive de Revolution Truth. Elle est ferme dans son engagement pour la diminution de l'oppression, l'augmentation de la liberté et la garantie de systèmes équitables et justes. Tangerine a une formation en médecine intégrative et politique de santé et se passionne pour la vérité, l'intégrité et le fonctionnement des démocraties.



M. Hans BONTE

Belgique, Maire de Vilvoorde

Hans Bonte a étudié les sciences politiques et sociales à l'Université de Gand et l'administration publique à l'Université libre de Bruxelles. Avant d'être élu à la Chambre des représentants en 1995, il fut expert du travail et de la sécurité sociale pour l'institut de recherche SEVI. En tant que parlementaire, il a tenté de changer et d'améliorer la législation. Il a été nommé vice-président de la commission parlementaire créée pour enquêter sur la faillite de la compagnie aérienne Sabena. En 2007, Hans Bonte est nommé président du Centre public d'action sociale et Echevin des affaires sociales de la ville de Vilvoorde. Il a pris des initiatives remarquables dans les domaines de l'économie sociale, le vieillissement de la population, le travail communautaire et la politique de retraite. En tant que président du Centre public d'action sociale, il s'est opposé à la façon dont la Citibank accordait des crédits. En 2013, Hans Bonte est élu premier maire social-démocrate de la ville de Vilvoorde depuis trente ans. Quelques mois plus tard, il est confronté au problème de combattants étrangers.



Mme Amina BOUAYACH

Maroc, Secrétaire Générale de la Fédération internationale des Droits de l'homme.

Amina Bouayach est la Secrétaire Générale de la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH), membre fondateur et ancienne présidente de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme. Elle a beaucoup écrit sur les droits des femmes au Maroc, en Espagne et en France. Dans le cadre de ses activités Amina Bouayach a acquis une grande expérience des manifestations publiques au Maroc pour des raisons économiques, sociales, politiques ou culturelles mais aussi au niveau international. Elle soulève constamment la nécessité du respect des droits de l'homme, de la démocratisation et du développement. Amina Bouayach a également lancé plusieurs actions pour la protection et la promotion des droits de l'homme par le biais des nouvelles technologies de l'information. Elle a créé, par exemple, deux sites internet : WARAKATI, dédié aux droits des femmes marocaines (musulmanes ou juives) et www.marsad.ma pour l'observation citoyenne des élections en novembre 2011.



M. George BRANDIS

Australie, Procureur Général pour l'Australie

Le Sénateur George Brandis QC est né à Sydney et a grandi à Brisbane. Il a étudié à l'Université du Queensland (dont il sort diplômé avec les honneurs en arts et en droit) et Magdalen College, Oxford, où il obtient une licence en droit civil et remporte le Prix Sir Rupert Cross. A son retour du Royaume-Uni, le sénateur Brandis a exercé comme avocat au Minter Ellison avant de s'inscrire au Barreau en 1985. Il a ouvert un cabinet spécialisé dans l'équité et les droits et pratiques commerciales. Le sénateur Brandis a été choisi pour combler le siège vacant du représentant de l'Etat du Queensland au Sénat en mai 2000. Il a été réélu en 2004 et 2010. Le sénateur Brandis a servi comme ministre dans les gouvernements Howard, Abbott et Turnbull. Depuis septembre 2013, il a occupé les portefeuilles de procureur général et vice-président du Conseil exécutif. Membre du directoire du Parti libéral depuis mai 2010, le sénateur Brandis a été nommé leader du gouvernement au Sénat en septembre 2015.



Mme Anne BRASSEUR

Luxembourg, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Anne Brasseur est une responsable politique luxembourgeoise, ancienne ministre des Sports et de la Formation. Le 28 janvier 2014, elle a été élue à la présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour un mandat d'un an renouvelable, deuxième femme à exercer cette fonction. Elle a commencé sa carrière politique en siégeant au conseil municipal de la ville de Luxembourg, en 1976. Elle est présidente de l'Association des femmes libérales. De 1999 à 2004, elle a été ministre au gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports). Depuis 2009, elle préside l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.



Mme Andrée BUCHMANN

France, Conseillère régionale d'Alsace et conseillère municipale de Schiltigheim

Andrée BUCHMANN est conseillère régionale d'Alsace (France) et conseillère municipale de Schiltigheim. Elle est vice présidente de la délégation française du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux auprès du Conseil. Ecologiste engagée, elle préside l'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur mis en place par les ministères en charge de la santé, de l'environnement et du logement et elle est membre du Conseil National de l'Air.



M. Ulrich Bunjes

Allemagne, Représentant spécial du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pour les questions relatives aux Roms

Ulrich Bunjes est le Représentant spécial du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pour les questions relatives aux Roms, basé à Strasbourg, France. Il est diplômé en sociologie et en études extrême-orientales de l'Université de Hambourg (Allemagne). Outre sa longue expérience de cadre supérieur au sein d'ONG nationales, européennes et mondiales, il a occupé depuis 1978 diverses fonctions au sein du Conseil de l'Europe, y compris pour la première campagne européenne de la jeunesse contre le racisme «tous différents - tous égaux» (1994-1996), le «Livre blanc sur le dialogue interculturel» (lancé en 2008) et en tant que chef du Département de la jeunesse. De 2012 à 2014 il était le Coordinateur spécial de la Direction générale de la démocratie du Conseil de l'Europe.



Mme Jocelyne CABALLERO

France, Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

Jocelyne Caballero est Ambassadrice et Représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe depuis septembre 2013. A Paris de 2010 à 2013, au ministère des Affaires étrangères, elle était Représentante spéciale chargée de la coordination de la lutte internationale de la piraterie maritime (Affaires stratégiques, sécurité et désarmement). Auparavant, de 2009 à 2010, elle était sous-directrice des questions multilatérales et sectorielles aux Pays-Bas. Pendant sa carrière au ministère des Affaires étrangères, elle a également exercé à Bujumbura (Burundi), à Québec (Canada) ainsi qu'à Mayence et Bonn (Allemagne).



Mme Cristiana CASTELLOTTI

Italie, Rédactrice en chef, radiorai 3

Cristiana est journaliste professionnelle depuis 1992. Elle a travaillé en tant que rédactrice en chef sur Radio1, Radio2 et Radio3, trois stations de radio italiennes exploitées par l'organisation publique de radiodiffusion RAI. Elle est rédactrice en chef de deux émissions sur Radio3 : Radio3Mondo et Tutta la città ne parla qui traite à la fois de politiques nationales et étrangères. La RAI – Radiotelevisione Italiana – est la société publique nationale de radiodiffusion d'Italie, spécialisée dans la culture et la musique classique.



M. Jean Pierre CHABOT

Canada, Directeur de Programme, GOPAC

Jean Pierre Chabot est directeur de programme à l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC), où il est responsable des travaux sur le contrôle parlementaire. Il mène des recherches sur l'amélioration de la surveillance parlementaire, y compris la surveillance des secteurs de la défense et de la sécurité. En outre, son travail auprès de GOPAC aborde les contraintes et les défis de la mise en œuvre des principes de base de l'éthique en matière de gouvernance. Auparavant, il a acquis une expérience dans le secteur de la sécurité. Il réside à Moose Factory, Canada, où il occupe également les fonctions d'agent principal de développement pour une communauté locale autochtone.



Mme Anne-Marie CHAVANON

France, Présidente de la Commission Démocratie, Cohésion sociale et enjeux mondiaux à la Conférence des OING

Anne-Marie Chavanon préside la commission démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe qui rassemble quelque 210 ONG. Elle représente, au Conseil de l'Europe, la Fédération internationale pour l'habitat, l'urbanisme et l'aménagement des territoires (FIHUAT), ONG internationale, implantée dans plus de 60 pays, qui rassemble l'ensemble des acteurs de la démocratie territoriale, publics et privés. En France, elle a exercé des fonctions à tous les niveaux de gouvernance (ministères, parlement, pouvoirs locaux et régionaux) qui lui ont donné l'expérience et la passion du dialogue entre gouvernants et gouvernés, entre responsables politiques et citoyens.



Mme Rita CHINYOKA

Zimbabwe, Editrice/PdG de Alpha Media Holdings

Rita Chinyoka est l'éditrice/PdG de Alpha Media Holdings SA, une société de médias diversifiée, établie dans l'édition, l'impression et la distribution. Elle supervise le plus grand groupe de presse indépendant du Zimbabwe qui publie quatre journaux : NewsDay et Southern Eye (quotidiens), Zimbabwe Independent et The Standard (hebdomadaires) sur différents supports (version papier, en ligne et mobile). Avant de rejoindre l'AMH, Rita a occupé divers postes de gestion dans des industries, y compris le transports, le tourisme, le commerce, la santé et les médias. Depuis octobre 2013, le groupe a emprunté une nouvelle voie dans le développement de sa stratégie numérique « mobile avant tout » afin de s'aligner sur les tendances actuelles des marchés émergents dans le secteur de la presse. Elle a lancé deux produits numériques de pointe pour les téléphones portables : Mobi News et l'App ZimMobi News pour toucher un auditoire urbain et rural plus large.



M. Christopher CHOPE

Royaume Uni, Parlementaire et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Christopher Chope est le Président du Groupe des Conservateurs européens à l'Assemblée parlementaire. Il était également le président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme et de la commission migration. Avocat de formation, il est député britannique depuis 27 ans et a été ministre des gouvernements Thatcher et Major.



Mme Michèle CONINSX

Belgique, Présidente d'Eurojust

Michèle Coninx, Représentante nationale pour la Belgique, a été élue présidente d'Eurojust en avril 2012 et réélue en avril 2015 après avoir été vice-présidente de décembre 2007 à avril 2012. Riche d'une expérience de plus de 25 ans comme magistrat, elle a travaillé pendant neuf ans pour l'Organisation de l'aviation civile internationale et a été responsable de l'antiterrorisme relatif au sabotage et au détournement d'avions. Avant de rejoindre Eurojust, elle était procureur nationale de Belgique en charge du terrorisme et du crime organisé pour l'ensemble du pays



Mme Nighat DAD

Pakistan, Directrice exécutive, Fondation Digital Rights

Nighat Dad est la directrice exécutive de la Fondation Digital Rights, Pakistan. Elle est avocate et militante des droits de l'homme. Mme Dad est l'une des pionnières à avoir fait campagne en faveur d'un accès ouvert à l'internet. Elle a été activement engagée au niveau politique pour les questions de la liberté d'internet, les femmes et les TIC, la sécurité numérique et l'autonomisation des femmes. Mme Dad a mené plusieurs formations au Pakistan, en Afghanistan et dans la région sur les TIC pour le développement et la sécurité numérique pour les militants, les journalistes, les organisations de médias et les femmes et les jeunes filles. Mme Dad maintient un engagement fort avec les réseaux plus larges de la société civile aux niveaux national et international et croit fortement en l'inclusion, la participation et l'ouverture.



Mme Dusica DAVIDOVIC

Serbie, Membre du parlement de la ville de Nis, Membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Dusica Davidovic est une éducatrice spécialisée à Nis, Serbie. Depuis 2000, elle capitalise son expérience professionnelle en tant que membre du Parlement de la ville de Nis, et où elle était en charge des questions de politique sociale de 2008 à 2012. En tant que membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, elle a travaillé activement dans les domaines de la participation des jeunes et les droits des personnes handicapées. Elle a grandement contribué aux travaux du Congrès pour la campagne du Conseil de l'Europe contre la violence sexuelle contre les enfants (campagne UN sur CINQ), et elle a également été rapporteur du Congrès sur les enfants en 2012.



M. Karl DEAN

USA, ancien Maire de Nashville

Karl Dean a été le sixième maire du Gouvernement métropolitain de Nashville et du comté de Davidson. Il a été élu le 11 septembre 2007, et réélu le 4 août 2011. Les priorités de M. Dean ont été l'amélioration des écoles, la sûreté des quartiers, et des emplois plus nombreux et de meilleure qualité à Nashville. Il a également travaillé pour maintenir et améliorer la qualité de vie à Nashville grâce à de nombreuses initiatives en faveur de la santé, la durabilité et le bénévolat. Karl Dean a occupé sa première fonction publique quand il a été élu défenseur public de Nashville en 1990, puis réélu en 1994 et 1998. Il a servi comme directeur des affaires juridiques métropolitaines de 1999 à janvier 2007, avant de démissionner pour se présenter aux élections municipales. Karl Dean a achevé le programme pour les cadres supérieurs de l'Etat et des collectivités locales à l'École d'administration John F. Kennedy de Harvard en 1999. Il a également été professeur adjoint de droit à l'Université Vanderbilt.



Mme Donatella DELLA PORTA

Italie, Professeur de sociologie à l'Institut universitaire européen

Donatella Della Porta est professeur de sociologie à l'Institut universitaire européen, où elle dirige le Centre d'études des mouvements sociaux (Cosmos). Elle dirige un important projet du Conseil européen de la recherche sur la mobilisation pour la démocratie, la participation de la société civile dans les processus de démocratisation en Europe, au Moyen Orient, en Asie et en Amérique latine. Parmi ses publications les plus récentes, figurent Social Movements in Times of Austerity (Polity 2014), Methodological practices in social movement research (Oxford University Press, 2014); Spreading Protest (ECPR Press 2014, avec Alice Mattoni), Participatory Democracy in Southern Europe (Rowman and Littlefield, 2014, avec Joan Font et Yves Sintomer); Mobilizing for Democracy (Oxford University Press, 2014); Can Democracy be Saved?, Polity Press, 2013; et Clandestine Political Violence, Cambridge University Press, 2013 (avec D. Snow, B. Klandermans et D. McAdam (eds.)). Elle a obtenu le Prix Mattei Dogan pour ses réalisations exceptionnelles dans le domaine de la sociologie politique et le Doctorat Honoris causa des universités de Lausanne et de Bucarest.



M. Christophe DELOIRE

France, journaliste et Secrétaire général de Reporters sans frontières

Christophe Deloire est Directeur général de Reporters sans frontières depuis 2012. Reconnue d'utilité publique, dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'UNESCO, RSF assure la promotion et la défense de la liberté de l'information partout dans le monde. Christophe Deloire a dirigé de 2008 à 2012 le Centre de Formation des Journalistes (CFJ). Diplômé en 1994 de l'ESSEC, il a travaillé comme journaliste pour plusieurs journaux et chaînes de télévision, essentiellement pour Arte et LCI. De 1998 à 2007, il est aux services Société puis Politique de l'hebdomadaire Le Point. Directeur de collection chez Flammarion jusqu'en 2009, il est également l'auteur de livres à succès (dont *Sexus politicus* en 2006 puis *Circus politicus* en 2012) et d'un documentaire.



M. Thierno DIALLO

Guinée, migrant mineur isolé

Rescapé des massacres du stade de Conakry en septembre 2009, emprisonné pendant des semaines, ayant perdu sa mère, Thierno Diallo quitte la Guinée à 15 ans pour sauver sa vie. Après une traversée clandestine en cargo, il débarque sur une île grecque et se rend à Athènes. Là, il survit dans un parc public avec d'autres Africains et goûte à la prison locale. Avec de faux papiers il s'envole vers la France pour rejoindre l'Allemagne, mais échoue à Strasbourg. Et c'est par le plus grand des hasards qu'il intègre un foyer pour migrants mineurs isolés, dans le nord de l'Alsace. Il relate dans son livre sa découverte du mode de vie français, son initiation enthousiaste à la langue et la culture françaises, son goût pour l'écriture, ses succès scolaires, ses démêlés souvent absurdes avec les autorités pour obtenir des papiers, mais aussi le soutien sans faille de certains adultes qui l'entourent.



M. Damian DRAGHICI

Roumanie, Député européen

Damian Drăghici, ancien artiste international, est un homme politique qui milite pour les droits des Roms et l'inclusion sociale. Il est le premier Rom roumain député du Parlement européen (MPE). Il est titulaire de plusieurs diplômes en arts, psychologie et administration publique. Pendant des années, Damian Drăghici a dirigé de nombreux projets non gouvernementaux de promotion de l'intégration et de lutte contre la discrimination des Roms



M. Thomas DRAKE

USA, Lanceur d'alerte pour la sécurité nationale, ancien officier des renseignements américains NSA

Thomas Drake est un ancien officier des renseignements de la NSA où il a lancé l'alerte sur la fraude de plusieurs milliards de dollars, les échecs du renseignement et les violations généralisées des droits des citoyens au travers des programmes de surveillance après le 11 septembre. En représailles, l'administration Obama a inculpé M. Drake en 2010 pour espionnage contre les Etats Unis. Toutefois, il a évité les 35 ans de prison et conservé toutes ses libertés. M. Drake a obtenu plusieurs prix pour avoir lancé des alertes, il s'exprime maintenant et donne des cours sur les lanceurs d'alertes, les libertés civiles, la vie privée, les menaces dont font face les démocraties et les sociétés, le secret, la surveillance et le pouvoir gouvernemental abusif.



M. Ahmed DRISS

Tunisie, Directeur, Ecole politique de Tunis

Ahmed Driss est professeur de droit à la Faculté de Droit et à la Faculté des Sciences économiques et de gestion de l'Université de Tunis depuis 1998. En 2000, il est élu membre du Conseil d'administration de l'Académie internationale de droit constitutionnel de Tunisie, et en 2005, il est nommé président-directeur du Centre pour les études méditerranéennes et internationales (CEMI) à Tunis. Depuis 2012, il est le directeur de l'école politique de Tunis qui fait partie du réseau de 21 écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe.



Mme Nica DUMLAO

Philippines, Coordinatrice de programme, Droits d'internet, Fondation for Media Alternatives

Nica Dumlao est une jeune militante féministe des Philippines. Elle dirige actuellement le programme Droits d'internet de la Fondation for Media Alternatives, en coordonnant son contenu-développement, l'information et la communication publiques, les initiatives de groupes d'intérêts et de renforcement des capacités pour faire avancer les droits de l'homme dans les environnements numériques. Nica fait partie du comité de direction de Philippine Internet Freedom Alliance, le plus large réseau national d'organisations et d'individus qui luttent pour la promotion et la protection des droits et des libertés dans le cyberspace aux Philippines qui a contesté la constitutionnalité de la loi sur la cybercriminalité devant la Cour suprême.



Mme Pimrapa DUSADEEISARIYAKUL

Thaïlande, Gestionnaire de projet, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est

Les forums qu'elle organise à travers la Thaïlande ne manquent jamais de l'inspirer pour les sujets qu'elle aborde. Elle est connue pour la campagne d'étude sur les perspectives d'avenir menée dans tout le pays « Dream Thailand ». Sous son impulsion, elle a continué de créer la plateforme pour les jeunes thaïlandais puissent exprimer leurs préoccupations et suggestions pour une meilleure Thaïlande qu'ils aimeraient voir et les inciter à transformer leurs « rêves » en « action ». Elle est responsable de projet dans l'équipe thaïlandaise de la Fondation Friedrich Naumann. Elle est titulaire d'un doctorat en relations internationales (université d'Aberdeen, Royaume Uni, 1999) et d'une maîtrise en relations internationales (université d'Aberystwyth, Royaume Uni, 1993)



Mme Suehila ELKATEB

Canada, Directrice adjointe, Division Démocratie, Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement, Gouvernement du Canada

Mme Suehila Elkateb est une diplomate du ministère canadien des Affaires étrangères, du Commerce et le Développement (DFATD), où elle est directrice adjointe de la démocratie, et représente le Canada en tant que présidente du Groupe de travail de la Communauté des démocraties sur faciliter et protéger la société civile. Diplomate depuis 2003, elle a occupé les fonctions de conseillère à l'ambassade du Canada au Sénégal, directrice adjointe pour l'Afrique centrale, et directrice adjointe de la Force opérationnelle du Canada au Soudan. Avant de rejoindre le DFATD, Mme Elkateb a travaillé pour l'Agence canadienne de développement international sur la consolidation de la paix en Afrique, et avec les ONG canadiennes au Moyen-Orient, Afrique et Asie sur les droits de l'homme, l'égalité, le développement et la gestion de programme. Elle parle couramment l'anglais et le français et parle un peu l'arabe.



M. Christian FLISEK

Allemagne, Député et Président de la Commission parlementaire du Bundestag enquêtant sur l'affaire de la NSA

Né à Bochum, Christian Flisek a grandi en Bavière. Il a étudié le droit et l'administration des affaires. En 2003 il crée sa propre société juridique spécialisée dans la protection industrielle, : dépôt de marque, brevet, concurrence et propriété intellectuelle. En 2013, il est élu au Bundestag, (parti social-démocrate d'Allemagne). Il participe à de nombreux comités (Législation et protection du consommateur, agenda numérique, Sous-comité pour la législation européenne, Suppléant Economie et Energie) et en tant que représentant de start-up, il est le président de la première commission d'enquête sur les procédures concernant l'affaire de la NSA.



Mme Marcelline GBEHA-AFOUDA

Bénin, Présidente de la Haute-Cour de Justice du Bénin

Mme Marcelline GBEHA-AFOUDA est juge à la Cour constitutionnelle du Bénin, la plus haute juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle, juge de la constitutionnalité des lois et garante des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques. Présidente de la haute Cour de Justice du Bénin, institution compétente pour juger le Président de la République et les membres du gouvernement à raison de faits qualifiés de haute trahison, d'infractions commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, ainsi que pour juger leurs complices en cas de complot contre la sûreté de l'Etat. Intégrée dans le corps de la magistrature en novembre 1981, Madame Marcelline-C. GBEHA AFOUDA a occupé successivement les postes de Substitut du Procureur de la République, Procureur de la République, Conseillère à la Cour d'appel, Procureur général près la Cour d'appel. De décembre 1998 à juin 2008, elle a occupé le poste de Secrétaire général de la Cour constitutionnelle du Bénin. Depuis juin 2008, elle est membre de la Cour constitutionnelle.



Mme Salima GHEZALI

Algérie, Journaliste, auteure et militante des droits de la femme. Lauréate 1997 du Prix Sakharov pour la liberté de pensée

Salima Ghezali est une journaliste algérienne, écrivaine et militante des droits des femmes. Dans les années 1980, elle s'est impliquée dans le mouvement des femmes algériennes, en fondant Femmes d'Europe et du Maghreb et en devenant rédactrice en chef de Nysse, une publication féminine qu'elle a fondée elle-même. Enseignante devenue journaliste, elle édite à partir de 1994 La Nation, l'hebdomadaire algérien en langue française le plus lu en Algérie. Le journal a été saisi et suspendu à plusieurs reprises, et a finalement été interdit en 1996, après l'apparition dans Le Monde Diplomatique du rapport de Ghezali sur la situation des droits de l'homme en Algérie. La publication de La Nation a repris en 2011 sur Internet. Salima Ghezali a remporté plusieurs récompenses dans les domaines des droits de l'homme et continue son militantisme pour les droits des femmes, les droits de l'homme et la démocratie en Algérie. En 1997, elle a reçu le Prix Sakharov pour la liberté de pensée.



M. Paul GIANNASI

Royaume Uni, Superintendent de Police et dirigeant du programme intergouvernemental de prévention des crimes de haine du Ministère de la justice

Paul est employé au Ministère de la justice au Royaume Uni. Il dirige le Programme intergouvernemental de prévention des crimes de haine qui réunit tous les secteurs gouvernementaux afin de coordonner les efforts au sein du système de justice pénale pour améliorer la réponse aux crimes de haine. Paul est le contact national britannique pour le Bureau des institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme pour les questions de crimes de haine et a oeuvré pour partager les bonnes pratiques au sein de la région de l'OSCE et en Afrique. Paul a 30 ans d'expérience en tant qu'officier de police et fait partie du groupe contre les crimes de haine de l'association des officiers de police (ACPO). Il gère True Vision (www.report-it.org.uk) au nom de la police et est l'auteur en 2014 du manuel de police sur les crimes de haine qui propose des conseils à tous les agents de police et partenaires britanniques. Il est le co-rédacteur en 2014 du manuel 'Routledge International Handbook on Hate Crime'. En 2014, Paul a été nommé Officier de l'Ordre de l'Empire britannique pour services rendus à la police, en matière d'égalité et droits de l'homme.



Mme Maryna GONOSHYLINA

Ukraine, Membre du Conseil d'administration de Avtomaidan, observateur anti-corruption, Responsable national de Enactus Ukraine

Maryna Gonoshylina est une militante de Avtomaidan, un observateur anti-corruption, dont le principal objectif est de combattre la corruption au sein des cours, des administrations en Ukraine. Elle préside également l'organisation de jeunesse Enactus en Ukraine, qui vise à utiliser le pouvoir de l'action des entreprises pour transformer les vies et créer un monde meilleur et durable.



M. Vladimir GRADEV

Bulgarie, Professeur et Chef du Département Théorie et Histoire de la Culture, Faculté de Philosophie, Université de Sofia

Vladimir Gradev est professeur de Théorie de la religion à l'université de Sofia. Après des études à Sofia, Paris VIII et EUI, il a exercé comme professeur adjoint (1996) puis professeur titulaire (2007) à l'université de Sofia où il était également chef du département des études culturelles. Il a été chercheur invité au NIAS, à la MSH (Paris), a animé des séminaires et donné des conférences dans plusieurs universités européennes. Il a été ambassadeur de Bulgarie auprès du Saint Siège (2001-2006). Il est l'auteur de six livres et plus de 100 publications sur les études religieuses, la philosophie contemporaine et la théorie politique.



M. Victor GREZES

France, Directeur de développement de Coexister

Né à Vichy, France, Victor Grezez a voyagé pour la première fois à l'étranger quand il avait 16 ans. Il a passé un an en Afrique du Sud grâce au programme d'échange du Rotary Club, où il a été formé pour gérer des projets humanitaires. Après son expérience d'un an en Afrique, Victor a saisi l'opportunité de représenter les étudiants des collèges et lycées dans les principales organisations de l'UE, et dans toute l'Europe. Ce faisant, le jeune homme a réalisé combien les questions interculturelles étaient une composante importante dans les échanges et les conflits internationaux. En 2011, Victor rejoint « Coexister » (le mouvement interreligieux de la jeunesse française) et a participé au projet « InterFaith Tour », un tour du monde en un an pour rencontrer et suivre les initiatives interreligieuses, avec une équipe de 4 jeunes de différentes religions – interfaithtour.com. Aujourd'hui, Victor a 23 ans et partage son temps entre ses études en affaires internationales à l'université de la Sorbonne à Paris, et son poste de directeur du développement de Coexister.



M. Dariusz GRZEMNY

Pologne, travailleur jeunesse, formateur/consultant dans des projets pédagogiques sur les thèmes de la violence, la discrimination, le discours de haine, le racisme, la paix et les droits de l'homme

Dariusz Grzemny est travailleur jeunesse en Pologne ainsi que formateur/consultant dans des projets pédagogiques sur les thèmes de la violence, la discrimination, le discours de haine, le racisme, la paix et les droits de l'homme à travers l'Europe. Issu de groupes de jeunesse locaux, son expérience internationale inclut le Secrétariat d'Amnesty International à Londres, où il fut conseiller en éducation aux droits de l'homme, ou encore son expérience en tant que conseiller pédagogique au sein du Conseil de l'Europe, dans les centres européens de la jeunesse de Strasbourg et Budapest. En 2012, il s'engage dans le Mouvement « Non au discours de haine » en tant que formateur des jeunes bloggers et activistes en ligne. Actuellement, Dariusz travaille pour Szansa, une ONG locale à Glogow (Pologne), où il conseille et accompagne les travailleurs jeunesse sur la violence et notamment la violence des genres.



M. Ricardo GUTIÉRREZ

Secrétaire Général, Fédération européenne des journalistes

Ricardo Gutiérrez est le Secrétaire Général de la Fondation européenne des Journalistes, la plus grande organisation de journalistes en Europe, représentant plus de 320.000 journalistes dans 40 pays. Ancien journaliste pour le quotidien belge « Le Soir », il est professeur de journalisme à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Il est également membre du Conseil de Presse de Belgique.



Mme Muriel HANOT

Belgique, Directrice des études et des recherches au Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles

En tant que directrice des études et des recherches au Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique), Muriel Hanot a la charge des études relatives à l'évolution culturelle, sociologique, économique et technologique des questions de production, de programmation et de consommation audiovisuelles. Licenciée en histoire et en communication sociale, docteur en communication et titulaire d'un certificat universitaire en analyse prospective, elle est entrée au CSA en 2005 après une carrière de chercheur FNRS, notamment dans le domaine de l'histoire, de la réception, des usages et des appropriations de la télévision. Elle est également chargée de cours invitée à l'UCL Mons où elle dispense un cours de socio-économie des médias.



M. Steven HARTUNG

Allemagne, ex néo-nazi

A l'âge de 14 ans, Steven a rejoint un groupe du mouvement néo-nazi en Thuringe (Allemagne), dont il devient, plus tard, l'un des leaders. Au bout de 10 ans au sein de l'idéologie, Steven commence à se questionner, à interroger son mouvement et finit par le quitter, avec l'aide de l'ONG EXIT-Deutschland. Quitter un mouvement néo-nazi n'a rien d'évident. Cela demande de changer de vie, de lieu, de rebâtir une identité, une appartenance. Aujourd'hui, Steven est étudiant et salarié, et impliqué dans le mouvement EXIT-Deutschland pour aider d'autres jeunes à s'en sortir. Son témoignage honnête et touchant montre les nombreuses perspectives et interprétations possibles de la liberté et du contrôle.



M. Lee HIBBARD

Coordinateur du Conseil de l'Europe pour la politique de l'information

Lee Hibbard est le coordinateur du Conseil de l'Europe pour la politique de l'information dans différents forums internationaux (EuroDIG, IGF, ICANN). Du point de vue du contenu, il élabore actuellement la future stratégie de la gouvernance de l'internet du Conseil de l'Europe pour 2016-2019. Il est le co-auteur d'un rapport sur le développement numérique durable des enfants et des jeunes : Education 3.0 et Gouvernance d'Internet comme nouvelle alliance mondiale pour l'apprentissage dynamique, une meilleure insertion professionnelle et un mieux être supérieur



M. Richard HOROWITZ

Israël, Avocat et ancien officier de l'Armée de défense d'Israël

Richard Horowitz est un avocat spécialisé en droit corporatif, sécurité et questions internationales. Il est habilité à pratiquer le droit à New York, dans le district de Columbia, et en Israël. M. Horowitz est un ancien détective privé et a servi pendant six ans dans l'armée de défense israélienne atteignant le grade de capitaine. Il y a étudié, planifié, et mis en œuvre des projets de sécurité nationale. Il a poursuivi des études supérieures en relations internationales à l'Université de Columbia et à l'Université de New York. M. Horowitz a commencé à s'exprimer contre le terrorisme après l'attentat contre le World Trade Center en 1993. Depuis, il a donné des conférences sur le terrorisme et les questions connexes dans dix-huit pays. En 2009, il s'est exprimé lors d'une conférence sur les droits de l'homme et le terrorisme parrainé par le Conseil de l'Europe, le Club de Madrid, et le ministère espagnol des Affaires étrangères. Il a servi comme consultant en sécurité pour un programme humanitaire parrainé par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et a préparé du matériel éducatif pour le ministère américain de la Défense.



M. Denis HUBER

France, Chef du service «Coopération, administration et relations extérieures», Secrétaire exécutif de la Chambre des Régions du Congrès des Pouvoirs locaux régionaux du Conseil de l'Europe
Après avoir embrassé une carrière diplomatique (France), Denis Huber a rejoint le Secrétariat du Conseil de l'Europe en 1993. Il a passé dix ans au sein du Secrétariat du Comité des Ministres, avant d'être affecté à Belgrade en 2006-2007, en tant que Représentant spécial du Secrétaire général en Serbie. Entre 2008 et 2012, il a été le directeur du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, à Lisbonne. Depuis Octobre 2012, il est chef de service et Secrétaire exécutif de la Chambre des régions du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, à Strasbourg. Denis Huber est l'auteur de «Une décennie pour l'Histoire: le Conseil de l'Europe 1989-1999», publié en 1999 par le Conseil de l'Europe.



M. Faheem HUSSAIN

Corée du Sud, Professeur assistant, Département Technologie et Société, Institut d'ingénierie et de sciences appliquées de l'Université d'Etat de New-York

Dr. Faheem Hussain est professeur assistant au département Technologie et Société de l'université d'état de New York (SUNY), Corée. Il est titulaire d'un doctorat et d'un Master en ingénierie et politique publique de la Carnegie Mellon University (CMU) et d'un Master en gestion des télécommunications de l'Oklahoma State University et d'un diplôme en informatique de la Dhaka University. Ses intérêts vont de l'incidence sociale des médias sociaux à la liberté de l'internet en passant par la vie après le numérique et l'autonomisation des femmes. Dr Faheem Hussain s'intéresse également à la recherche sur les droits numériques basé sur des preuves. Il publie régulièrement dans des journaux spécialisés et sur des sites grand public sur des sujets tels que les médias sociaux, le développement et la liberté d'internet.



M. Ahmad IRAVANI

Iran/USA, Ayatollah et Président du Centre des Etudes de l'Islam et du Moyen Orient, Washington D.C.

Dr. Ahmad Irvani est le président du Centre des Etudes de l'Islam et du Moyen Orient, chercheur à l'Institut de recherche sur les politiques à l'Université catholique d'Amérique et donne des cours sur la loi islamique, l'introduction à l'Islam et l'Iran moderne à la Faculté de droit de Columbus et la Faculté de théologie de l'Université catholique d'Amérique. L'Ayatollah Irvani a obtenu le niveau le plus élevé en études islamiques (Ijtihad) en 1997 (Qom), et en 2010, il a obtenu son doctorat de philosophie après soutenance de la thèse « Fondements de la philosophie politique de Jacques Maritain » à l'Institut iranien de Philosophie à Téhéran. Il a participé activement dans le dialogue inter- et intra confessionnel et est devenu récemment membre du Conseil Global Agenda sur le rôle de la foi pour 2014-2016, dans le cadre du Forum économique mondial.



M. Erdoğan IŞCAN

Turquie, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe

Erdoğan Işcan est ambassadeur et représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe depuis 2014. Avant de venir à Strasbourg, il a été sous-secrétaire adjoint des affaires politiques, ainsi que Directeur général des Affaires politiques multilatérales, au Ministère turc des Affaires étrangères. De 2009 à 2011 M. Işcan a été ambassadeur auprès de la République de Corée à Séoul, et de 2005 à 2009, ambassadeur d'Ukraine à Kiev.



M. Thorbjørn JAGLAND

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Thorbjørn Jagland est le 13ème Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. M. Jagland a été élu en Septembre 2009 puis réélu en 2014. L'ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de la Norvège, Thorbjørn Jagland, a également été président du Storting (Parlement norvégien) et leader du Parti travailliste norvégien. Il est membre du Comité Nobel norvégien



Mme Michaëlle JEAN

Canada, Secrétaire Générale de l'Organisation internationale de la Francophonie

Michaëlle Jean a été élue Secrétaire Générale de la Francophonie en novembre 2014. Née à Port-au-Prince, en Haïti, elle arrive au Canada avec ses parents, fuyant comme des milliers d'autres familles, le régime dictatorial de François Duvalier. A l'université de Montréal, elle complète un baccalauréat ès arts en littérature et langues modernes (italien et espagnol). Tout en enseignant la langue et la littérature italiennes, elle poursuit avec succès des études de maîtrise en littérature comparée. Michaëlle Jean parle couramment cinq langues : le français, l'anglais, l'italien, l'espagnol et le créole. De 1988 à 2005, Michaëlle Jean connaît une brillante carrière de journaliste et d'animatrice d'émissions d'information à la télévision publique canadienne, les réseaux de langues anglaise et française CBC/Radio-Canada. Ses réalisations en journalisme lui valent de nombreux prix. De 2005 à 2008 elle est la gouverneure générale et commandante en chef du Canada.



Mme Işıl KARAKAŞ

Turquie, Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme

Işıl Karakaş était professeure agrégée de droit international public. Elle était Directrice du Centre de recherche et de documentation sur l'Europe et Présidente du département de droit international public à l'Université de Galatasaray, Istanbul. Elle a été élue juge au titre de la Turquie à la Cour européenne des droits de l'homme en 2008. Elle est Présidente de Section depuis le 1er janvier 2015.



M. Christian KARAM

Liban, Chercheur principal d'Europol spécialisé dans les cybermenaces

Christian Karam est chercheur principal d'Europol spécialisé dans les cybermenaces. Il développe les activités dans les domaines de la recherche mondiale en matière de cybermenaces, dans l'analyse des tendances, du renseignement permettant de combattre la cybercriminalité, et de la recherche et du développement au sein du Complexe mondial INTERPOL pour l'innovation (CMI). Avant de rejoindre INTERPOL, M. Karam était chercheur indépendant en matière de sécurité, testeur de pénétration, et consultant en sécurité pour plusieurs entreprises dans le secteur privé. M. Karam est spécialisé dans les domaines tels que la cryptographie, les Darknets, les menaces futures, la technologie Blockchain et les monnaies cryptées. M. Karam est un hacker éthique (certifié CEH et CHFI), testeur de pénétration expert certifié (CEPT), et diplômé en génie de sécurité des systèmes d'information, cybersécurité. Il poursuit actuellement des recherches avancées dans les domaines de l'analyse des tendances et modèles de menaces.



Mme Tawakkol KARMAN

Yemen, Prix Nobel de la Paix 2011

Tawakkol Karman a reçu le prix Nobel de la paix en 2011 en reconnaissance de son travail pour la lutte non-violente en faveur des droits d'expression, la sécurité des femmes et pour les droits des femmes à la participation aux travaux de la construction de la paix au Yemen. Tawakkol Karman est la première yéménite, femme arabe et la deuxième femme à remporter le prix Nobel de la Paix. A 32 ans, elle est également la plus jeune à ce jour. Mère de trois enfants, militante des droits de l'homme, journaliste, femme politique, présidente de l'organisation Women Journalists without Chains. Elle est la coordinatrice générale du Conseil de la révolution pacifique de la jeunesse et membre du Conseil consultatif de l'organisation Transparency International et de nombreuses ONG internationales actives dans les droits de l'homme. De nature franche, Mme Karman a été emprisonnée à plusieurs reprises pour ses manifestations en faveur des droits de l'homme. Elle est connue comme « la mère de la révolution », « la femme de fer », et plus récemment « la dame du printemps arabe » auprès du mouvement de la jeunesse du Yemen.



M. Tim KARR

USA, Directeur de la stratégie, Free Press

Timothy Karr a mené des campagnes en faveur de la liberté d'expression et des droits des médias internationaux. En sa qualité de responsable de la stratégie, il s'appuie sur la politique de Free Press pour réaliser les objectifs stratégiques de l'organisation et pour toucher de nouvelles communautés aux Etats-Unis et partout dans le monde. Avant de diriger Free Press, Timothy Karr a été directeur exécutif de MediaChannel.org et vice-président de la société Globalvision New Media. Il a également travaillé comme rédacteur en chef, reporter et photojournaliste pour l'organisation Associated Press, Time, Inc, le quotidien New York Times et la société Australian Consolidated Press. Timothy Karr rédige des critiques, des analyses et des articles sur les médias pour le journal en ligne Huffington Post et sur MediaCitizen, son blog personnel.



Mme Lea KASPAR

Responsable de la gestion programmatique, Global Partners Digital

Lea Kaspar est responsable de la gestion programmatique chez Global Partners Digital et dirige la section politique internationale de l'organisation. Depuis qu'elle a rejoint GPD en 2012, elle gère une série de projets au carrefour des droits de l'homme et des communications numériques et a acquis une compréhension approfondie des dynamiques changeantes dans le domaine. Elle cherche également à faciliter l'engagement de la société civile dans un éventail de forums et processus internationaux, dont les résultats portent sur la pertinence des droits de l'homme et des libertés individuelles. Elle a développé et coordonné un certain nombre d'initiatives de partage de l'information, renforcement des capacités et de sensibilisation, y compris de la gouvernance de l'Internet Forum (IGF), la Conférence mondiale sur le cyberspace (GCC), NETmundial, le processus d'examen du SMSI + 10, le groupe de travail de la CSTD de l'ONU sur la coopération renforcée (WGEC), et divers processus de l'Union internationale des télécommunications (UIT).



Mme Nadia KAYYALI

USA, Activiste de la Fondation Electronic Frontier

Nadia Kayyali est une activiste de la Fondation Electronic Frontier (EFF) à San Francisco, Californie qui se concentre sur la technologie de la surveillance des voies publiques tels que les IMSI catchers et les drones, la politique de sécurité nationale des USA, la vie privée, l'anonymat et la liberté d'expression. Nadia travaille chez EDD sur la surveillance urbaine et les projets de surveillance d'auto-défense, milite pour l'anonymat et la vie privée auprès d'organismes gouvernementaux et autres et a coordonné de nombreuses campagnes américaines pour limiter la surveillance aux niveaux national et local. En tant qu'américano-syrienne, Nadia est particulièrement sensibilisée à la surveillance grâce aux témoignages d'américains arabes et musulmans après le 11 septembre. Nadia est diplômée en culture anthropologique de l'UC Berkeley et en droit de l'UC Hastings College.



M. Rajith KEERTHI TENNAKON

Sri Lanka, Directeur exécutif du Centre for Human Rights and Research

Rajith Keerthi Tennakoon est le directeur exécutif de la campagne pour les élections libres et équitables (CaFFE), une commission électorale indépendante du Sri Lanka. Il est également le Directeur exécutif du Centre pour les droits de l'homme et de la recherche (CHR)- Sri Lanka, une importante organisation de la société civile à but non lucratif dans le pays. Les deux organisations sont activement engagées dans la promotion et la protection des droits de l'homme et la démocratie représentative. Rajith Keerthi Tennakoon est un organisateur bien connu des mouvements publics contre la suppression et les violations des droits de l'homme. Il a également été le référent pour le Secrétariat du Commonwealth et un expert pour le suivi des élections. Il est spécialisé en communication politique.



M. Andreas KIEFER

Autriche, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Andreas Kiefer a été élu Secrétaire Général du Congrès en 2010 pour un mandat de 5 ans. Andreas Kiefer détient un doctorat en droit et a terminé un 3e cycle « Gestion générale option gestion publique ». Il a été Chef de Cabinet du Président du Land de Salzbourg et Directeur des Affaires européennes du Land de Salzbourg. Il a été Secrétaire Général de la Conférence des Présidents des Régions à Pouvoirs Législatifs (REGLEG). Il est membre du Comité scientifique de l'Institut pour les Etudes sur le Fédéralisme et le Régionalisme d'EURAC Bolzano/Bozen et du Conseil d'Administration de l'Institut pour l'éducation de Salzbourg.



M. Nadim KOBEISSI

Liban, Canada/France, Chercheur et développeur de Cryptocat

Nadim Kobeissi est un chercheur (PhD) qui étudie la cryptographie au laboratoire Prosecco de l'INRIA. Il s'intéresse à la sécurité prouvable, au cryptage utilisable, à la logique formelle, JavaScript et au Web. Ses projets de logiciels, qui insistent davantage sur le cryptage et la vie privée en ligne, comprennent Cryptocat, une plateforme de messagerie instantanée cryptée, miniLock, un logiciel pour le cryptage de fichiers, et Peerio, une plateforme open source avec un chiffrement de bout-en-bout. Originaire du Liban, Nadim a complété ses études de premier cycle en 2013 à Montréal au Canada et réside actuellement à Paris.



M. Georgios KOLLIARAKIS

Grèce, Chercheur en matière de sécurité et de stratégie à l'université de Francfort, Allemagne
Dr Georgios Kolliarakis est un expert en matière de sécurité et de stratégie. Né à Athènes en Grèce, il travaille actuellement avec l'université de Francfort où il mène des recherches sur les impacts sociaux et les conséquences inattendues des politiques de sécurité. Georgios participe régulièrement à des consultations d'experts au niveau de l'UE sur la relation avec les nouvelles technologies (en matière de sécurité) et la société. Il gère actuellement un projet de recherche de l'UE sur la relation entre la société civile et la recherche en matière de sécurité. Après des études d'ingénieur à l'université technique d'Athènes, Georgios a obtenu un master en géopolitique de l'université de Bonn, et un doctorat en politique internationale de l'université de Munich.



M. Francis KPATINDÉ

France, Journaliste et maître de conférences à l'Insitut d'études politiques, Sciences Po Paris
Francis Kpatindé est journaliste et maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques (Sciences Po. Paris). Il est l'ancien rédacteur en chef du journal Jeune Afrique. Il fut également le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) à Genève, puis en Afrique de l'Ouest.



Mme Ruth KRONENBURG

Pays-Bas, Directrice exécutive de Free Press Unlimited

Ruth Kronenburg a étudié la communication et la gestion. Elle a travaillé pendant des années dans le monde commercial de la télévision, où elle a occupé divers postes de gestion et de direction. Elle a mis en place des bureaux nationaux pour Endemol en Belgique et en Suisse et était en partie responsable de la mise en place de Sport 7. Quand on lui a demandé d'aider une station de radio iranienne à résoudre ses problèmes financiers en 2009, elle a été touchée par les histoires personnelles de personnes qui ont travaillé à la station de radio et avait quitté l'Iran, souvent au péril de leur propre vie. Ces histoires l'ont décidé à écouter son cœur et passer au monde à but non lucratif. Elle est la directrice exécutive de Free Press Unlimited, fusion entre Press Now et Freevoice, étape qu'elle a supervisé en tant que directrice intérimaire.



M. Rintaro KURAMOCHI

Japon, Avocat de droit constitutionnel à la Japan Federation of Bar Associations, et Maître de conférence de droit constitutionnel à la faculté de droit de l'Université Keio
Rintaro Kuramochi a étudié le droit constitutionnel et la jurisprudence à la Faculté de Droit Chuo de l'Université Keio. Il est diplômé de la Faculté de Droit Chuo, et a obtenu une licence d'avocat en 2011. Il a travaillé comme avocat d'affaires et a enseigné le droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'Université de Keio. Il a donné des séminaires à des citoyens ordinaires pour les informer sur le droit constitutionnel. En outre, il a rédigé pour les représentants de la Diète des questions sur le droit constitutionnel japonais, en particulier, sur la législation de sécurité japonaise pendant l'été 2015. En juillet dernier, il a été convoqué par la Chambre des représentants en tant que témoin (comme expert en droit constitutionnel) sur la législation sur la sécurité japonaise.



Mme Cécile KYENGE

Italie, Membre du Parlement Européen

Cécile Kyenge, de nationalité italienne, est membre du Parlement européen depuis mai 2014. Elle est membre de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, membre suppléante de la Commission de la culture et de l'éducation et membre de la Délégation pour les relations avec le Parlement panafricain. Elle est aussi vice-présidente de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE. En mars 2015, le Parlement européen a confié à Cécile Kyenge le rôle de co-rapporteur du rapport d'initiative sur «la situation dans la mer méditerranée et la nécessité d'une approche européenne globale en matière de migration». Originaire de la République Démocratique du Congo, Cécile Kyenge est arrivée en Italie en 1983 où elle a obtenu une laurea en médecine et chirurgie et une spécialisation en ophtalmologie. Elle a été élue au Parlement italien en 2013 en devenant ministre pour l'Intégration jusqu'en 2014 où elle s'est longtemps occupée d'immigration, d'intégration et de lutte contre le racisme. Elle a été nommée Chef Observateur de la Mission d'Observation Électorale de l'UE au Burkina Faso en octobre 2015.



M. Nouri LAJMI

Tunisie, Président de la Haute autorité indépendante de la Communication Audiovisuelle

Nouri Lajmi est le président de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) de Tunisie depuis 2013. Docteur en sciences de l'information, il a été enseignant à l'université de la Manouba à Tunis et a réalisé de nombreuses recherches dans les domaines du journalisme, de la déontologie de l'information et des nouvelles. Il a séjourné plusieurs années au Canada où il a oeuvré avec plusieurs ONG et été consultant auprès de l'Agence canadienne de développement international pour un programme d'appui aux journalistes. Il y a également collaboré avec le Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal et avec le Département de l'information et de la communication de l'Université Laval à Québec.



M. Eric LÉANDRI

France, co-fondateur et Directeur général de Qwant

Eric Leandri, co-fondateur et Directeur général de Qwant est un spécialiste du web, de la sécurité informatique et entrepreneur tech depuis 20 ans. Avant Qwant, il a occupé le poste de directeur des projets spéciaux chez UB, directeur général adjoint de Trustmission et directeur général de Mobilegov SaaS.



M. Pierre-Yves LE BORGNI

France, Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Pierre-Yves Le BORGNI est un avocat international et homme politique français, membre du Parti socialiste français et du Parti des socialistes européens. Il est membre de l'Assemblée nationale, ainsi que représentant de la Fédération des Français de l'étranger élu en juin 2012 pour la septième circonscription. Diplômé en droit de l'université de Nantes et de l'Institut d'études politiques de Paris, il a poursuivi ses études au Collège d'Europe à Bruges. Il travaille ensuite aux États-Unis, au Luxembourg, en Belgique et en Allemagne dans l'industrie de l'énergie renouvelable. Membre du Parti socialiste depuis 1988, il exerce différentes responsabilités, y compris celle de premier secrétaire de la Fédération des Français de l'étranger et membre du Conseil national du Parti socialiste. Il est membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe depuis novembre 2014



M. Rudolf LENNKH

Autriche, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe

M. l'Ambassadeur Lennkh est représentant permanent de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe depuis 2013. De 2009 à 2013 il était ambassadeur en Espagne et en Andorre et de 2001 à 2005 ambassadeur au Mexique et à Belize. Il a occupé des fonctions au Ministère autrichien des Affaires étrangères : au Département américain de 2005 à 2007 et en tant que Directeur général pour l'intégration économique et affaires économiques de 2007 à 2009. Il a également été en poste dans les ambassades autrichiennes à Washington, Abidjan, Buenos Aires et Madrid.



M. Yves LETERME

Belgique, Secrétaire Général d'International IDEA

Yves Leterme est secrétaire général de l'International IDEA. De 2011 à 2014, il était secrétaire général adjoint de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Avant de rejoindre l'OCDE, Yves Leterme a occupé divers postes politiques en Belgique à tous les niveaux et dans tous les secteurs du gouvernement : Après avoir débuté sa carrière comme conseiller municipal dans sa ville natale d'Ypres, il a été élu à la Chambre des Représentants du Parlement, Président de Groupe et chef de l'opposition, Secrétaire général et président du parti chrétien démocrate flamand (CD & V), ministre-président et ministre de l'agriculture du gouvernement flamand, sénateur fédéral, vice-Premier ministre, ministre du budget et de la mobilité, ministre des Affaires étrangères et Premier ministre.



Mme Elisa LEWIS

France, Démocratie Ouverte, Incubateur de l'innovation démocratique

Elisa est l'auteur du livre «Osons la Démocratie» (avec Romain Slitine, La Découverte, 2016). Ce projet lui a permis de rencontrer des citoyens engagés, des hackers, des journalistes, des députés et des élus du monde entier qui se livrent à des formes exigeantes et innovantes de la démocratie collaborative, ouverte et participative. Elle a été une observatrice engagée et privilégiée des principaux changements qui auront une incidence sur la démocratie du 21^e siècle. Membre de «Démocratie Ouverte», un collectif qui promeut et expérimente des initiatives soutenant le concept de «gouvernement ouvert», Elisa est fortement impliquée dans la création d'un incubateur démocratique pour soutenir les innovateurs politiques (en partenariat avec le Conseil de l'Europe). Elle a également travaillé comme consultante pour plusieurs entreprises sociales pour les aider à développer leur innovation et approfondir leur impact social. Ces dernières années, elle a donné des cours sur l'entrepreneuriat social dans les universités.



Mme Vanessa LISTON

Irlande, cofondatrice de CiviQ

Dr. Vanessa Liston est co-fondatrice et PDG de CiviQ, une entreprise qui innove dans la participation et la délibération du public. La mission de CiviQ est la création d'une base de données ouverte sur l'opinion publique et les changements de perspectives sociales pour aider à répondre aux défis sociaux et environnementaux complexes. Vanessa est docteur en science politique du Trinity College de Dublin, Irlande, où elle était chercheuse du gouvernement irlandais. Elle publie régulièrement dans des revues internationales des articles sur le développement, la démocratie délibérative, les technologies Web 2.0, et l'innovation du système politique. Vanessa peut se prévaloir d'une formation en développement international et d'une carrière de conseil en gestion chez Accenture et Cambridge Technology Partners. En 2014, elle a été classée par TechnologyVoice comme l'une des 38 femmes les plus talentueuses en technologie d'Irlande.



Mme Nadine LYAMOURI-BAJIA

France, psychologue interculturelle et formatrice/ consultante internationale
Après plusieurs années en tant que psychologue dans la région MEDA et au Moyen-Orient, Nadine Lyamouri-Bajja a été conseillère pédagogique à la Direction Jeunesse du Conseil de l'Europe de 2006-2011. Actuellement, elle est co-gérante d'IICoS (Institut Interculturel de Compétences Systémiques). Elle travaille en tant que consultante internationale et formatrice jeunesse sur les droits de l'homme, le dialogue interculturel et la migration.



Mme Raegan MCDONALD

Canada, Gestionnaire des politiques de l'UE chez Mozilla

Originaire du Canada, Raegan vit à Bruxelles, Belgique, où elle dirige les politiques de l'UE chez Mozilla et est spécialisée dans la neutralité du net, la vie privée et la protection des données. Raegan est membre du groupe de pilotage du Code Red, une initiative mondiale visant à accélérer la réforme des organismes de sécurité. Elle est également membre du Conseil consultatif du Brussels Privacy Hub, un institut de recherche universitaire axé sur la vie privée et la protection des données. Depuis mars 2014, Raegan est Ambassadrice de la vie privée dès la conception, distinction que lui a remise le Commissaire à la vie privée de l'Ontario, Canada. Avant de rejoindre Access, Raegan a collaboré avec European Digital Rights (EDRI), une association de 34 groupes de défense de la vie privée et des droits civiques à travers l'Europe. Raegan est diplômée de l'université de Vienne (Autriche) et de l'université de Leipzig (Allemagne) où elle a obtenu sa maîtrise en études internationales.



M. Antoine MADELIN

Belgique, Directeur Plaidoyer international, Fédération Internationale des Droits de l'Homme

Antoine Madelin est le Directeur plaidoyer international de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), une ONG des droits de l'homme représentant 178 organisations de droits de l'homme dans plus de 100 pays. Diplômé en droit, droits de l'homme et en politiques européennes, Antoine Madelin a d'abord travaillé pour le bureau du Premier ministre français et au cabinet du Secrétaire d'Etat français pour les affaires européennes. Il a rejoint la FIDH il y a 14 ans, comme Représentant permanent auprès des Nations Unies à Genève, et par la suite en tant que représentant permanent auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Il coordonne désormais le travail de plaidoyer de la FIDH, principalement entrepris par les délégations de la FIDH auprès de l'ONU à Genève et à New York, et les institutions européennes à Bruxelles. Il est également responsable de la cartographie et du développement de plaidoyer international de la FIDH aux pays tiers influents, souvent appelés «puissances émergentes».



Mme Drudeisha MADHUB

Maurice, Commissaire pour la protection des données de Maurice

Diplômée en droit Mme Drudeisha Madhub a travaillé pendant plus de six ans comme avocate générale au bureau du procureur général. Après un LL.M en droits humains internationaux à l'Université d'Essex, elle rejoint en 2007 le Bureau du Premier ministre en tant que Commissaire de la protection des données personnelles. A ce titre, elle est membre de l'Association francophone de protection des données personnelles (AFAPDP) et du Global privacy enforcement network (GPEN). En 2011, elle est nommée experte de la protection des données personnelles et des droits de l'Homme par Interpol en qualité de membre de la Commission de contrôle des fichiers. Depuis septembre 2014, elle est également experte auprès des Nations-Unies au sein du UN Global pulse data advisory group.



M. Bogdan MANOLEA

Roumanie, Directeur exécutif de l'Association pour la Technologie et l'Internet (APTI-Roumanie)
Bogdan Manolea est le Directeur exécutif de l'Association pour la technologie et l'internet - APTI Roumanie. Mr Manolea est juriste de formation et dispose d'une vaste expérience en droit des TIC. Il s'intéresse particulièrement aux droits civils numériques (liberté d'expression sur Internet, vie privée et open copyright). Il a été auteur de présentations et d'articles sur la question du droit des TIC lors de conférences nationales et internationales. Propriétaire du seul site web roumain consacrée au droit d'Internet : www.legi-internet.ro. Il a également été éditeur de EDRI-gram, une newsletter bibeedomadaire sur les droits civils numérique en Europe entre 2006 et 2014.



M. Jean-Paul MARTHOZ

Belgique, journaliste au quotidien «Le Soir», professeur de journalisme international à l'Université catholique de Louvain, conseiller auprès du Comité pour la protection des journalistes (New York)
Jean-Paul Marthoz est le correspondant pour l'Union européenne du Comité pour la protection des journalistes (CPJ, New York), vice-président du Conseil consultatif de la division Europe/Asie centrale de Human Rights Watch, membre du Conseil d'experts de l'Ethical Journalism Network (Londres) et du Conseil éditorial de la revue Index on Censorship (Londres). Chroniqueur de politique internationale au Soir (Bruxelles), il enseigne le journalisme international à l'université catholique de Louvain (UCL, Belgique). Jean-Paul Marthoz a été chef du service étranger et directeur de la page éditoriale du Soir (1980-1991), directeur du programme médias pour la démocratie à la Fédération internationale des journalistes (1992-1995), directeur européen de l'information à Human Rights Watch (1996-2006) et directeur éditorial du magazine Enjeux internationaux.



M. Moncef MARZOUKI

Tunisie, Président de Tunisie (2011-2014)

Après le Printemps arabe qui a renversé le président Ben Ali en 2011, Moncef Marzouki a été élu le 23 octobre 2011 député à l'Assemblée nationale constituante, et deux mois plus tard le 12 décembre 2011, il a été élu président de la République de Tunisie, fonction qu'il a occupée jusqu'en 2014. En novembre 2012, le magazine Foreign Policy l'a classé numéro deux dans son Top 100 des plus grands penseurs mondiaux. En Avril 2013, il figurait dans la liste annuelle du Time parmi les 100 personnes les plus influentes dans le monde.



Mme Carolin MAYER

Allemagne, Rédactrice en chef, Radio Berlin-Brandenburg

Carolin Mayer est une journaliste basée à Berlin travaillant pour la télévision allemande (Rundfunk Berlin Brandenburg / ARD). Elle est en charge de l'émission d'investigation politique sur RBB. Auparavant, elle a occupé les fonctions de conseillère personnelle du directeur des programmes pour les affaires stratégiques. Elle a commencé sa carrière journalistique chez TV News/ Actualités. Lors de la préparation de la 4e Conférence mondiale sur les femmes, elle a travaillé avec le Département de l'information des Nations Unies (droits de l'homme et la section du développement) à New York et avec le Centre d'information des Nations Unies à Bonn. Carolin Mayer est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques.



M. Emin MILLI

Azerbaïdjan, Journaliste et Directeur exécutif de Meydan TV

M. Milli a été condamné en 2009 à une peine de prison de deux ans et demi pour avoir critiqué le gouvernement. Placé en liberté conditionnelle en novembre 2010 après avoir purgé 16 mois de sa peine, grâce en partie à la pression internationale sur le gouvernement d'Azerbaïdjan. De 2002 à 2004, M. Milli était directeur de la Fondation Friedrich Ebert et a également conseillé le Conseil de l'Europe sur plus de 40 cas de prisonniers politiques en Azerbaïdjan dont beaucoup ont été relâchés suite à la pression du Conseil de l'Europe. Auparavant, il a été coordinateur de l'Institut international républicain en Azerbaïdjan. M. Milli est actuellement directeur de www.meydan.tv, une plateforme en ligne indépendante créée en 2013.



Mme Pascale MOMPOINT-GAILLARD

France, Psychosociologue, formatrice, consultante

Pascale Mompoint-Gaillard a travaillé dans les domaines de la communication interculturelle, de l'éducation et de la formation au leadership depuis 25 ans. Ses activités professionnelles, en France et aux Etats-Unis, se concentrent dans le domaine de la formation continue et initiale de professionnels, dans la formation du leadership, en particulier dans le cadre de projets éducatifs et de littéracie. Son engagement vise à donner une voix aux groupes marginalisés et leur permettre de s'organiser et de reconstruire leur dignité par le biais de la participation active et démocratique. Depuis 2006, elle est impliquée dans des programmes internationaux de formation d'enseignants et intervient en tant que consultante pour des questions liées au vivre ensemble, de l'éducation à la citoyenneté et la promotion de la pratique démocratique. Actuellement Directrice des études pour le Programme Pestalozzi, elle contribue par ailleurs à divers projets, notamment du Conseil de l'Europe, du Centre européen Wergeland, et de la Fondation Anna Lindh. Elle est conférencière auprès d'universités européennes et intervient ponctuellement pour des organismes de formation pédagogique et de travail social.



M. David MOORE

USA, Vice-Président, Affaires Juridiques, the International Center for Not-for-Profit Law

David Moore est vice-président des affaires juridiques à l'International Center for Not-for-Profit Law (ICNL), où il travaille depuis 2001. M. Moore gère plusieurs programmes mondiaux de l'ICNL, permettant à ICNL d'être réactif face à l'évolution dans le monde. M. Moore a soutenu la réforme juridique de la société civile dans divers contextes, y compris en Asie (en Afghanistan, Bangladesh, Indonésie, au Cambodge, Laos, Myanmar, Pakistan et Vietnam); en Afrique (au Malawi, à Maurice, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, en Ouganda, Zambie et Zimbabwe); et en Europe et en Eurasie (en Bulgarie, Croatie, Hongrie, Moldova, Russie et Turquie). M. Moore a publié de nombreux articles sur les questions de droit de la société civile et enseigné le droit de la société civile pendant dix ans à l'Université d'Europe centrale à Budapest.



M. Henry MUGISHA BAZIRA

Ouganda, Directeur exécutif de l'Institut de la gouvernance de l'eau

Henry Mugisha Bazira est le directeur exécutif de l'Institut de la gouvernance de l'eau – une organisation non gouvernementale basée en Ouganda. Il a fondé la Coalition de la société civile sur le pétrole et le gaz (CSCO) dont il a assuré la présidence de 2008 à 2012 avant de la céder à un autre comité directeur du CSCO. Il assiste les organisations de la société civile dans la création de réseaux de recherche et de défense pour influencer les politiques et la gouvernance nationales. Il est un expert en ressources naturelles avec un intérêt particulier pour l'interaction entre l'eau et le secteur extractif, ie, le gaz, le pétrole, l'exploitation minière et les activités industrielles.



M. Nils MUIZNIEKS

Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe

Nils Muiznieks, élu Commissaire aux droits de l'homme par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 24 janvier 2012 a pris ses fonctions le 1er avril 2012. Né en 1964, M. Muiznieks est de nationalité lettone. Il a fait ses études aux Etats-Unis où il a obtenu un doctorat en sciences politiques, décerné par l'université de Californie (Berkeley). Il travaille depuis une vingtaine d'années dans le domaine des droits de l'homme. Il a ainsi acquis une vaste expérience en matière de suivi international des droits de l'homme, de formation et d'éducation aux droits de l'homme.



Mme Alexandrina NAJMOWICZ

Roumanie, Directrice du Forum civique européen

Alexandrina Najmowicz a travaillé plus de dix ans dans le secteur tertiaire et pour des organisations à but non lucratif en Roumanie, France et en Europe. Elle est actuellement la directrice du Forum civique européen, un réseau transnational qui regroupe plus de cent associations à travers l'Europe, qui défend l'égalité, la solidarité et la démocratie, en favorisant la participation civique et le dialogue européen. A cet égard, elle a coordonné plusieurs campagnes pour renforcer les capacités et les rôles des organisations de la société civile pour défendre et agir en faveur des droits des citoyens et dans le processus décisionnel. Elle représente le Forum civique européen au sein du groupe de partenaires du dialogue civile de la Commission européenne (programme « l'Europe pour les citoyens »), au sein du Groupe de liaison du CESE et à la Conférence des ONG du Conseil de l'Europe.



M. Pacifique NDAYISHIMIYE

Rwanda, Fondateur et Président, Youth Service Organization

Pacifique Ndayishimiye est le fondateur de Youth Service Organization (YSO), une organisation non gouvernementale rwandaise dirigée par des jeunes qui les éduque afin qu'ils acquièrent des compétences qui influent sur leurs vies et leurs communautés, les implique dans le travail du développement durable et les incite à prendre des mesures efficaces pour agir en leur nom propre, et selon leurs propres termes, en tant que citoyens actifs. Il est dévoué et passionné des questions de l'autonomisation des jeunes pour créer des solutions durables pour les besoins et les problèmes de la communauté locale. Il a passé les 6 dernières années à travailler avec des personnes défavorisées des zones rurales dans les domaines de la justice sociale, le développement communautaire, les droits de l'homme, la compréhension interculturelle et les moyens de subsistance des jeunes.



M. Julien NOCETTI

France, Chercheur à l'Institut des Relations Internationales (IFRI)

Julien Nocetti est chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), un think tank basé à Paris. Il concentre actuellement ses recherches sur l'interaction entre la gouvernance mondiale d'Internet et les relations internationales. Ses intérêts portent également sur les politiques nationales et étrangères russes en matière d'Internet ainsi que sur la cyberdiplomatie de l'Union européenne. Il a récemment publié "Contest and conquest: Russia and global internet governance" (International Affairs, 91:1, 2015), et "Emerging powers and internet governance: is a 'third way' possible?" (Politique étrangère, 79:4, hiver 2014-2015). Il participe régulièrement à des forums internationaux et publie des avis sur les questions mentionnées ci-dessus dans des médias internationaux.



Mme Katrin NYMAN-METCALF

Estonie, Professeur, Chef du département droit et technologie à la faculté de droit de Tallinn, Université de Technologie de Tallinn

Mme le Professeur Katrin Nyman-Metcalf est chef du département droit et technologie de la faculté de droit de Tallinn, Université de Technologie de Tallinn, Estonie, et chef de la recherche de l'institut estonien d'e-gouvernance. Elle travaille également comme consultante internationale sur le droit des communications, y compris la liberté d'expression, et l'e-gouvernance.

Les projets comprennent l'analyse juridique des législations des médias et des communications; la mise en place de systèmes de réglementation et de gouvernance électronique et la formation professionnelle en particulier pour les sociétés post-conflit. Katrin est titulaire d'un doctorat (1999) en droit international public (le droit de l'espace) de l'Université d'Uppsala, Suède. Ses recherches portent sur la façon dont la loi et la technologie se rencontrent en mettant l'accent sur les communications; la prise de décision internationale et le changement de structure de gouvernance; la mise en œuvre des droits de l'homme et l'Etat de droit.



M. Kaoru OBATA

Japon, Professeur de droit international, Université de Nagoya

Kaoru Obata est professeur de droit international depuis 2002. Actuellement, il est le directeur du Centre d'échange juridique en Asie (CALE), Université de Nagoya et membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreux articles académiques sur le droit international et les droits de l'homme. Les publications les plus récentes incluent: Le Constitutionnalisation de la législation européenne en matière des droits de l'homme (en japonais, Shinzansha, 2014), The European Human Rights System beyond Europe: Interaction with Asia" Journal für Rechtspolitik, nr. 23 (2015), et «Les défis de la constitutionnalisation de l'Asie orientale dans un monde globalisé» (en japonais) Asian Law Bulletin (à paraître).



M. Pieter OMTZIGT

Pays-Bas, Député et membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (à confirmer)

Peter Omtzigt est député des Pays-Bas et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. A l'Assemblée parlementaire, il est membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme et de la Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi). Il fait également partie de la sous-commission sur les droits des minorités



Mme Marguerite OUEDRAOGO

Burkina Faso, Présidente de la Commission Technologie de l'Information des Libertés (CIL - Burkina Faso), Vice-Présidente de L'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP)

Juriste de formation, spécialisée en gestion des entreprises et en régulation des télécommunications, Marguerite Ouedraogo est depuis 2013 la présidente de la Commission informatique et libertés (CIL) du Burkina Faso. Elle est également vice-présidente de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP). Elle totalise plus d'une vingtaine d'années d'expérience professionnelle, acquise aussi bien dans le secteur privé que public, dont onze années passées chez le régulateur des communications électroniques du Burkina Faso, l'ARCEP.



M. Christoph PARTSCH

Allemagne, Avocat spécialisé dans la liberté d'information

Dr Christoph Partsch a étudié le droit à la Duke University School of Law et à la Fuqua School of Business and of Law. Il est titulaire d'un doctorat en liberté d'information, tout comme le Pr Schmidt-Jortzig, ancien ministre de la justice, de l'université de Kiel, Allemagne. De 1998 à 2002 il était vice-président et conseiller juridique du groupe médias Holtzbrinck et directeur associé de la Macmillan Ltd, Londres. Depuis 2011, Christoph Partsch est avocat de confiance de la ville de Berlin, une fonction de type médiateur pour les lanceurs d'alertes à Berlin. Il représente actuellement la Société pour la liberté d'information dans un procès contre le ministère allemand de la justice dans l'affaire « netzpolitik.org », concernant des journalistes d'un magazine en ligne qui ont été suspectés d'avoir révélé des secrets d'état et sont poursuivis pour haute trahison. Dr Christoph Partsch a également représenté un journaliste devant la Cour européenne des droits de l'homme sur la question de savoir si l'on pouvait communiquer au journaliste les noms des juges toujours en activité dans le land de Brandebourg qui ont travaillé pour le compte des services secrets est-allemands.



M. Andrés PASTRANA

Colombie, Président de Colombie (1998-2002)

En 1988, M. Pastrana est élu premier maire populaire de Bogota, après avoir survécu à une tentative d'enlèvement ordonnée par le Cartel de Medellín. Son administration est parvenu à réduire le taux de criminalité dans la capitale, à lutter contre la toxicomanie, à privatiser les services de santé, à approvisionner en eau potable les secteurs les plus pauvres de la société, à améliorer les transports et à promouvoir l'éducation. M. Pastrana a fondé le mouvement des nouvelles forces démocratiques, et a siégé au Sénat colombien jusqu'en 1993. En 1998, il a été élu président de la Colombie. Après son mandat présidentiel, il a servi en tant qu'ambassadeur de la Colombie aux États-Unis



Mme Faiza PATEL

Pakistan/USA, Codirectrice, Programme liberté et sécurité nationale, Brennan Center for Justice, Faculté de droit de l'université de New York

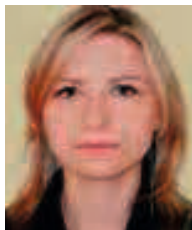
Faiza Patel est codirectrice du Programme liberté et sécurité nationale du Brennan Center qui veille à ce que les lois et les politiques antiterroristes respectent les libertés fondamentales et les normes relatives aux droits de l'homme. Elle se concentre sur les questions de surveillance, y compris l'interception des communications électroniques par des agences de sécurité et le contrôle par la police des communautés musulmanes. Elle a témoigné devant le Congrès, s'opposant à la surveillance ciblée des musulmans, elle a organisé des plaidoyers contre une surveillance trop étendue et développé une législation pour la création d'un inspecteur général indépendant pour la police de New York. Mme Patel commente fréquemment les questions de sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme pour des médias tels que le New York Times, le Washington Post, le Guardian, MSNBC, Al-Jazeera et NPR et publie de nombreux articles dans des revues spécialisées. Avant de rejoindre le Brennan Center, elle a travaillé pour l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye, et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Née et élevée au Pakistan, Mme Patel est diplômée de Harvard et de la Faculté de droit de l'université de New York.



Mme Rachel PERIC

USA, Directrice adjointe de Welcoming America

Rachel Peric est la directrice adjointe de Welcoming America, une organisation basée aux États Unis qui dirige un mouvement de communautés qui cherchent un moyen de parvenir à la prospérité en réservant un meilleur accueil aux migrants et à tous les résidents. Auparant, elle était directrice exécutive de la Montgomery Coalition for Adult English Literacy et directrice régionale de United Way of the National Capital Area et a géré des programmes internationaux de développement auprès de Management Systems International (MSI). Mme Peric est titulaire d'une licence en Etudes internationales de l'Université Hopkins et d'un Master en gestion publique de l'Université du Maryland.



Mme Maria POMAZKOVA

Fédération de Russie/France, Membre du Conseil d'experts sur le droit en matière d'ONG de la Conférence des OING

Maria Pomazkova possède une formation juridique spécialisée droits de l'homme. Elle est conseillère juridique pour les questions des droits de l'homme pour la Conférence des Eglises européennes. Mme Pomazkova est membre du Conseil d'experts sur le droit des ONG du Conseil de l'Europe et réside à Strasbourg.



M. Jerzy POMIANOWSKI

Pologne, Directeur exécutif du Fonds européen pour la démocratie

Jerzy Pomianowski dirige depuis 2013 le Fonds Européen pour la démocratie après avoir occupé le poste de vice-ministre polonais des affaires étrangères pendant deux ans. Auparavant, il a occupé le poste de directeur du service extérieur polonais. En tant que directeur du Partenariat OCDE-PNUD pour une gouvernance démocratique, il a soutenu des pays déstabilisés par des conflits armés ou des catastrophes naturelles. Ceci faisant suite à ses fonctions de Directeur Général du service extérieur polonais (2005-2006) et la mise sur pied de Poland Aid (2006-2008)



Mme Traon PONGSOPON

Thaïlande, assistante de projet, Bureau régional pour le Sud Est et l'Asie de l'Est, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté

Traon a obtenu un diplôme en psychologie avec mention de la Faculté de Loreto, Université de Calcutta, en Inde. Lorsqu'elle est en Inde, elle se consacre en tant qu'initiateur et volontaire à des projets en faveur de la participation des jeunes et du développement social. De retour en Thaïlande en 2012, elle continue de se consacrer au développement auprès de la Fondation Thai Funds, et depuis Septembre 2013, elle a rejoint la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté afin de promouvoir activement la citoyenneté et les valeurs libérales en Thaïlande grâce à des outils et plates-formes innovantes pour que les jeunes thaïlandais puissent échanger leurs opinions et entamer des changements.



Mme Nawel RAFIK-ELMRINI

France, adjointe Maire de Strasbourg

Nawel RAFIK-ELMRINI est adjointe Maire de Strasbourg en charge des relations internationales et européennes, les jumelages, les coopérations décentralisées depuis 2008. Elle représente la Ville de Strasbourg au sein du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe et s'y investit notamment sur les questions relatives à l'éducation à la diversité culturelle et à la lutte contre les discriminations. Mme Rafik-Elmrini préside entre autres le Centre d'Information sur les Institutions Européennes et est Vice-présidente de l'Institut Régional de Coopération-Développement.



M. Mousa RAHIMI

Directeur Général, Centre palestinien pour le développement des médias et la liberté d'information et d'expression (MADA)

Mousa Rahimi est un journaliste palestinien qui vit à Beit Rima-Ramallah. Il est titulaire d'un diplôme universitaire en journalisme et a travaillé auprès de nombreux médias et agences de presse en tant que journaliste ou rédacteur. Il est le rédacteur en chef du magazine "MADA Al E'Ilam" et cofondateur et directeur général du Centre MADA



M. Harald RANGE

Allemagne, ancien procureur général d'Allemagne

M. Harald Range était procureur fédéral auprès de la Haute Cour fédérale d'Allemagne (2011-2015). Il occupé plusieurs fonctions au service fédéral des poursuites dans le Land allemand de Basse-Saxe, y compris celles de procureur général et de directeur du département de Droit criminel du ministère de la Justice. En tant que chef du Ministère public fédéral, il était responsable des enquêtes dans des cas d'espionnage et de terrorisme et autres crimes graves commis contre les intérêts de l'Etat. Il a été président du Conseil consultatif des procureurs européens (CCPE) et est le représentant national allemand auprès du CCPE



M. Matthew RICE

Responsable du Plaidoyer, Privacy International, Royaume Uni

Matthew Rice est responsable du Plaidoyer auprès de Privacy International, œuvrant dans toute l'organisation pour le dialogue avec les partenaires internationaux et pour renforcer leur capacité de communication en matière de surveillance. Il a précédemment travaillé chez Privacy International en tant que consultant pour la création du Surveillance Industry Index, la plus grande base de données sur le secteur de surveillance privée jamais collectée accessible au public. Matthew est licencié en droit (avec mention) de l'université d'Aberdeen et titulaire d'une maîtrise en droit de l'homme de l'University College London.



M. Petre ROMAN

Premier ministre de Roumanie (1989-1991)

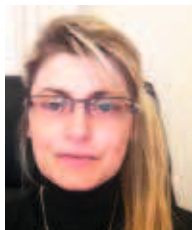
Petre Roman (1946) est un homme politique roumain. Il était Premier Ministre entre 1989 et 1991. Il était le premier Premier Ministre non-communiste depuis 1945. Il était président du Sénat entre 1996 et 1999 et ministre des Affaires étrangères entre 1999 et 2000. Il était le président du Parti Force démocrate qu'il a créé en 2005. Maintenant il est membre du Parti Libéral national et membre du Club de Madrid, une organisation de plus que 90 ancien hommes et femmes d'état démocratiques qui travaillent à fortifier la gouvernance démocratique et le leadership.



Mme Anna RURKA

Pologne, Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Anna Rurka est Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe. Pédagogue sociale diplômée de l'Université de Varsovie, elle est maîtresse de conférences en sciences de l'éducation à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Au sein de la Conférence des OING, elle représente Comité européen d'action spécialisée pour l'enfant et la famille dans leur milieu de vie (EUROCEF). A travers ses activités professionnelles et bénévoles, elle combine travail social, droits de l'homme et gouvernance démocratique, y compris la perspective expérientielle de personnes vivant dans un contexte de vulnérabilité.



Mme Livia RUSU

Roumanie, Chargée d'affaires a.i., Représentation permanente de la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe

Livia Rusu est Chargée d'Affaires a.i. de la Représentation permanente de la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe depuis août 2015. Elle est titulaire d'une maîtrise de l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest et d'un doctorat de l'Université d'études économiques de Bucarest. Auparavant, elle a servi à la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, à l'Ambassade de Roumanie à Rome et au Consulat général à Milan. Au ministère roumain des Affaires étrangères, elle faisait partie de l'équipe diplomatique chargée de préparer l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. Elle a occupé des postes de directrice des relations extérieures de l'UE et de correspondante européenne (2003-2007) et a coordonné l'élaboration de la première stratégie nationale de la Roumanie sur la politique de coopération internationale pour le développement adopté en 2006. Son expérience couvre également la région des Balkans occidentaux, les formats de coopération régionale, la surveillance des élections (Palestine, Janvier 2005, Turquie, Juillet 2014).



M. Jean-Jacques SAHEL

Vice-Président, Europe & Société Civile (Global Stakeholder Engagement), ICANN

Jean-Jacques Sahel est un ardent défenseur du modèle de gouvernance de l'Internet et de l'Internet ouvert plurilatéral, en Europe et au-delà. Travaillant depuis plus de 15 ans dans les secteurs privés et publics, Jean-Jacques a été impliqué dans affaires gouvernementales et réglementaires internationales. Il dirige le plan stratégique de l'ICANN pour la sensibilisation, le soutien et l'engagement avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile et des groupes d'utilisateurs dans la région. Travaillant en étroite collaboration avec la communauté Internet à travers l'Europe, il se concentre sur la sensibilisation, la capacité et la participation de toutes les parties prenantes à l'ICANN. Avant de rejoindre l'ICANN en 2014, Jean-Jacques a dirigé les relations gouvernementales et les affaires réglementaires pour Skype, puis la politique numérique de Microsoft pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.



Mme Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ

Directrice générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

Mme Snežana Markovic Samardžić est, depuis 2012, Directrice générale de la démocratie au Conseil de l'Europe, en charge de l'action de l'Organisation à promouvoir la gouvernance démocratique et des sociétés démocratiques durables. Ses responsabilités incluent la cohésion sociale, la défense de la société contre la discrimination, la diversité culturelle, le dialogue interculturel, la citoyenneté démocratique et la participation de tous, y compris celle des enfants, des minorités et des jeunes, les réponses démocratiques aux situations de crise. Auparavant, Snežana a occupé de nombreux postes au sein du gouvernement serbe dont celui de directrice adjointe au ministère des Affaires étrangères pour les pays voisins, membre du Conseil de fondation de l'AMA, ministre de la Jeunesse et des Sports (2007-2012) et présidente du Fonds pour les jeunes talents. ministre adjoint de la Défense (2005-2007) et vo-présidente du Groupe de réforme de la défense de la Serbie - OTAN.



Mme Milena SANTERINI

Députée, Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Rapporteuse générale sur la lutte contre le racisme et l'intolérance

Milena Santerini est professeure titulaire de pédagogie et directrice du centre de recherche sur les relations interculturelles à l'Università Cattolica del Sacro Cuore de Milan. Elle a fait la promotion d'activités de recherche et de formation sur le plurilinguisme, le dialogue interculturel et interreligieux, et de projets sociaux sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'antitsiganisme. En 2013, elle a été élue au Parlement italien et rejoint l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Depuis avril 2015, en sa qualité de Rapporteuse générale sur la lutte contre le racisme et l'intolérance de l'Assemblée parlementaire, elle coordonne les activités de l'Alliance parlementaire contre la haine



M. Chamsy SARKIS

Syrie/France, Cofondateur de SMART & ASML

Titulaire d'un doctorat en génétique humaine, et après avoir travaillé 10 ans dans le génie génétique au CNRS français et créé sa société de biotechnologie, Chamsy Sarkis a co-fondé en 2011 au début de l'insurrection syrienne, SMART, une ONG syrienne qui soutient les militants pacifistes. Deux ans plus tard, Chamsy Sarkis soutient les Syriens sur le terrain en imprimant et diffusant des informations indépendantes dans tout le pays déchiré par la guerre. Il a également aidé à lancer une radio, une agence d'information, une unité de production vidéo, et d'autres services dans le domaine des médias.



M. Hans-Wilhelm SAURE

Allemagne, Reporter pour le journal Bild

Hans-Wilhelm Saure est reporter en chef au département de la recherche d'investigation pour Bild, le plus grand journal allemand. H-W. Saure a été impliqué dans plusieurs actions en faveur de la liberté d'information et de la liberté de la presse en Allemagne. Il s'est battu avec succès pour l'accès aux documents du Service fédéral de renseignement sur le criminel nazi Adolf Eichmann. Il a été en mesure de prouver que les services secrets ouest-allemands savaient longtemps avant l'arrestation d'Eichmann où et sous quel nom le criminel nazi était caché. Devant la cour suprême allemande, il a fait valoir les droits à l'information de la presse contre les organismes fédéraux en argumentant que le ministère allemand de l'Intérieur voulait restreindre ces droits et de facto les abolir. Hans-Wilhelm Saure mène également des enquêtes sur le régime nazi et la dictature en RDA.



M. Dick SCHOOF

Pays-Bas, Coordinateur national pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme des Pays-Bas

Dick Schoof a été nommé coordinateur national pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme le 1er mars 2003. Il est en charge de la cybersécurité, l'anti-terrorisme et la gestion des crises. Pendant toutes ces années au sein du service public, il a occupé les postes de directeur de l'immigration et du service de la naturalisation, secrétaire général adjoint du Ministre de la justice, directeur général de la sûreté publique et de la sécurité auprès du Ministre de l'intérieur et des relations au sein du Royaume et directeur général de la police au ministère de la sécurité et de la justice.



Mme Robin SCLAFANI

Belgique, Directrice de CEJI- Une contribution juive pour une Europe inclusive

Robin Sclafani est la directrice du CEJI – Une contribution juive pour une Europe inclusive, l'organisation juive européenne, leader dans le domaine de l'éducation à la diversité, le dialogue interculturel, et la lutte contre la discrimination. Riche de plus de 25 ans d'expérience dans le développement et les programmes de formation de sensibilisation à la diversité et contre les préjugés, Mme Sclafani est l'architecte de la série de programmes de formation liés au projet primé Belieforama : une approche panoramique sur les questions de croyance et de religion. Titulaire d'une maîtrise en résolution de conflits de l'université d'Antioch, elle était boursière Fulbright à la Commission européenne en 1998.



M. Alexander SEGER

Allemagne, Chef de la Division Cybercriminalité, Conseil de l'Europe

Alexander Seger est au Conseil de l'Europe depuis 1999. Il est le secrétaire exécutif du Comité des Parties à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et à la tête du Bureau du Programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC) à Bucarest, Roumanie, dont la mission est d'aider les pays du monde entier à renforcer leur capacité de lutte contre la cybercriminalité. Avant 1999, il travaillait à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Vienne / Autriche, au Laos et au Pakistan. Alexander Seger a étudié à Heidelberg, Bordeaux et Bonn et est docteur en science politique, droit et anthropologie sociale.



M. Seth SELLECK

Suède, Coordinateur Jeunesse, Municipalité de Simrishamn, Suède
Seth Selleck est le coordinateur jeunesse de la municipalité de Simrishamn, Suède. Il a développé divers projets axés sur la coopération interculturelle, y compris un magazine international pour la jeunesse, Cultural Horizons, qui a été publié dans les années 1990. Après avoir entendu l'auteur nigérian, Chimamanda Ngozi Adichie, lors de la conférence sur "le danger d'une seule histoire", Seth a trouvé l'inspiration pour développer de nouveaux moyens de favoriser la communication interculturelle. Sachant que les jeunes sont une ressource précieuse pour trouver des solutions créatives, il a développé avec eux le jeu de carte « More than one Story » (Plus qu'une seule histoire)



Mme Najiba SHARIF

Afghanistan, Journaliste, Lauréate du Prix alsacien de l'engagement démocratique
Najiba Sharif a fait ses débuts à la radiotélévision nationale afghane en 1982. Après la chute du régime des talibans, elle devient rédactrice en chef du magazine Roz (« Le Jour »). L'idée est alors d'éclaircir la vie des femmes afghanes. En 2004, elle quitte le magazine Roz pour devenir, à la demande du Président Karzai, l'équivalent de secrétariat d'Etat afghan à la condition féminine. Souffrant de s'éloigner progressivement du peuple dans un gouvernement où elle n'a pas le sentiment de pouvoir s'exprimer librement, elle quitte le Secrétariat d'Etat en 2006 et est élue pour 5 ans députée de la région de Kaboul. Cible d'une fatwa des talibans, elle a rejoint la France avant même la fin de son mandat, en 2011, en tant que réfugiée politique – avec Mulhouse pour point de chute. Bien qu'exilée, Najiba Sharif continue de militer pour la défense des droits des femmes et des minorités dans son pays d'origine.



M. Sten SORENSEN

Danemark, Superintendent en chef adjoint, Chef de l'Unité de prévention du crime, Police du Jutland de l'Est, Police danoise

M. Sorensen est fonctionnaire de police depuis 27 ans. Ces dix dernières années il a travaillé au district de police du Jutland de l'est. En plus d'être le chef de l'unité de prévention du crime, il est le chef de la police locale de Grenaa et chef du service des étrangers. De 2012 à 2013, il a été le chef de la mission de la police danoise en Afghanistan. Il y a encadré le chef de la police du district à Gereshk, province de Helmand. Ses principales tâches étaient d'encadrer la coopération au niveau de la province et du district, la coopération entre le chef de la police, le gouverneur du district et les militaires afghans dans la zone. En 2011 et 2012 il a été le chef de la mission de la police danoise en Iraq encadrant les dirigeants de l'académie de police iraquienne.



M. Robert SPANO

Islande, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme

Le juge Robert Spano a été élu à la Cour européenne des droits de l'homme en 2013 au titre de l'Islande. Avant de prendre ses fonctions judiciaires, il a servi en tant que Médiateur du Parlement islandais en 2009-2010 puis en 2013. Il a été doyen de la Faculté de droit de l'Université d'Islande de 2010 à 2013, et a été nommé professeur de droit en 2006. Il était président du Comité permanent d'experts en droit pénal du ministère de la Justice de 2003 à 2009 et de 2011 à 2013. Il était aussi le délégué islandais au Comité européen pour les problèmes criminels et un expert indépendant pour le Comité de Lanzarote du Conseil de l'Europe. Il a été nommé juge ad hoc de la Cour AELE en 2012. Le Juge Spano est diplômé de l'Université d'Islande et de l'Université d'Oxford.



Mme Despina SYRRI

Grèce, Directrice de l'École d'études politiques de Grèce

Despina Syrri a travaillé avec les organisations internationales et les ONG en Afrique australe et en Europe du Sud-Est sur le développement post-conflit, les migrations, les réfugiés et les frontières. Elle a enseigné les sciences politiques et l'anthropologie, publié des articles et des livres en grec, en slave et en anglais ainsi que des documents et recherches. Depuis 2011, Despina est la présidente de Symβiosis (Thessalonique, Grèce) et depuis 2014, elle est la directrice fondatrice de l'École citoyenne d'études politiques de Grèce.



Mme Herdis Kjerulf THORGEIRSDOTTIR

Islande, Vice-Présidente de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), Conseil de l'Europe, Professeur à la Faculté de Droit, Université de Bifrost

Dr Herdís Thorgeirsdóttir est avocate à Reykjavík. Elle a été nommée professeur de droit constitutionnel et des droits de l'homme à la Faculté de droit, Université de Bifrost en 2004. Depuis 2003, elle est membre du réseau d'experts juridiques qui s'assure que la Commission européenne est tenue informée des développements juridiques importants dans le domaine de l'égalité des sexes au niveau national, et de leur impact. Après avoir été vice-présidente depuis 2005, elle est élue présidente de l'Association européenne des femmes juristes (EWLA) en 2009 et réélue en 2011. Elle a été nommée membre de la Commission de Venise, la Commission européenne pour la démocratie par le droit en 2010 après avoir été membre suppléante au nom de l'Islande depuis 2003. Elle a été présidente de la Sous-Commission sur les droits de l'homme de la Commission de Venise de 2011 à 2013. En décembre 2013 elle est élue vice-présidente de la Commission de Venise. Elle est membre du conseil d'administration de l'Académie de Droit européen à Trèves depuis 2012.



Mme Francesca TRALDI

Italie, Secrétaire Générale de la Fondation Magna Carta

Francesca Traldi est consultante politique et Secrétaire Générale de la Fondation Magna Carta, un think tank libéral basé à Rome qui se concentre sur les politiques et les relations internationales. Elle est la fondatrice du réseau inter-partis « Save the choice » qui surveille la liberté de choix des citoyens européens. Elle est experte dans le domaine des campagnes locales et de sensibilisation.



Mme Claudia UNGER

Autriche, Chef de l'Institut Afro-Asiatique/ Graz

Dr Claudia Unge est chef de l'Institut Afro-Asiatique-Graz. Elle a étudié la littérature et l'histoire et a enseigné à l'université de la Havane, Cuba, et à Pecs en Hongrie. Elle a également été consultante pédagogique pour les jeunes adultes et consultante en politique sociale au diocèse Graz-Seckau. Depuis 2010, elle dirige l'Institut Afro-Asiatique à Graz. Elle est membre du Conseil des Droits de l'homme de la ville de Graz, membre du Conseil d'Administration de « Friendsbüro » de la ville de Graz et présidente de l'association « Friends of Cuba ».



M. Dirk VAN EECKHOUT

Belgique, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe

Dirk Van Eeckhout est Ambassadeur et Représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe depuis 2013. De 2009 à 2013, il a été Ambassadeur de Belgique à Santiago du Chili et de 2007 à 2009 conseiller du ministre des Affaires étrangères et du vice-Premier Ministre De Gucht. Il a été ambassadeur de Belgique au Nigeria, Bénin et au Togo et représentant permanent de la Belgique auprès de la CEDEAO (Organisation économique des États d'Afrique de l'Ouest) de 2004 à 2007. Avant cela, Dirk Van Eeckhout était consul général de Belgique à Osaka et premier secrétaire à l'Ambassade de Belgique à Tokyo, ainsi que représentant de la Belgique à l'OIBT (Organisation internationale des bois tropicaux).



Mme Jamila VENTURINI

Brésil, Chercheuse, Centre pour la Technologie et la Société, FGV Rio Law School

Jamila Venturini est une journaliste et chercheuse brésilienne ayant une expérience dans les organisations de droits de l'homme. Son expérience de la recherche inclut le droit à l'éducation et à la culture au Brésil (2009), les ressources éducatives libres (2014) et la transparence et le droit à l'information (2014). Elle est actuellement chercheuse au Centre pour la Technologie et la Société (CTS/FGV) à Rio de Janeiro. En tant que journaliste, Jamila a travaillé comme assistante de communication pour Article 19 Brésil, Open Knowledge Brasil et d'autres ONG. Elle a également coordonné le projet Friends of Januária qui était parrainé par Rising Voices, co-réalisé le documentaire "Mapuche: gente da terra", primé au Festival International Pachamama en 2013.



M. Leen VERBEEK

Pays-Bas, Commissaire du roi de la Province de Flevoland, vice-Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Leen Verbeek est commissaire du Roi de la province de Flevoland, Pays-Bas, et Vice-Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. Il est engagé dans la promotion de la démocratie et des droits de l'homme aux niveaux local et régional dans toute l'Europe. En tant que rapporteur thématique sur la lutte contre la radicalisation, il a présenté un rapport sur les lignes directrices à l'attention des autorités locales et régionales sur la prévention de la radicalisation. Leen Verbeek est également co-fondateur et président de International Tree Fund, qui réalise des projets de développement rural en Amérique latine.



M. Cédric VISART DE BOCARME

Belgique, Président du Conseil consultatif de procureurs européens du Conseil de l'Europe

Depuis Janvier 2015, M. Visart de Bocarmé est président du Conseil consultatif des procureurs européens (CCPE) du Conseil de l'Europe. En 2011, il avait été nommé chef de cabinet du ministre de l'Intérieur et fin 2012, il intègre les relations internationales du parquet fédéral de Belgique où il exerce toujours ses fonctions de procureur. M. Visart de Bocarmé a représenté le ministère public belge aux conférences Eurojustice en 2005, 2006 et 2007. Il représente la Belgique et est membre du Forum des procureurs de l'Union européenne depuis sa création en 2010. M. Visart de Bocarmé a été nommé procureur général près la Cour d'appel de Liège en 2005 pour un mandat de 7 ans. Il a présidé le Collège des procureurs généraux de Belgique en 2006 et 2009.



M. Ljubisa VRENCEV

Grèce, SymBiosis, Reponsable des Programmes

M. Ljubisa Vrenčev est directeur de programme au SymBiosis à Thessalonique, Grèce. Depuis 1997, il collabore avec des ONG nationales et internationales sur les médias, la migration et la lutte contre la discrimination en Grèce, ainsi que sur le développement et la migration forcée dans les Balkans occidentaux. Il a consulté l'UNOPS, le PNUD, Cooperazione Italiana et l'OIM sur l'évaluation des conditions des réfugiés et sur le développement de politiques pour des retours durables. Il est titulaire d'une maîtrise sur le développement local pour les Balkans de l'Université de Trente et de Université libre Bolzano / Bozen. Il a coordonné l'évaluation d'urgence sur la migration dans les îles de la mer Égée en août et septembre 2015.



M. Steven WAGENSEIL

USA, Président a.i. du Conseil pour la Communauté des démocraties

Steven Wagenseil est un diplomate américain à la retraite. Il a assuré plusieurs fonctions dans le domaines des affaires africaines et multilatérales (y compris à Strasbourg). Depuis 2002 il coopère avec des organisations régionales et internationales – OSCE/ BIDDH, UNDP et l'UNEAD, la Communauté des Démocraties – sur la promotion et la protection des droits de l'homme, les élections et la démocratie. Il travaille actuellement avec des organisations de la société civile dans le cadre de la Communauté des Démocraties, pour s'assurer que les gouvernements écoutent les – et agissent en faveur des – citoyens. Actif également dans le domaine de l'éducation à la démocratie, il soutient les pays dans leur développement des plans d'action nationaux pour les élections.



M. Iain WALKER

Directeur exécutif de la Fondation newDemocracy

Iain dirige les travaux de la Fondation NnewDemocracy en Australie qui mène de véritables essais pour développer des processus innovants de démocratie avec les élus. NDF évalue le niveau de confiance du public, s'il génère des décisions et s'il permet d'élargir le programme de travail des élus. L'objectif de la Fondation est d'explorer des processus plus délibératifs, moins conflictuels et plus inclusifs – et de défendre sa part de rôle complémentaire dans nos structures démocratiques. NDF est persuadé qu'il faut poser la question aux citoyens de manière positive « Comment pouvons-nous mieux nous gouverner ? » plutôt que de contribuer à une culture de la plainte.



M. Gert WESTERVEEN

Pays-Bas, Représentant de l'UNHCR auprès des institutions européennes à Strasbourg

Gert Westerveen a plus de vingt ans d'expérience au sein du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), travaillant sur les questions des réfugiés dans plusieurs pays d'Europe, des Balkans occidentaux ainsi qu'en Afrique centrale et orientale. Avant de rejoindre le HCR, il a travaillé à l'Institut néerlandais des droits de l'homme et à l'Union interparlementaire à Genève. Il a également été un participant actif dans divers débats publics et conférences sur les questions des réfugiés.



M. Kirk WIEBE

USA, Ancien analyste à l'Agence de sécurité américaine (NSA)

Parmi les différentes fonctions occupées pendant sa longue carrière à la NSA, Kirk Wiebe a dirigé une équipe d'analystes qui a obtenu la citation pour service méritoire de la part du directeur de la CIA, et lui-même a obtenu le prix du service civil méritoire, deuxième plus haute distinction de la NSA pour son important travail accompli sur les systèmes d'armes stratégiques étrangers. En 2002, alors qu'il était évident que la NSA empruntait la mauvaise voie, K. Wiebe a tenté de lancer des alertes sur la collecte illégale d'informations sur d'innocents citoyens américains de la part de la NSA. Malgré le fait qu'il a informé deux sénateurs de la commission permanente sur le renseignement, et écrit au Chief Justice de la Cour Suprême, rien n'a changé et personne n'a été tenu pour responsable. K. Wiebe et ses collègues, avec un ancien responsable de la NSA, Thomas Drake, continuent de militer activement en prêtant serment lors de procès, en informant les médias, à travers des apparitions publiques pour que la justice et la législation freinent les violations de la NSA de la Constitution américaine.



M. Tim WILSON

Australie, Commissaire australien aux droits de l'homme

Tim Wilson est le Commissaire australien aux droits de l'Homme et a été surnommé le "Commissaire aux libertés" parce qu'il se concentre sur la promotion classique des droits et libertés humains, y compris la liberté d'expression, d'association, la liberté religieuse, les droits de la propriété et l'égalité devant la loi. Il apparaît régulièrement à la radio et à la télévision et écrit pour des journaux nationaux australiens. Il était auparavant consultant en communication et en politique commerciale et conseiller politique pour un think tank de marché de libre échange à but non lucratif. Il a également siégé aux conseils d'administration de grands hôpitaux et universités. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Université Monash.



Mme Eleonora Zbanke

Fédération de Russie, Activiste des droits de l'homme

Activiste des droits de l'homme et artistiquement impliquée dans la lutte pour les droits et la protection des personnes LGBT en Russie, Eleonora connaît la répression, le contrôle. En tant que réalisatrice de films, mais aussi formée à la psychologie, métisse et lesbienne, Eleonora a fait le choix de poursuivre ses projets, toujours aussi critiques et investis, en France, où elle vit depuis quelque temps. Elle nous apporte un regard lucide sur la limite fragile entre contrôle, surveillance et liberté.



M. Antonios ZIKOS

Grèce, Directeur de la prison "Saint Stefan" de Patras

Antonios Zikos est le directeur de la prison "Saint Stefan" de Patras (région d'Achaïe, ouest de la Grèce). Il est fonctionnaire et a occupé plusieurs fonctions sous l'autorité du ministère de la justice en Attique. Il partage ses connaissances sur les TIC, la comptabilité et les procédures administratives ainsi que des services de qualité basés sur l'égalité pour les citoyens. Il applique les principes de non-discrimination dans l'école de la prison et dans les locaux de la prison.



M. Hems ZWIER

Pays-Bas, Blogueur, Conseiller en médias sociaux

Hems Zwier est le fondateur et l'«inspirateur» du Social Innovation Lab, une organisation de maillage qui pilote de nouveaux concepts pour la société moderne. En tant qu'enseignant, il forme les futurs gestionnaires à devenir le changement positif et à créer un monde durable. Les mots-clés de son travail sont innovation sociale, entrepreneuriat social, co-création, société réinventée, leadership et l'utilisation stratégique des médias sociaux, et le renforcement de la communauté. Il pense que le monde moderne est mieux compris en tant qu'écosystème tout connecté et utilise ce paradigme comme un facilitateur pour résoudre les problèmes majeurs. Il est un ardent défenseur du travail avec les citoyens pour évaluer les tendances de la société

Dans le cadre du programme Off, riche de plus de 20 manifestations, les citoyens strasbourgeois et alsaciens sont conviés à s'emparer des mille et une questions soulevées par le fait démocratique.

Des médias de référence tels *Courrier international*, *France Culture*, *RSF*, *Arte*, *France 3 Alsace* ont accepté d'accompagner cette aventure et de proposer à des experts et à des journalistes de venir débattre à Strasbourg des sujets brûlants de notre époque, comme en témoigne cette programmation exceptionnelle.

L'autre apport essentiel est celui des différents partenaires associatifs locaux, qui chacun, dans son champ de compétences, questionne la démocratie au quotidien et partage aujourd'hui ses investigations avec le grand public...

On suivra notamment :

Des rencontres avec des auteurs, journalistes et penseurs tels que Alain Touraine, Jean Hatzfeld, Alain Finkielkraut ou encore Christine Ockrent,

Des débats organisés par la rédaction de *Courrier international* et *RSF*, la remise du prix RSF pour la liberté de la presse, Le Festival International du Film des Droits de l'Homme et le cycle Démocratie et Cinéma au cinéma l'Odyssee,

Des expositions sur la liberté de la presse et le prix Sakharov, Un spectacle du dessinateur Philippe Geluck ... et bien d'autres manifestations à découvrir sur

forum-mondial-democratie.org

LUNDI 16 NOVEMBRE

- Le siècle des journalistes**, volume 1 **Odyssee - 14 h 10**
Alain Touraine « Nous, sujets humains » **Aubette - 17 h 30**
Exposition Dessins en liberté **Aubette - 18 h 30**

MARDI 17 NOVEMBRE

- Atelier de formation à la sécurité numérique**
Club de la presse 8 h 30
Azerbaïdjan
 l'impunité, jusqu'à quand ? **Librairie Kléber - 12 h 30**
Rencontre avec Thierry Wolton
 « Histoire mondiale du communisme » **Librairie Kléber - 17 h**
Exposition 30 ans de campagnes RSF et Projet Anything to say
Place Kléber - 18 h
Cérémonie du prix RSF **Odyssee - 19 h**

MERCREDI 18 NOVEMBRE

- Thaïlande, Vietnam, Cuba**
 ces pays où vous passez vos vacances **Librairie Kléber - 12 h 30**
Jeunesse et liberté d'expression **Aubette - 14 h**
Rencontre avec Jean Hatzfeld
 « Un papa de sang » **Aubette - 17 h 30**
Drahi-Bolloré
 racheter des médias, le shopping des riches ? **Aubette - 19 h**
Concert en faveur de la paix
 avec Léna Chamamy et André Manoukian **Cathédrale - 20 h 30**

JEUDI 19 NOVEMBRE

- Rencontre autour du programme Européen Jeunesse Erasmus**
Foyer de l'étudiant catholique - 9 h
Peace, shalom, salam **Hôtel de Ville - 14 h**
Rencontre avec Nicolas Hénin **Aubette - 17 h**
Demain ne peut attendre **Place Kléber - 18 h**
Prix alsacien de l'engagement démocratique
Maison de la région - 18 h

- La prémonition de Socrate** Institut d'études politiques - 18 h 30
La défense européenne pour quoi ? contre qui ? Lieu d'Europe - 18 h 30
Trois philosophes à Strasbourg Librairie Kléber - 19 h
Un œil sur vous, citoyens sous surveillance Odyssee - 20 h
3ème nuit de la Philosophie Librairie Kléber - 20 h 30

VENDREDI 20 NOVEMBRE

- France Culture : CulturesMonde** Librairie Kléber - 11 h
Forum des enfants Conseil de l'Europe - 14 h
France Culture : L'atelier du pouvoir Librairie Kléber - 15 h
La fin du rêve européen ? avec Enrico Letta Aubette - 16 h
France Culture : Affaires étrangères Librairie Kléber - 17 h
Débat autour de l'exposition Dessins en liberté Aubette - 18 h
France Culture : Du grain à moudre Librairie Kléber - 18 h 20
Projection : La chasse aux sorcières Odyssee - 20 h 30

SAMEDI 21 NOVEMBRE

- Liloba** Place Kléber - 15 h 30
Rencontre avec Alain Finkielkraut « La seule exactitude » Aubette - 15 h 30
Spectacle de Philippe Geluck Aubette - 17 h 30

DIMANCHE 22 NOVEMBRE

- Le prix Sakharov à l'honneur** Lieu d'Europe - 15 h

TOUT AU LONG DU FORUM

- Exposition 30 ans de campagnes RSF** Place Kléber
Anything to say Place Kléber
Dessins en liberté Aubette
Sakharov à l'honneur Lieu d'Europe
Demain ne peut attendre Place Kléber
Le siècle des journalistes Odyssee
Festival International des Droits de l'Homme Divers cinémas
Cycle Démocratie et Cinéma Odyssee
Projet Kinact 2015 – Oyo Nini ?! Aubette
Do not track Aubette

STRASBOURG CENTRE VILLE



1
Gare
Place de la Gare



2
Aubette
31 place Kléber

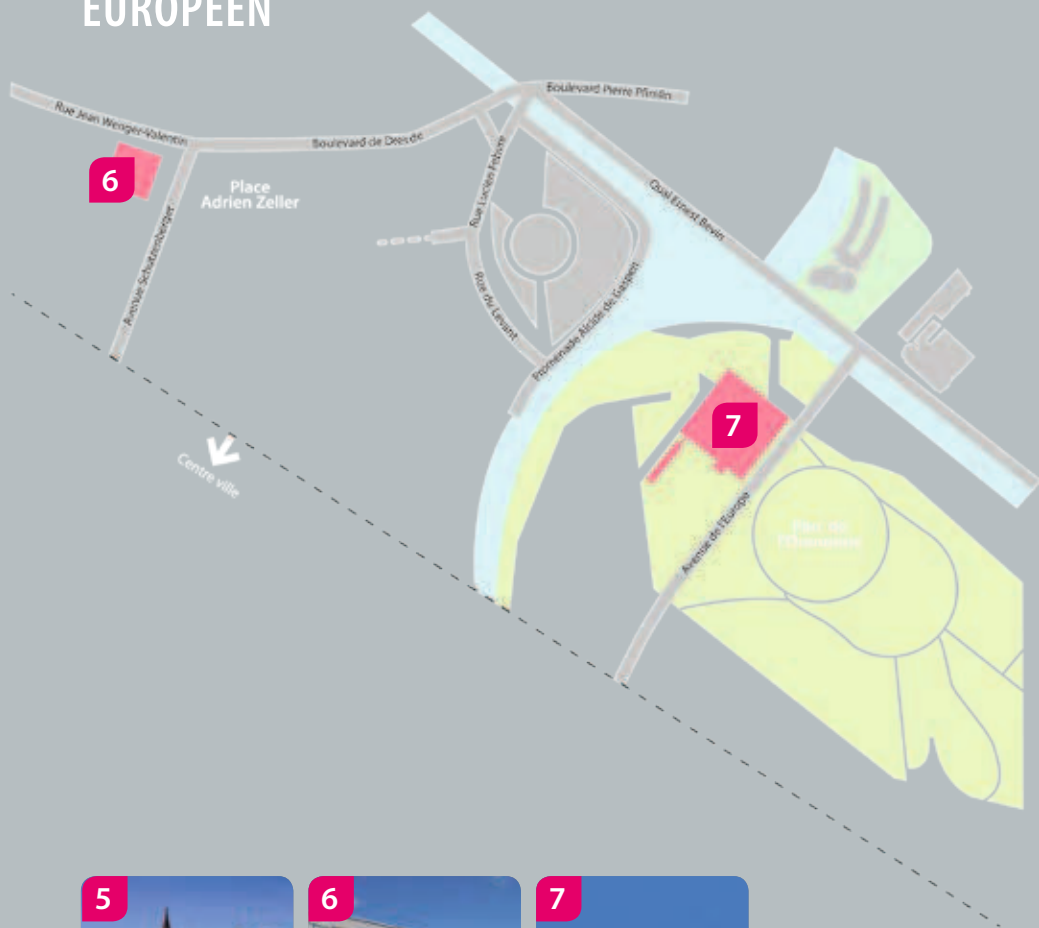


3
Hôtel de Ville
9 Rue Brûlée



4
Cathédrale
Place de la Cathédrale

QUARTIER EUROPÉEN



5
Palais Rohan
2 Place du Château



6
Conseil régional
d'Alsace
1 place Adrien Zeller



7
Conseil de l'Europe
Avenue de l'Europe

PARTENAIRES

Le Forum mondial de la Démocratie est organisé par le Conseil de l'Europe en partenariat avec la ville de Strasbourg, la région Alsace, le gouvernement français et le Parlement européen.

